



REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'ENVIRONNEMENT ET
DE LA VILLE



Au service
des peuples
et des nations

Document de Projet

Gouvernement Algérien

Programme des Nations Unies pour le Développement – PNUD

Fonds pour l'Environnement Mondial - FEM

| | |
|--|--|
| Intitulé du Projet : | Planification nationale sur la diversité biologique et mise en œuvre en Algérie du Plan Stratégique de la Convention sur la Diversité Biologique 2011-2020 et des Objectifs d'Aichi |
| Résultat(s) du Cadre de Coopération Stratégique : | La protection des ressources naturelles, la gestion durable de l'environnement, la lutte contre la pollution et la protection contre les effets des changements climatiques et catastrophes naturelles sont améliorées |
| Effet principal du Plan Stratégique du PNUD Environnement & Développement Durable : Renforcer les capacités nationales en matière de gestion durable de l'environnement et de lutte contre la pauvreté. Mobiliser les financements. | |
| Effet secondaire du Plan Stratégique du PNUD : Intégration environnement et énergie | |
| Résultat attendu du Programme Pays du PNUD. D'ici 2014, les programmes nationaux de lutte contre la désertification, de la préservation et l'utilisation durable des ressources naturelles seront renforcés en matière de planification, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation; | |
| Produit(s) attendu(s) du PAPP : Une stratégie nationale sur la diversité biologique est actualisée et le plan Stratégique de la Convention sur la Diversité Biologique 2011-2020 et les Objectifs d'Aichi sont mis en œuvre en Algérie | |
| Objectifs du projet : Intégrer les engagements de l'Algérie vis-à-vis de la Convention sur la diversité biologique (CDB) dans ses programmes nationaux de planification du développement dans le cadre d'une approche multisectorielle, grâce à une « planification en matière de diversité biologique » et l'élaboration d'une stratégie nationale actualisée, selon les orientations générales du Plan stratégique de la CDB pour 2011-2020. | |
| Résultats du projet : (1) Un bilan participatif sur la planification en matière de biodiversité est établi et des objectifs nationaux sur la diversité biologique sont définis et conformes aux Objectifs mondiaux d'Aichi. (2) La Stratégie et plans d'actions nationaux pour la biodiversité (SPANB) est révisée et actualisée et prend entièrement en compte les nouveaux aspects du plan stratégique de la CDB. (3) Les dispositifs institutionnels et réglementaires nationaux pour la mise en œuvre de la SPANB ainsi que pour le reporting et les mécanismes d'échange dans le cadre de la CDB sont renforcés. | |
| Partenaire national d'exécution : Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de la Ville | |

Résumé

Ce projet fait partie de la deuxième génération d'activités habilitantes pour la diversité biologique (BDEA) du FEM. L'Algérie a ratifié la Convention sur la diversité biologique (CDB) le 06 juin 1995. Ce projet répond à la nécessité pour le pays de continuer à remplir ses engagements aux termes de la CDB, en se focalisant plus particulièrement sur l'Article 6 de la Convention¹ et sur la Décision X/2 de la Conférence des Parties (CdP)². Ce projet est une contribution importante aux efforts de l'Algérie visant à mettre en oeuvre le Plan stratégique 2011-2020 de la CDB au niveau national. Il s'appuie sur l'état d'avancement et les réalisations de l'Algérie en matière de planification et de présentation de rapports sur la diversité biologique. Il vise à intégrer les engagements de l'Algérie vis-à-vis de la CDB dans ses programmes de planification nationale de développement dans le cadre d'une approche multisectorielle, grâce à une « planification en matière de diversité biologique » et à un processus d'élaboration de stratégie actualisée et participative. Cette démarche vise à atteindre des objectifs mesurables en termes de préservation et d'utilisation durable de la diversité biologique. Elle permettra également de s'assurer que la valeur des biens et services issus des écosystèmes, ainsi que les difficultés et les opportunités liées à l'adaptation et à la résilience des écosystèmes, sont bien prises en compte dans le processus. Le projet atteindra son objectif grâce à la mise en oeuvre de trois composantes, dont les activités sont décrites en détail dans la proposition approuvée par le FEM pour les activités habilitantes pour la diversité biologique, à savoir : (1) Un bilan participatif sur la planification en matière de biodiversité est établi et des objectifs nationaux sur la diversité biologique sont définis et conformes aux Objectifs mondiaux d'Aichi. (2) La SPANB sont révisés et actualisés et prend entièrement en compte les nouveaux aspects du plan stratégique de la CDB. (3) Les cadres nationaux pour la mise en oeuvre de la SPANB ainsi que pour le reporting et les mécanismes d'échange dans le cadre de la CDB sont renforcés.

| | | | |
|--------------------------------|------------------|---|-----------------------------|
| Période du Programme: | 30 mois | Ressources totales requises (fonds totaux du projet) | USD 521 224 + USD 22 000 |
| Award ID: | 00067514 | Ressources totales alloués (géré par le PNUD) | |
| Project ID : | 00083239 | Régulières (TRAC PNUD) | USD 50 000 |
| | | Non Régulières (Non core ressources 11888) ³ | USD 27 000/an |
| Numéro PIMS | 5027 | FEM | USD 220 000 + USD 22 000 |
| Date de Démarrage : | Septembre 2013 | Autres (fonds gérés par les partenaires) | |
| Date de Clôture : | 31 décembre 2015 | o Gouvernement (en nature) | USD 251224 |
| Modalité de gestion | NEX | o ONGs | |
| Date de la réunion LPAC | XXX | o Autres | |

¹ Mesures générales en vue de la conservation et de l'utilisation durable.

² Plan Stratégique pour la Diversité Biologique 2011-2020.

³ Ces ressources seront allouées pour le recrutement d'un associé au Programme qui appuiera (à temps partiel) le chargé de programme pour le suivi des activités du projet.

Approuvé par le Ministère des Affaires Etrangères Date

Approuvé par le Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de la ville Date

Approuvé par (PNUD): Date

Sommaire

| | |
|---|-----------|
| Présentation de la proposition approuvée | 5 |
| SECTION I : Description du projet | 7 |
| Ière PARTIE : Analyse de la situation | 7 |
| Point de Départ..... | 7 |
| Analyse et engagement des parties prenantes | 8 |
| IIème PARTIE : Stratégie | 9 |
| But, objectif, résultats escomptés et réalisations/activités du projet | 9 |
| Risques du projet..... | 10 |
| IIIème PARTIE : Modalités de gestion | 10 |
| IVème PARTIE : Plan de suivi et d'évaluation | 17 |
| Suivi et rapports | 17 |
| Exigences de communications et de visibilité..... | 18 |
| Vème PARTIE : Contexte juridique..... | 18 |
| SECTION II : CADRE DES RÉSULTATS STRATÉGIQUES (CRS) ET PRÉSENTATION DU SURCOÛT DU FEM | 20 |
| Ière PARTIE : Analyse du cadre des résultats stratégiques, CRS (anciennement cadre logique du FEM)..... | 20 |
| Cadre d'indicateurs dans le cadre du CRS | 20 |
| III : Budget total et plan de travail..... | 24 |
| SECTION IV : INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES | 30 |
| Ière PARTIE : Autres accords..... | 31 |
| IIème PARTIE : Termes de référence pour le personnel clé du projet..... | 32 |
| Coordinateur national du projet..... | 32 |
| Consultant International - SPANB | 34 |
| | |
| Annexes du Projet..... | 36 |
| Annexe 1. Proposition du FEM approuvée pour les activités habilitantes de la diversité biologique (voir sommaire page 3) | 37 |
| Annexe 2. Lettre d'approbation du directeur général du FEM..... | 79 |
| Annexe 3. Procès-verbal de la réunion du comité local d'examen des projets (CLEP) | 80 |
| Annexe 4. Lettre d'accord standard entre le Gouvernement et une agence des Nations Unies pour l'appui au NIM | 81 |
| Annexe 5. Demande de paiement direct | 85 |
| Annexe 6. Modèle de rapport d'inventaire..... | 86 |
| Annexe 7. Lettre d'accord standard entre le Gouvernement et une agence des Nations Unies pour l'appui au NIM | 87 |

Présentation de la proposition approuvée

Proposition standard d'activités habilitantes :

IÈRE PARTIE : IDENTIFICATEURS DU PROJET

- A. CADRE DE L'ACTIVITE HABILITANTE
- B. COFINANCEMENT DES ACTIVITES HABILITANTES PAR SOURCE ET PAR NOM
- C. SUBVENTIONS DEMANDEES PAR ORGANISATION, PAR DOMAINE D'INTERVENTION ET PAR PAYS
- D. COUTS DE GESTION DES ACTIVITES HABILITANTES

IIÈME PARTIE : JUSTIFICATION DE L'ACTIVITE HABILITANTE

- A. ENVIRONNEMENT ET CONTEXTE DE L'ACTIVITE HABILITANTE
- B. BUTS ET OBJECTIFS DE L'ACTIVITE HABILITANTE
- C. DECRIVEZ L'ACTIVITE HABILITANTE ET LE CADRE INSTITUTIONNEL POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET**
- D. DECRIVEZ, SI POSSIBLE, LA RENTABILITE ESCOMPTEE DU PROJET
- E. DECRIVEZ LE PLAN DE SUIVI ET EVALUATION BUDGETISEE
- F. EXPLIQUEZ LES ECARTS AVEC LES FOURCHETTES DE COUTS HABITUELLES (LE CAS ECHEANT) :

IIIÈME PARTIE : APPROBATION/AGREMENT PAR LE OU LES POINTS FOCALIS OPERATIONNELS ET LES ENTITES DU FEM

- A. HISTORIQUE D'APPROBATIONS EMISES PAR LE OU LES POINTS FOCALIS OPERATIONNELS DU FEM POUR LE COMPTE DU OU DES GOUVERNEMENT(S):**
- B. PARTICIPATION A LA CONVENTION
- C. CERTIFICATION DE LA OU DES ENTITES DU FEM

Annexe A : CONSULTANTS A RECRUTER POUR L'ACTIVITE HABILITANTE

Annexe B : ORIENTATION OPERATIONNELLE DES ACTIVITES HABILITANTES POUR LES POINTS FOCALIS

Acronymes

| | |
|---------|---|
| APR/PIR | Annual Project Review / Project Implementation Report (Examen annuel du projet/Rapports de mise en œuvre du projet) |
| BD EA | Biodiversity Enabling Activities (activités habilitantes pour la diversité biologique) |
| BP | Bureau pays (PNUD) |
| CDB | Convention sur la diversité biologique |
| CdP | Conférence des Parties |
| CDR | Combined Delivery Report (rapport d'exécution trimestriel). |
| CHM | Clearing House Mechanism (Centre d'échange d'informations) |
| FEM | Fonds pour l'Environnement mondial |
| PNUD | Programme des Nations unies pour le développement |
| PTAP | Programme mondial de travail sur les aires protégées |
| QOR | Quarterly Operational Reports (rapports opérationnels trimestriels) |
| SPANB | Stratégie et plans d'actions nationaux pour la biodiversité |
| TBW | Total Budget and Workplan (budget total et plan de travail) |
| TEEB | The Economics of Ecosystems and Biodiversity (Economie des écosystèmes et de la biodiversité) |
| UNFCCC | Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques |
| UNCCD | Convention des Nations Unies pour la lutte contre la désertification |
| ANN | Agence Nationale pour la Conservation de la Nature |
| CRSTRA | Centre de Recherche Scientifique et Technique sur les Régions Arides |
| INRAA | Institut National de la Recherche Agronomique d'Algérie |
| INRF | Institut National de Recherche Forestière |
| CDR | Certification des rapports combinés |
| CP | Comité de Pilotage |
| CPD | Document du Programme Pays |
| CRBt | Centre de Recherche en Biotechnologie |
| DGF | Direction Générale des Forêts |
| DNP | Directeur National de Projet |
| ENSSMAL | Ecole Nationale Supérieure des Sciences de la Mer et de l'Aménagement du Littoral |
| MADR | Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural |
| MATEV | Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de la Ville |
| MESRS | Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique |
| PRODOC | Document de projet |
| RR | Représentant Résidant |

SECTION I : Description du projet

Ière PARTIE : Analyse de la situation

POINT DE DEPART

1. Le présent document de projet (PRODOC) est destiné à rendre opérationnelle au niveau du Gouvernement algérien et au niveau du PNUD , la proposition d'activités habilitantes pour la diversité biologique approuvée par le FEM le 29 Mai 2012. Cette proposition est jointe au PRODOC à l'**Annexe 1**. Proposition du FEM approuvée pour les activités habilitantes en matière de diversité biologique et la Lettre d'approbation de la Présidente Directrice Générale du FEM se trouve à l'**Annexe 2**. Lettre d'approbation du directeur général du FEM.
2. Le projet repose sur l'état d'avancement actuel et les réalisations de l'Algérie conformément à ses engagements vis-à-vis de la Convention sur la diversité biologique (CDB), notamment les processus de planification en matière de diversité biologique et de présentation de rapports y afférents ; ainsi que sa détermination à mettre en œuvre, au niveau national, le Plan stratégique (2011-2020) de la CDB. Ces processus et réalisations sont résumés dans un tableau à l'**Annexe 1**. Proposition du FEM approuvée pour les activités habilitantes en matière de diversité biologique , sous le titre « **Environnement et contexte de l'activité habilitante**».
3. Une version de la Stratégie et plans d'actions nationaux pour la biodiversité (SPANB) a été élaborée en 2000 et fera l'objet d'actualisation dans le cadre de ce projet. Ce travail a déjà été initié par le Gouvernement algérien, en 2011, en allouant une enveloppe financière de l'ordre de 20 millions DA. Cette mise à jour permettra d'intégrer les objectifs d'Aichi dans la SPANB. Le nouveau Plan stratégique de la CDB, adopté lors de la CdP-10 en 2010 à Nagoya, met l'accent sur la la nécessité d'actualiser les SPANB, tout en précisant dans l'Objectif 17 que « *D'ici à 2015, toutes les Parties ont élaboré, adopté et commencé à mettre en œuvre, en tant qu'instrument de politique générale, une stratégie et un plan d'action nationaux efficaces, participatifs et actualisés pour la biodiversité* ». Le plan stratégique énumère également une série de questions qui devront être intégrées dans les SPANB révisés, notamment les orientations données aux pays pour : a) évaluer en détail la biodiversité et les services écosystémiques, afin d'intégrer ces chiffres dans les stratégies nationales et locales de développement et de réduction de la pauvreté (Objectifs 1 et 2), b) augmenter le domaine mondial d'aires protégées terrestres de 12 % à 17 % et le domaine d'aires protégées marines de 6 % à 10 % (Objectif 11), c) restaurer et sauvegarder les services écosystémiques essentiels, en particulier pour l'eau, la santé et les moyens de subsistance (Objectif 14) et d) renforcer la résilience des écosystèmes aux changements climatiques et encourager les approches d'adaptation et d'atténuation des changements climatiques fondées sur les écosystèmes (Objectif 15).
4. Les réalisations et les difficultés des processus antérieurs de planification en matière de diversité biologique en Algérie sont décrits dans la proposition du FEM (**Annexe 1**). Proposition du FEM approuvée pour les activités habilitantes en matière de diversité

biologique), dans la section intitulée « **Projet de référence : la SPANB en cours et le nouveau Plan stratégique de la CDB** ».

5. L'ensemble des éléments cités ci-dessus constitue un argument valable en ce qui concerne la pertinence et la faisabilité de ce projet de coopération.

ANALYSE ET ENGAGEMENT DES PARTIES PRENANTES

6. Il existe un grand nombre de directives expliquant comment les responsables de la planification en matière de diversité biologique peuvent identifier les parties prenantes. Dans les orientations que la Conférence des Parties (CdP) donne sur l'organisation des SPANB et l'élaboration des rapports nationaux, elle souligne à plusieurs reprises que, pour que la transition nécessaire entre la planification en matière de diversité biologique et la mise en œuvre du plan soit effective, chacune des parties concernées par le résultat de la SPANB doit participer dans le processus.
7. Le processus d'implication des parties prenantes en Algérie commencera par les points focaux nationaux des accords multilatéraux de l'environnement (CBD, UNCCD, UNFCCC, etc), l'autorité responsable de la SPANB (le Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de la Ville), le MADR, le MESRS, et sera élargi pour inclure tous les acteurs nationaux concernés par cette question. Cette approche garantira le caractère inclusif et participatif au processus d'élaboration et de mise en œuvre de la SPANB en Algérie.
8. Un Comité national regroupant toutes les parties prenantes et, selon le besoin, un ou plusieurs groupes de travail seront mis en place pour accompagner ce processus et mieux définir les objectifs nationaux, actualiser la SPANB et élaborer les rapports nationaux en la matière. Le tableau ci-dessous présente le rôle potentiel des différentes parties prenantes et la justification de leur participation au projet.

Tableau 1. Tableau des parties prenantes

| Secteur | Entité/département | Rôle potentiel dans le projet et justification de l'implication |
|---|---|---|
| Gestion de la biodiversité et changements climatiques | Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de la Ville Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural/ Direction Générale des Forêts MESRS (CRBt, CRSTRA) | Agent d'exécution et leader du projet Intégration de la préservation de la biodiversité dans les politiques nationales |
| Agriculture, eau élevage, énergie, mines et genre | Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural/DGF Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Locales Ministère de l'Énergie et des Mines Ministère des Ressources en Eau Ministère de l'Éducation Nationale Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique Ministère de la Pêche et des Ressources halieutiques Ministère du Commerce | Intégration de la préservation de la biodiversité dans les principales politiques sectorielles concernées par et/ou ayant un impact sur la diversité biologique |
| Planification nationale et coopération internationale | Secrétariat Général du Gouvernement Secrétariat d' Ministère des Affaires Étrangères Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Locales Ministère des Finances Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique | Intégration de la biodiversité dans les politiques nationales |

| Secteur | Entité/département | Rôle potentiel dans le projet et justification de l'implication |
|------------------------------------|---|---|
| | Ministère de l'Agriculture et du Développement rural Secrétariat d'Etat chargé de la Prospective et des statistiques Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de la Ville Ministère des ressources en eau Ministère des Relations avec le Parlement Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme Ministère du Commerce | |
| Recherche scientifique | Direction Générale de la Recherche Scientifique et du Développement Technologique Agence Thématique de Recherche en Sciences et Technologies Centre de Recherche en Analyse Physico-chimie Agence Thématique de Recherche en Sciences Médicales Agence nationale pour la conservation de la nature (ANN) Centre de Recherche Scientifique et Technique sur les Régions Arides (C.R.S.T.R.A.) Institut National de la Recherche Agronomique d'Algérie (INRAA) Institut National de la Recherche Forestière (INRF) Ecole Nationale Supérieure des Sciences de la Mer et de l'Aménagement du Littoral (ENSSMAL) Institut Technique de L'Arboriculture Fruitière et de la Vigne Institut technique des élevages Institut Technique des Cultures Maraîchères et Industrielles Ecole Nationale Supérieure Agronomique | Fournir des données ; apports techniques à la nouvelle SPANB, participation dans les comités de rédaction de la stratégie |
| Organisations non gouvernementales | Voir la liste non exhaustive à l'annexe 9 | Assurer l'implication de la société civile, des femmes et des populations locales. |
| Secteur privé | Compagnies privées, en particulier celles qui opèrent dans des zones vulnérables sur le plan environnemental | Intégration de la biodiversité dans les activités des principaux acteurs du secteur privé |
| Organismes internationaux | Organismes des Nations Unies et partenaires multilatéraux Donateurs bilatéraux désireux de soutenir la gestion de la biodiversité en Algérie | Apport technique et financier |

IIème PARTIE: Stratégie

BUT, OBJECTIF, RESULTATS ESCOMPTES ET REALISATIONS/ACTIVITES DU PROJET

9. **Le but du projet** est de permettre à l'Algérie d'honorer ses engagements vis-à-vis de la CDB dans les processus de planification nationaux en tenant compte du Plan stratégique de la CDB 2011-2020.
10. **L'objectif du projet** est d'intégrer les objectifs d'Aichi dans les programmes nationaux de planification du développement, grâce à une « planification en matière de diversité **biologique** » et à un processus d'élaboration d'une stratégie renouvelés et participatifs, de manière à suivre les orientations générales du Plan stratégique de la CDB pour 2011-2020.
11. Pour atteindre **l'objectif** ci-dessus, le projet devra obtenir trois « résultats » (correspondant aux composantes du FEM) :
 - Résultat 1 – Un bilan participatif ou état des lieux sur la planification en matière de biodiversité est établi en concertation avec tous les secteurs concernés et des objectifs nationaux sur la diversité biologique sont définis en réponse aux Objectifs mondiaux d'Aichi.

- Résultat 2 – La SPANB est révisée et actualisée et prend entièrement en compte les nouveaux aspects du plan stratégique de la CDB.
- Résultat 3 – Les cadres nationaux pour la mise en œuvre de la SPANB ainsi que pour le reporting et les mécanismes d'échange dans le cadre de la CDB sont renforcés.

12. Les résultats du projet, ainsi que les produits et activités correspondants, sont décrits en détail dans la proposition du FEM, à l'Annexe 1

RISQUES DU PROJET

Tableau 2. Evaluation des risques du projet et mesures préconisées

| RISQUES IDENTIFIES | EVALUATION DU RISQUE | MESURES D'ATTÉNUATION PRECONISEES |
|--|----------------------|--|
| Faible maîtrise des outils pour l'intégration et l'ancrage de la mise en œuvre du Plan stratégique de la CBD dans les cadres nationaux de développement. | Moyen | La participation des organes de planification nationale et l'appui technique des institutions de coopération internationale pour renforcer l'intégration de la biodiversité dans les politiques nationales. |
| Manque de données clés pour la définition des objectifs nationaux de diversité biologique en réponse aux Objectifs mondiaux d'Aichi. | Faible | L'implication des institutions nationales de recherche va permettre au projet d'obtenir des avis techniques sur la formulation des objectifs. De plus la participation des ONG, ainsi que des organismes des Nations Unies et partenaires multilatéraux et bilatéraux va également permettre de minimiser ce risque. |
| Manque de personnel qualifié approprié pour la planification, la gestion et l'exécution des activités du projet | Moyen | Ce risque sera minimisé par la participation de personnes ressources (représentants les principales parties prenantes) aptes à être impliqués dans la planification et la gestion du projet. La formation et le renforcement des capacités sera une activité importante du projet et permettra d'atténuer ce risque. |

IIIème PARTIE: Modalités de gestion

13. Les dispositions institutionnelles et de gestion du projet sont décrites ci-dessous ainsi que dans la proposition du FEM Annexe 1. Proposition du FEM approuvée pour les activités habilitantes en matière de diversité biologique

Le projet sera exécuté sur une période de 30 mois sous la modalité (NEX) conformément au Document de Programme Pays (CPD) pour 2012-2014 et selon les règles et procédures applicables à l'exécution nationale comme le stipule l'accord de base signé entre le PNUD et le Ministère des Affaires Etrangères le 20 juillet 1977.

Des différentes modalités d'exécution, et conformément à la Résolution 47/199 de l'Assemblée Générale qui a réitéré que l'exécution nationale devait être la norme pour les programmes et les projets financés par le système des Nations Unies, en prenant en compte les besoins et les capacités des pays bénéficiaires, les procédures de mise en œuvre nationale (NIM (NEX)) seront suivies et appliquées.

Le NIM (NEX) est considéré comme la norme puisqu'il est censé contribuer effectivement à:

- Une plus grande autonomie nationale grâce à une utilisation efficace et un renforcement des capacités de gestion, et à une expertise technique des institutions nationales et des individus grâce à un apprentissage en situation.
- Un meilleur développement durable des programmes et des projets de développement en augmentant l'appropriation nationale et l'engagement pour les activités de développement.
- La réduction de la charge de travail et l'intégration dans des programmes nationaux grâce à une plus grande utilisation des systèmes et procédures nationaux appropriés.

Le Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de la Ville (MATEV) est l'institution gouvernementale chargée de la mise en œuvre du projet et agira en tant qu'agence d'exécution.

Le PNUD est l'agence du FEM pour ce projet et responsable de l'utilisation des fonds attribués par le FEM.

La responsabilité de la mise en œuvre du projet par le Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de la Ville (MATEV) implique la réalisation des objectifs du projet dans les délais requis. Le MATEV fournira un appui pour la mise en œuvre de toutes les activités du projet.

Gestion financière du projet:

- Les Modalités de financement, de transfert et de gestion des fonds, qui sont appliquées dans le cadre de ce projet, sont les suivantes :
 - Le Bureau de pays (PNUD) fournira les services d'assistance sur la demande du MATEV pour des activités dans le cadre du Document de programme et conformément aux réglementations, règles et procédures du PNUD. Cet arrangement fera l'objet d'une lettre d'accord type entre le PNUD et le partenaire de mise en œuvre (Annexe 4) qui détaillera les services d'appui à fournir par le bureau du PNUD et sera annexée, une fois signée, au présent document de projet.

En tout cas de figure, le MATEV possédera un contrôle total sur le programme et donc sur les dépenses.

- L'Agence d'exécution procédera à l'ouverture d'un compte pour la mise en œuvre des activités du projet telles que inscrites dans le document de projet. L'Agence d'exécution travaillera, de ce fait, sur la base d'un plan de travail annuel et trimestriel tracé avec le PNUD à qui elle transmettra trimestriellement des bilans physiques et financiers.

Équipement pour le projet

- Tous les équipements, fournitures ou autres biens financés ou fournis par le PNUD appartiennent au PNUD, jusqu'à ce que la propriété de ces derniers ne soit officiellement transférée au Gouvernement ou une entité désignée par le PNUD. Les questions relatives au transfert de la propriété par le PNUD sont déterminées conformément aux politiques et procédures pertinentes du PNUD.
 - Les biens non consommables qui doivent être inclus dans les inventaires de projets NEX (modèle en Annexe...), sont des biens dont la valeur est égale ou supérieure à 1 000 USD (par ex. : ordinateurs fixes ou portables, machinerie lourde comme des générateurs, des équipements pour un projet, des imprimantes, des photocopieuses, des bureaux, des tables de conférence, etc...).
- **Formation**
 - Le PNUD s'engage à fournir la formation, au besoin, en matière de gestion financière et utilisation du système de gestion ATLAS du PNUD au Directeur National du Projet et aux autres membres de l'unité de gestion du projet.
 - **Audit**
 - Le projet devra être vérifié par un audit indépendant et externe, effectué par un contrôleur agréé conformément aux règles et règlements du PNUD, au moins une fois durant la vie du projet et/ou chaque année que le PNUD considère appropriée en fonction du niveau de livraison ou des difficultés rencontrées au cours de l'année.

Structure organisationnelle du projet :

La gestion du projet inclut deux niveaux de concertation et de décision, à savoir : la réunion tripartite et le Comité de Pilotage. De même, il comprend un niveau de gestion, exécution et suivi quotidiens avec le Directeur National de Projet à la tête et appuyé par une unité de support et une unité d'assurance.

• **Réunion tripartite**

- Une réunion tripartite co-présidée par un représentant du Ministère des Affaires Etrangères et le Représentant résident du PNUD ou son délégué, et à laquelle prendra part également un représentant du Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et la Ville de rang supérieur et autre que le DNP et que le membre du Comité de Pilotage
- La réunion tripartite sera organisée au moins une fois par an ou en tant que de besoin.
- Cette réunion permettra aux membres qui y participent de prendre connaissance de l'état d'avancement du projet, d'en apprécier les résultats et l'impact, de convenir des mesures rectificatives éventuelles à apporter à l'orientation générale

et stratégique du projet en les alignant aux priorités nationales pour en accroître l'efficacité et l'efficacités.

- **Comité de pilotage (CP)**

- Le CP est coprésidé par un représentant du MATEV et le RR du PNUD ou son délégué.
- Le CP regroupera un:
 - Représentant du Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de la Ville, de rang supérieur et autre que le DNP, en qualité de co-président ;
 - Représentant résident du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ou son délégué en qualité de co-président ;
 - Représentant du Ministère des Affaires Etrangères ;
 - Représentant du Ministère des Finances ;
 - Représentant du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural /DGF;
 - Représentant du Ministère du Commerce ;
 - Représentant du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique ;
 - Représentant du Ministère de la Culture;
 - Représentant du Ministère de l'Energie et des Mines ;
 - Représentant du Ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales;
 - Représentant du Ministère de la Pêche et des Ressources Halieutiques;
 - Représentant du Ministère des Ressources en Eau;
 - Représentant du Ministère de la Défense Nationale;
 - Représentant du Ministère de l'Education Nationale ;
 - Représentant du Ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme Hospitalière ;
 - Représentant du Ministère du Tourisme et de l'Artisanat.
- Le comité peut faire appel à toute autre personne pouvant l'aider ou l'éclairer dans ses missions.

- Les membres du comité sont désignés par l'autorité dont ils relèvent et sont nommés par arrêté du Ministre chargé de l'Environnement pour la durée du projet.

La décision d'inviter des observateurs ou des représentants d'organisations des Nations Unies participantes pertinentes est prise par les co-présidents.

- Le Comité de Pilotage du Projet (CP) est chargé de prendre les décisions de gestion concernant le projet lorsque le responsable du projet demande des directives. Il joue un rôle essentiel dans le suivi et les évaluations du projet en effectuant le contrôle qualité des processus et des produits, et en utilisant les évaluations pour l'amélioration des résultats, la responsabilisation et la formation.
- Le CP aura pour missions:
 - d'approuver le plan de travail ainsi que les rapports établis par l'équipe du projet
 - de discuter, sur la base de la présentation des rapports d'activités et des résultats atteints obtenus, des besoins et des priorités du projet et prend des décisions en vue de solutionner les éventuels problèmes ou blocages apparus dans le cours de sa mise en œuvre, y compris en donnant son avis pour d'éventuelles réorientations stratégiques du Document de Projet pour y faire face ;
 - de statuer sur l'approche retenue pour l'évaluation de l'impact des activités;
 - de superviser la gestion de l'information et oriente la diffusion de l'information jugée pertinente vers d'autres acteurs ou partenaires ;
 - d'approuver les révisions du Document de Projet ;
 - d'examiner les conclusions du rapport d'audit et autres rapports d'évaluation pour en tirer les leçons apprises ;
 - de contrôler l'avancement des activités arrêtées.
 - d'examiner et valider les rapports d'activité.
 - de recommander des actions et des activités répondant aux besoins et à la politique.
 - de coordonner les relations interinstitutionnelles en relation avec le projet et contribuer à lever toute difficulté qui pourrait apparaître dans sa mise en œuvre.
 - d'examiner et d'approuver la stratégie de sortie dans le semestre précédent la clôture du projet.
- Le comité se réunit deux (2) fois par an en session ordinaire et en session extraordinaire sur convocation de l'un des deux co-présidents. Le quorum est de deux tiers. L'ordre du jour et le document de travail doivent être envoyés aux membres du CP au moins une semaine avant la réunion.
- La prise de décision par le CP se fait par consensus. Les décisions du CP sont dûment enregistrées.
- Les décisions sur les révisions du document de Projet, les plans de travail et les budgets annuels seront prises sur présentation d'un rapport de situation établi par le Directeur National de Projet.

- **Directeur National de Projet (DNP)**

- Le MATEV nommera un responsable qui servira de DNP pour la mise en œuvre du projet et transmettra la nomination par voie officielle. (Voir modèle en annexe 7). Conformément à la proposition approuvée par le FEM, le DNP ne sera pas rémunéré à partir des fonds du projet,

- Le DNP est le principal responsable qui possède l'autorité de gérer le projet sur une base quotidienne au nom du Comité de pilotage du projet, dans la limite des contraintes définies par le Comité de pilotage. La responsabilité principale du DNP est d'assurer que le projet produit les résultats (impacts, effets et produits) précisés dans le document de projet, à la norme de qualité requise et dans la limite des contraintes de temps et de coût spécifiées.

Les responsabilités spécifiques incluraient :

- Contrôler la réalisation des produits du projet par la réalisation des activités prévues;
- Communiquer avec le comité de pilotage ou ses représentants pour assurer la direction et l'intégrité globales du projet ;
- Identifier et obtenir tout appui et conseils requis pour la gestion, la planification et le suivi du projet ;
- Communiquer avec tous les acteurs/parties prenantes

- Le Directeur national sera appuyé techniquement par un Coordonateur national de projet, une équipe de consultants nationaux et internationaux, ainsi que par le Point Focal Environnement du bureau de pays du PNUD et le Conseiller Technique Régional du PNUD / FEM.

- **Support au projet**

- Le rôle de support au projet fournit au Directeur National de projet un appui d'administration et de gestion, tel que requis par les besoins du projet.
- Un(e) coordonateur/ice et/ou un(e) assistant(e) pourront être recrutés pour assumer cette fonction ayant pour tâches, entre autres, d'appuyer le DNP dans :
 - La production des rapports obligatoires à soumettre périodiquement
 - La mise en œuvre, la gestion et l'exécution de chacune des activités découlant du plan de travail annuel ;
 - Le suivi et la gestion financière du projet.
- Les termes de référence sont définis dans l'Annexe 7.

- **Assurance du projet**

- L'assurance du projet sera prise en charge par un(e) chargé(e) de programme du PNUD, ayant pour tâches spécifiques ce qui suit :
 - S'assurer que les fonds sont mis à la disposition du projet ;
 - S'assurer que le projet évolue vers la réalisation des résultats attendus ;
 - S'assurer que les ressources confiées au PNUD sont utilisés de façon adéquate:
 - S'assurer de la mise à jour de l'Atlas;

- S'assurer que les rapports financiers sont soumis au PNUD au temps voulu et que les CDRs sont préparés et soumis au CP ;
- S'assurer que les risques sont gérés de façon adéquate et que le « risk log » sur Atlas et mis à jour régulièrement ;
- S'assurer que les leçons apprises pendant la mise en œuvre du projet sont capitalisées. Un canevas du registre de leçons apprises est joint en annexe08.

coordonateur national du projet :

- L'administration quotidienne du projet sera sous la responsabilité du Coordonateur national du projet et son assistant. Il sera chargé des fonctions administratives et techniques, ainsi que de la gestion et/ou la mise en œuvre de toutes les activités du projet. Le Coordonateur travaillera en étroite collaboration avec toutes les institutions partenaires pour établir un lien entre le projet et les programmes et/ou initiatives complémentaires au niveau national.
- Le Coordonateur national du projet est responsable devant le DNP, MATEV, le PNUD et le CP pour la qualité, la rapidité et l'efficacité des activités menées, ainsi que pour l'utilisation des fonds. Le Coordonateur sera soutenu techniquement par des consultants nationaux et internationaux.
- Le recrutement des consultants et prestataires de services pour le projet sera effectué par le Coordonateur, en consultation avec le DNP, le PNUD et le MATEV.
- Le Coordonateur communiquera et travaillera en étroite collaboration avec toutes les institutions partenaires, y compris le personnel du Bureau pays du PNUD et le Conseiller Technique Régional du PNUD/FEM pour assurer des synergies avec les programmes nationaux connexes.

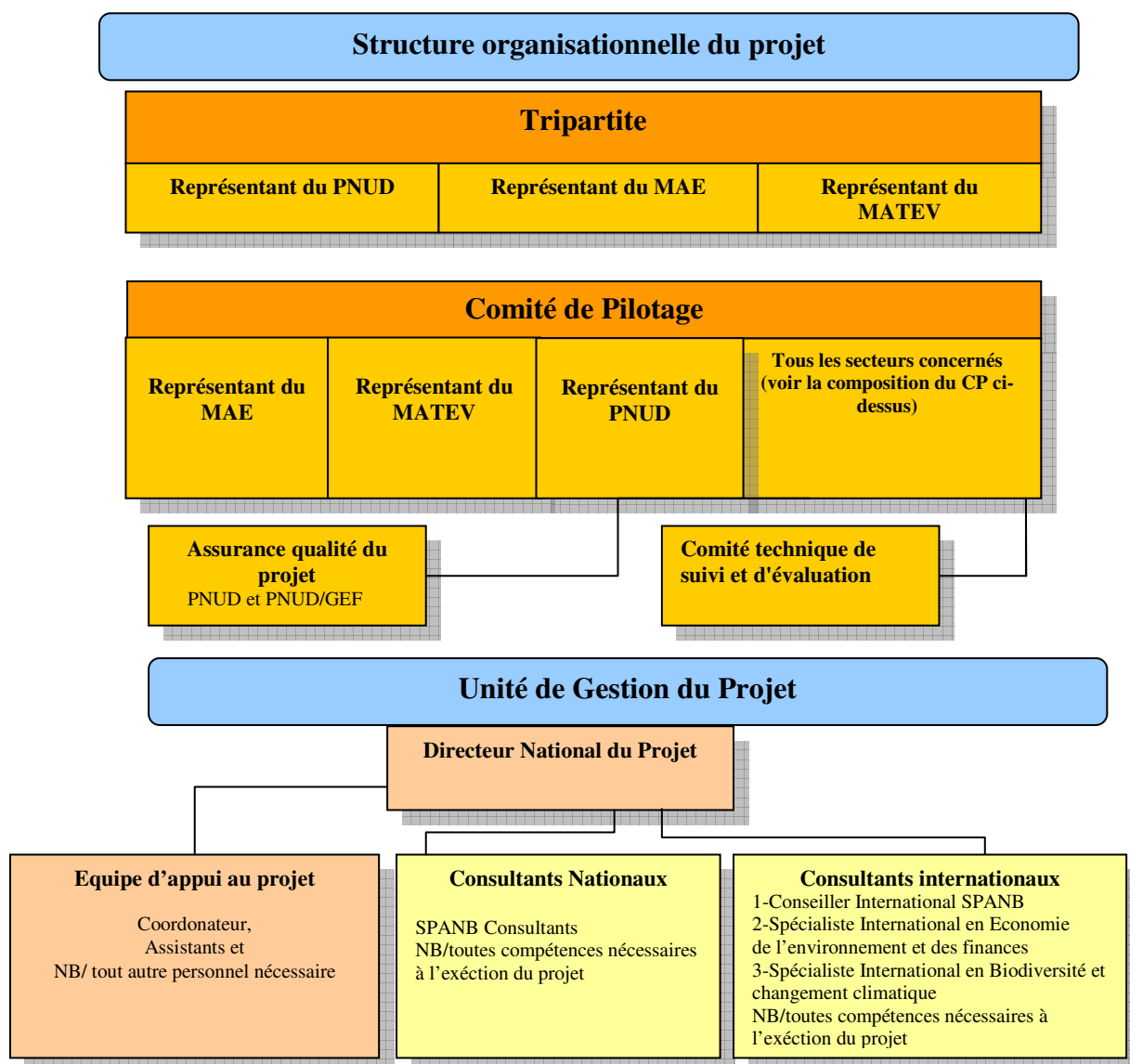
Assistant du projet :

Sous l'autorité du coordonateur du projet, l'assistant assure ce qui suit :

- la coordination du projet ;
- la comptabilité des transactions financières à soumettre au coordonateur;
- la contribution à l'élaboration de rapports sur l'avancement du projet ;
- le suivi de la mise en œuvre du projet
- la contribution à l'organisation des réunions du Comité de pilotage et des ateliers thématiques ;
- l'appui nécessaire pour l'approvisionnement, l'importation des équipements du projet etc;

L'assistant doit rendre compte au coordonateur de toutes les activités du projet

14. Outre les rôles et les responsabilités des différentes parties prenantes décrits dans le présent PRODOC et dans la proposition approuvée, le schéma présenté ci-dessous montre quelles devront être les principales interactions au sein du projet.



IVème PARTIE : Plan de suivi et d'évaluation du projet

SUIVI ET RAPPORTS

15. Le système de suivi et d'évaluation sera mis en place au démarrage du projet. A cet effet, les éléments, ci-après, doivent être élaborés :

- a) Plan de suivi, avec des points de référence, des indicateurs et des objectifs définis, sur la base d'un cadre de résultats et de ressources qui sera élaboré par le Coordonateur national de projet en consultation avec le personnel du PNUD chargé de ce projet ;
 - b) Journaux de risques, de contraintes et de contrôle de qualité seront élaborés par le Coordonateur et le personnel du PNUD chargé de ce projet.
 - c) Plan trimestriel du projet (activités et budget détaillés) et présentation de rapports élaborés par l'unité de gestion du projet;
 - d) Rapports de suivi trimestriels du projet élaborés par l'unité de gestion et le Comité de Pilotage du projet (incluant également le suivi des risques et des contraintes, ainsi que l'élaboration des rapports sur les enseignements tirés) ;
 - e) Plan annuel du projet (activités et budget) et présentation de rapports élaborés par l'unité de gestion du projet;
 - f) Examen annuel du projet/rapport de mise en œuvre (APR/PIR) simplifié sur les activités de base habilitantes pour la conservation de la diversité biologique;
 - g) Examen annuel du projet par le Comité de Pilotage sur la base des rapports de suivi et des produits préparés par l'unité de gestion (incluant également les éventuelles propositions de modification de la stratégie du projet ou même de révision du projet
 - h) Rapport final, décrivant les enseignements tirés.
16. Les principaux rapports seront élaborés par l'unité de gestion du projet et évalués par le Comité de Pilotage du Projet (CP). Des rapports financiers seront régulièrement envoyés au PNUD conformément aux règles et réglementations du PNUD. Le système de suivi et d'évaluation doit utiliser des formats standardisés (alignés sur les procédures et les formats du PNUD) en ce qui concerne les documents suivants:
- plan d'action trimestriel;
 - rapport sur l'état d'avancement, comprenant un rapport financier;
 - rapport de suivi trimestriel, comprenant un rapport de suivi des risques;
 - rapport trimestriel des leçons tirées;
 - plan d'action annuel;
 - rapport annuel, comprenant un rapport financier⁴
 - examen annuel du projet/rapport de mise en œuvre du projet (APR/PIR) simplifié sur les activités pour la conservation de la diversité biologique;
 - plans de travail et rapports sur l'état d'avancement mensuel;
 - rapports d'activité;
 - rapport final, décrivant les enseignements tirés;

EXIGENCES DE COMMUNICATIONS ET DE VISIBILITE

17. Les directives du PNUD en matière de communication et de visibilité, notamment, en ce qui concerne l'utilisation du logo doivent être appliquées (lire les directives sur les liens suivant : <http://intra.undp.org/coa/branding.shtml>, <http://intra.undp.org/branding/useOfLogo.html>). Ces directives expliquent quand et comment le logo du PNUD ainsi que les logos des bailleurs de fonds des projets du PNUD doivent être utilisés. Le logo du PNUD doit être placé à côté du logo du FEM.
18. Les logos du FEM et du PNUD peuvent être téléchargés respectivement sur les liens suivants : www.thegef.org/gef/GEF_logo <http://intra.undp.org/coa/branding.shtml>.

⁴ Biodiversity Enabling Activities use an abridged

19. Les directives du FEM en matière de communication et de visibilité “GEF Guidelines” doivent également être appliquées (lire les directives sur le lien suivant : www.thegef.org/gef/sites/thegef.org/files/documents/C.40.08_Branding_the_GEF%20final_0.pdf. Les directives du FEM expliquent quand et comment le logo du FEM doit être utilisé sur les publications des projets, les véhicules, les fournitures et les autres équipements des projets, etc. Lorsque d’autres entités et partenaires du projet apportent leur soutien grâce à un cofinancement, leurs règles et directives en matière de communication et de visibilité doivent également être appliquées.

Vème PARTIE: Contexte juridique

20. Ce document constitue le document de projet conformément à l’Accord de Base signé entre le PNUD et le Ministère des affaires étrangères le 20 juillet 1977
21. Conformément à l’article III de l’Accord type d’assistance de base, la sécurité et la protection du partenaire d’exécution, de son personnel et de ses biens, ainsi que des biens du PNUD placés sous la garde du partenaire d’exécution, relèvent de la responsabilité du partenaire d’exécution.
22. Le partenaire d’exécution devra :
 - a) mettre en place un plan de sécurité approprié et veiller à ce qu’il soit appliqué, en prenant en considération la situation sécuritaire du pays de mise en œuvre du projet ;
 - b) assumer tous les risques et responsabilités liés à sa sécurité, et la pleine exécution du plan de sécurité.
23. Le PNUD se réserve le droit de vérifier que ce plan est en place, et de proposer des modifications si nécessaire. L’incapacité à gérer et à mettre en œuvre un plan de sécurité approprié tel qu’il est requis ci-après sera considérée comme une violation de cet accord.

SECTION II : Cadre des Résultats Stratégiques (CRS) et Surcoûts du FEM

Ière PARTIE : Analyse du cadre des résultats stratégiques, CRS

CADRE D'INDICATEURS DANS LE CADRE DU CRS

| Objectif/Résultat | Indicateur | Situation de référence | Objectif en fin de projet | Source d'informations | Risques et hypothèses | | | | | | | | |
|---|---|------------------------------|---------------------------|--|-----------------------|--|-------------------------------------|---|---|---|--|--|--|
| Objectif – Intégrer les engagements de l'Algérie vis-à-vis de la Convention sur la diversité biologique (CDB) dans ses cadres nationaux de planification du développement multisectorielle, grâce à une « planification en matière de diversité biologique » et à un processus d'élaboration de stratégie renouvelés et participatifs, de manière à suivre les orientations générales du Plan stratégique de la CDB pour 2011-2020. | L'inclusion d'objectifs mesurables de préservation et d'utilisation durable de la diversité biologique dans les cadres de planification <u>sectorielle</u> liés aux domaines suivants : <table border="1"> <tr><td>Agricultureet pastoralisme</td></tr> <tr><td>Exploitation forestière</td></tr> <tr><td>Energie</td></tr> <tr><td>Pétrole et gaz</td></tr> <tr><td>Planification et gestion financière du développement</td></tr> <tr><td>Eau</td></tr> <tr><td>Chasse et pêche</td></tr> <tr><td>Mines</td></tr> </table> | Agricultureet pastoralisme | Exploitation forestière | Energie | Pétrole et gaz | Planification et gestion financière du développement | Eau | Chasse et pêche | Mines | Des objectifs mesurables de préservation et d'utilisation durable de la diversité biologique ne sont pas systématiquement inclus dans les cadres de planification du développement. | Des objectifs mesurables de préservation et d'utilisation durable de la diversité biologique sont établis dans les cadres de planification du développement. | Politiques et stratégies nationales pour les secteurs en question La nouvelle SPANB | Hypothèse : Certains aspects des politiques nationales concernent la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité, mais seulement de manière générale et sans objectifs mesurables. Risque : Faible maîtrise des outils pour l'intégration et l'ancrage de la mise en œuvre du Plan stratégique de la CBD dans les cadres nationaux de développement. |
| | Agricultureet pastoralisme | | | | | | | | | | | | |
| Exploitation forestière | | | | | | | | | | | | | |
| Energie | | | | | | | | | | | | | |
| Pétrole et gaz | | | | | | | | | | | | | |
| Planification et gestion financière du développement | | | | | | | | | | | | | |
| Eau | | | | | | | | | | | | | |
| Chasse et pêche | | | | | | | | | | | | | |
| Mines | | | | | | | | | | | | | |
| L'inclusion d'objectifs mesurables de préservation et d'utilisation durable de la diversité biologique dans les cadres de planification du <u>développement</u> suivants : <table border="1"> <tr><td>Gestion de l'utilisation de l'espace, y compris l'aménagement du territoire et la planification du développement des infrastructures</td></tr> <tr><td>Financement du développement</td></tr> <tr><td>Réduction de la pauvreté</td></tr> <tr><td>Développement rural et moyens de subsistance</td></tr> <tr><td>Genre</td></tr> <tr><td>Prise en compte des changements climatiques</td></tr> <tr><td>Population et planification urbaine</td></tr> </table> | Gestion de l'utilisation de l'espace, y compris l'aménagement du territoire et la planification du développement des infrastructures | Financement du développement | Réduction de la pauvreté | Développement rural et moyens de subsistance | Genre | Prise en compte des changements climatiques | Population et planification urbaine | Des objectifs mesurables de préservation et d'utilisation durable de la diversité biologique ne sont pas systématiquement inclus dans les cadres de planification pour les secteurs en question | Des objectifs mesurables de préservation et d'utilisation durable de la diversité biologique sont établis dans les cadres de planification pour les secteurs en question. | Politiques et stratégies nationales pour les secteurs en question La nouvelle SPANB | | | |
| Gestion de l'utilisation de l'espace, y compris l'aménagement du territoire et la planification du développement des infrastructures | | | | | | | | | | | | | |
| Financement du développement | | | | | | | | | | | | | |
| Réduction de la pauvreté | | | | | | | | | | | | | |
| Développement rural et moyens de subsistance | | | | | | | | | | | | | |
| Genre | | | | | | | | | | | | | |
| Prise en compte des changements climatiques | | | | | | | | | | | | | |
| Population et planification urbaine | | | | | | | | | | | | | |

| | | | | | |
|--|---|--|---|---|--|
| | | | | | |
| Résultat 1 – Un bilan participatif sur la planification en matière de diversité biologique est établi et des objectifs nationaux sur la diversité biologique sont définis en réponse aux Objectifs mondiaux d’Aichi | Produit 1.1 L’examen et le bilan des produits et résultats des processus précédents de planification de la diversité biologique au niveau national sont effectués de manière participative. | | | | |
| | Produit 1.2 En réponse aux Objectifs mondiaux d’Aichi, des objectifs nationaux de diversité biologique sont définis en tenant compte du contexte de l’Algérie. | | | | |
| | Produit 1.3 La réalisation des objectifs nationaux, définis conformément aux Objectifs mondiaux d’Aichi, fait l’objet d’un suivi régulier pendant la durée du projet et au-delà, ce qui est communiqué à la CDB sous la forme de rapports nationaux et d’autres moyens. | | | | |
| | Produit 1.4 L’Algérie exploite régulièrement des informations nécessaires et participe dans des réseaux et initiatives globales sur les données et les indicateurs relatifs à la biodiversité (tels que le Partenariat sur les indicateurs de biodiversité, le Système mondial d’informations sur la biodiversité, le Centre mondial de surveillance pour la conservation, et le portail de données GEO, entre autres). | | | | |
| | Mise en place effective d’un groupe de travail multisectoriel/multi-parties prenantes. | Pas de groupe de travail ou comité spécifique créé | D’ici la fin 2014, un groupe de travail ou Comité multisectoriel/multi-parties prenantes est créé et fait le bilan. | Rapports du projet Rapports nationaux sur l’application de la CDB | <u>Hypothèse :</u> L’implication de parties prenantes et la circulation des informations et des données pertinentes seront assurées à travers les groupes de travail. |
| | Définition des objectifs nationaux en réponse aux Objectifs mondiaux d’Aichi | Des objectifs nationaux partiellement définis | D’ici la fin 2014, des objectifs nationaux en réponse aux Objectifs mondiaux d’Aichi sont définis | Rapports du projet Rapports nationaux sur l’application de la CDB Publication officielles | <u>Risque :</u> Manque de données clés pour la définition des objectifs nationaux de diversité biologique en réponse aux Objectifs mondiaux |
| Résultat 2 – La SPANB est révisée et actualisée et prend entièrement en compte les nouveaux aspects du plan stratégique de mise en œuvre | Produit 2.1 Des études sommaires et base de données sur la biodiversité en Algérie, y compris des revues taxonomiques, ainsi que des analyses de statut et d’état de conservation d’espèces floristiques et faunistiques, des écosystèmes, des habitats remarquables et des aires protégées; en relation avec les menaces et les pression anthropiques ainsi que les impacts des changements globaux, sont réalisées et des projets de conservation prioritaires sont identifiés . | | | | |

| | | | | |
|-----------|---|---|---|--|
| de la CDB | <p>Produit 2.2 La Stratégie et le plan d'action nationaux pour la biodiversité (SPANB) révisés sont préparés de manière participative et largement diffusés. La SPANB actualisée et pleinement évaluée est ancrée dans les cadres de développement nationaux et intègre les nouveaux aspects du plan stratégique de la CDB, contenant notamment des sections qui :</p> <ul style="list-style-type: none"> • fournissent des informations essentielles sur les valeurs et l'utilisation des biens et services écosystémiques, y compris par le biais de l'adoption éventuelle d'une étude nationale TEEB. • fournissent des moyens pour une meilleure intégration de la biodiversité, notamment au travers d'une analyse sectorielle de l'impact sur le développement: l'évaluation des enjeux de la biodiversité dans le développement économique sectoriel et les opportunités pour sa conservation et son utilisation durable; • explorent les défis et les opportunités liées à des approches écosystémiques, au changement climatique, à la résilience des écosystèmes et fournissent des options de calcul des coûts; • intègrent les défis du 21^{ème} siècle relatifs aux aires protégées dans la SPANB et la mise en œuvre nationale du Programme de la CDB concernant les aires protégées (PTAP), dans le but de renforcer les réseaux d'aires protégées et leur intégration dans les paysages terrestres et marins, compte tenu du modèle algérien de développement du réseau écologique; • définissent les financements appropriés et durables pour la conservation de la biodiversité <p>Produit 2.3 La Stratégie et le Plan d'action nationaux pour la Biodiversité algérienne (SPANB) actualisés et évalués, sont envoyés à la CDB dans les délais définis par la CdP.</p> | | | |
| | Disponibilité pour le public et qualité des informations sur la biodiversité en Algérie. | Les connaissances sur la biodiversité en Algérie sont dispersées et peu disponibles pour le public et les experts | En 2014, la connaissance sur l'état de la biodiversité en Algérie est significativement actualisée et sa disponibilité pour le public améliorée | Site web du CHM algérien et les sites web des différents secteurs concernés Rapports nationaux sur l'application de la CDB Publication officielles |

| | | | | | |
|---|--|---|--|---|--|
| | Situation de la SPANB par rapport aux directives du Plan stratégique de la CDB (2011-2020) | La SPANB ne prend pas en compte les directives les plus récentes | D'ici 2015, la SPANB de l'Algérie est actualisée, elle applique les directives du Plan stratégique de la CDB (2011-2020). | Site Web de la CDB. Rapports nationaux sur l'application de la CDB Publications officielles | |
| Résultat 3 – Les cadres nationaux pour la mise en œuvre de la SPANB ainsi que pour le reporting et les mécanismes d'échange dans le cadre de la CDB sont mis en place et renforcés | Produit 3.1 Le cadre national de mise en œuvre de la SPANB est mis en place et prévoit : (i) un leadership institutionnel pour la mise en œuvre et la définition de partenariats stratégiques (nationaux et internationaux) ; (ii) un Plan d'action chiffré et établissant les priorités, intégré à la SPANB ; (iii) des évaluations des besoins en termes de capacités et de financement ; et (iv) une stratégie de mobilisation de ressources pour la mise en œuvre de la SPANB, incluant une évaluation de référence des financements existants pour la biodiversité. | | | | |
| | Produit 3.2 Le CHM (Clearing House Information : site web pour l'échange et le partage de l'information entre les parties à la convention sur la diversité biologique mis en place par le secrétariat de la convention) national existant est mis à jour et amélioré pour devenir un site web efficace facile d'accès et facile à mettre à jour par les acteurs nationaux ; il est lié aux réseaux mondiaux CHM de la CDB et à d'autres réseaux d'informations et d'échange de connaissances sur la biodiversité. | | | | |
| | Produit 3.3. Les obligations immédiates de présentation de rapports fixées par la CDB sont satisfaites par l'Algérie dans les délais prescrits : (1) en début de 2013, l'Algérie a développé des objectifs nationaux pour atteindre le Plan Stratégique pour la Biodiversité de la CDB ; et (2) le Cinquième rapport national d'application de la CDB d'ici la fin 2014. | | | | |
| | Produit 3.4 Un cadre permanent de présentation des rapports d'application de la CDB est créé et bénéficie de fonds récurrents émanant de l'administration publique et d'autres sources en fonction des besoins et dans le respect des échéances ; ce cadre peut notamment viser: un ancrage institutionnel ainsi que la création officielle de comités techniques, des dispositifs et des mécanismes pour la collecte et le suivi des données, etc. | | | | |
| | Planification de la mise en oeuvre de la nouvelle SPANB et situation des cadres existants en matière de capacités, de technologie et de financement | La planification n'existe pas encore, les cadres existants sont faibles et incomplets | D'ici 2015, le plan pour la mise en oeuvre de la SPANB est finalisé et contient des évaluations des besoins en termes de capacités, de technologie et de financement | APR-PIR du projet Site CHM national | <u>Hypothèse :</u> Le projet aidera l'Algérie à renforcer la capacité nationale pour la planification en matière de diversité biologique. |

| | | | | | |
|--|--|--|--|---|--|
| | Situation des mécanismes nationaux d'échange de données (CHM) | Le CHM n'est pas mis à jour et n'est pas relié aux réseaux mondiaux de la CDB, ni aux autres réseaux d'échange d'informations et de connaissances. | D'ici 2015, le CHM national est actualisé, amélioré et relié aux réseaux mondiaux de la CDB | Site Web de la CDB Site CHM national | |
| | Situation des cadres de travail existants en matière de préparation des rapports pour la CDB | Les cadres actuels sont insuffisamment structurés (manque de moyens et de synergie) | D'ici 2014, les cadres pour la préparation des rapports pour la CDB sont significativement renforcés et le 5 ^{ème} Rapport National est préparé et soumis | Site Web de la CDB | |

N/B : Une liste détaillée des activités et un chronogramme des activités par produit seront finalisés au démarrage du projet.

SECTION III : Budget total et plan de travail

| | |
|-----------------------------------|--|
| ID d'attribution : (Award) | 00067514 |
| ID du Projet: | GEF 4987 UNDP 5027 00083239 |
| Award Title : | Diversité biologique 2011-2020 et objectifs d'Aichi |
| Unité Fonctionnelle: | ENVIRONNEMENT |

| | |
|--------------------------------|---|
| Project Title: | Planification nationale sur la diversité biologique et mise en œuvre en Algérie du Plan Stratégique de la Convention sur la Diversité Biologique 2011-2020 et des Objectifs d'Aichi |
| Partenaire d'exécution: | <i>Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de la Ville</i> |

| GEF | Resp. | | | ERP / ATLAS Budget Code | | TOTAL Amount (USD) | Amount Year 1 (USD) | Amount Year 2 (USD) | Amount Year 3 (USD) | Budget Notes |
|---|---|---------|------------|-------------------------|----------------------------------|--------------------|---------------------|---------------------|---------------------|--------------|
| Component (Outcome) | Party | Fund ID | Donor Name | | Atlas Budget Description | | | | | |
| Comp 1. Stocktaking and national target setting | NEX | 62000 | GEF-10003 | 71200 | International Consultants | 3,000 | 3,000 | | | a |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 71600 | Travel | 4,000 | 4,000 | | | h |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 71600 | Travel | 4,000 | 4,000 | | | d |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 72100 | Contractual Services-Companies | 4,000 | 4,000 | | | e |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 72100 | Contractual Services-Companies | 3,000 | 3,000 | | | f |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 75700 | Training, Workshop & Conferences | 5,000 | 5,000 | | | q |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 74100 | Professional Services | 4,500 | 4,500 | | | i |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 72800 | Information Technology Equipmt | 5,000 | 5,000 | | | g |
| | GEF Subtotal Atlas Activity 1 (Comp 1) | | | | | | 32,500 | 32,500 | 0 | 0 |
| TOTAL ACTIVITY 1 (Comp 1) | | | | | | 32,500 | 32,500 | 0 | 0 | |

| | | | | | | | | | | |
|----------------------|-----|-------|-----------|-------|---------------------------|--------|--|--------|-------|---|
| Comp 2. SPANB update | NEX | 62000 | GEF-10003 | 71200 | International Consultants | 6,000 | | 3,000 | 3,000 | a |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 71200 | International Consultants | 6,000 | | 6,000 | | j |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 71300 | Local Consultants | 8,000 | | 8,000 | | r |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 71200 | International Consultants | 12,000 | | 12,000 | | k |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 71300 | Local Consultants | 6,000 | | 6,000 | | s |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 71300 | Local Consultants | 7,500 | | 2,500 | 5,000 | b |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 71300 | Local Consultants | 8,000 | | 4,000 | 4,000 | c |

| | | | | | | | | | | | |
|--|--|-------|-------------------|-------|--------------------------------|--------|----------------|----------|---------------|---------------|--|
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 71600 | Travel | 14,000 | | 9,000 | 5,000 | h | |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 71600 | Travel | 6,000 | | 2,000 | 4,000 | d | |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 72100 | Contractual Services-Companies | 6,000 | | 2,000 | 4,000 | e | |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 72100 | Contractual Services-Companies | 5,000 | | 2,500 | 2,500 | f | |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 74100 | Professional Services | 5,000 | | 2,500 | 2,500 | i | |
| | GEF Subtotal Atlas Activity 2 (Comp 2) | | | | | | 89,500 | 0 | 59,500 | 30,000 | |
| | NEX | 4000 | UNDP TRAC - 00012 | 71300 | Local Consultants | 12,000 | | 4,000 | 8,000 | b | |
| | TRAC Subtotal Atlas Activity 2 (Comp 2) | | | | | | 12,000 | 0 | 4,000 | 8,000 | |
| | TOTAL ACTIVITY 2 (Comp 2) | | | | | | 101,500 | 0 | 63,500 | 38,000 | |
| Comp 3. National frameworks for NBSAP implementation, CDB reporting and exchange mechanisms | NEX | 62000 | GEF-10003 | 71200 | International Consultants | 6,000 | | 3,000 | 3,000 | a | |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 71300 | Local Consultants | 10,000 | | 3,333 | 6,667 | l | |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 71300 | Local Consultants | 7,500 | | 2,500 | 5,000 | b | |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 71200 | International Consultants | 6,000 | | 3,000 | 3,000 | j | |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 71300 | Local Consultants | 8,000 | | 4,000 | 4,000 | r | |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 71300 | Local Consultants | 8,000 | | 4,000 | 4,000 | c | |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 71600 | Travel | 10,000 | | 5,000 | 5,000 | h | |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 71600 | Travel | 6,000 | | 2,000 | 4,000 | d | |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 72100 | Contractual Services-Companies | 6,000 | | 2,000 | 4,000 | e | |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 72100 | Contractual Services-Companies | 6,000 | | 3,000 | 3,000 | f | |
| | NEX | 62000 | GEF- | 74100 | Professional Services | 5,000 | | 2,500 | 2,500 | i | |

| | | | | | | | | | | |
|--|------|-------------------|-------|-------------------|--------|---------------|----------|---------------|---------------|--|
| | | | 10003 | | | | | | | |
| GEF Subtotal Atlas Activity 3 (Comp 3) | | | | | | 78,500 | 0 | 34,333 | 44,167 | |
| NEX | 4000 | UNDP TRAC - 00012 | 71300 | Local Consultants | 12,000 | | 4,000 | 8,000 | b | |
| TRAC Subtotal Atlas Activity 3 (Comp 3) | | | | | | 12,000 | 0 | 4,000 | 8,000 | |
| TOTAL ACTIVITY 3 (Comp 3) | | | | | | 90,500 | 0 | 38,333 | 52,167 | |

| | | | | | | | | | | |
|---|--|-------|-------------------|-------|-------------------------------|----------------|---------------|----------------|----------------|---|
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 71300 | Local Consultants | 15,000 | 0 | 5,000 | 10,000 | b |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 72400 | Communic & Audio Visual Equip | 3,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | m |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 74500 | Miscellaneous Expenses | 1,500 | 500 | 500 | 500 | n |
| GEF Subtotal Atlas Activity 4 (Proj Mgt) | | | | | | 19,500 | 1,500 | 6,500 | 11,500 | |
| | NEX | 4000 | UNDP TRAC - 00012 | 71300 | Local Consultants | 24,000 | 0 | 8,000 | 16,000 | b |
| | NEX | 4000 | UNDP TRAC - 00012 | 74100 | Professional Services | 2,000 | 600 | 600 | 800 | p |
| Project Mgt | TRAC Subtotal Atlas Activity 4 (Proj Mgt) | | | | | 26,000 | 600 | 8,600 | 16,800 | |
| TOTAL ACTIVITY 4 (Project Management) | | | | | | 45,500 | 2,100 | 15,100 | 28,300 | |
| SUB-TOTAL GEF | | | | | | 220,000 | 34,000 | 100,333 | 85,667 | |
| SUB-TOTAL UNDP TRAC | | | | | | 50,000 | 600 | 16,600 | 32,800 | |
| GRAND TOTAL (in cash) | | | | | | 270,000 | 34,600 | 116,933 | 118,467 | |

| Budget Notes | |
|---------------------|---|
| a | Int. Cons. (short-term): SPANB International Advisor |
| b | Nat. Cons. (long-term): National Project Manager |
| c | Nat. Cons. (long-term): Senior National Expert - Biodiversity Planning and Consultation |
| d | Domestic travel by stakeholders in connection with national consultations |
| e | National consultations in connection with target setting, SPANB update and 5NR |
| f | Functioning of national and thematic working groups in connection with target setting, NBSAP update and 5NR |
| g | Acquisition of IT equipment |
| h | International travel costs to bring international consultants to country. |
| i | Translation of key documents and webdesign services |
| j | Int. Cons. (short-term): International Specialist - Environmental Economics & Finance |
| r | Nat. Cons. (short-term): National Expert - Environmental Economics & Finance |
| s | Int. Cons. (short-term): International Specialist - Biodiversity & Climate Change |
| k | Nat. Cons. (short-term): National Expert - Biodiversity and Climate Change |
| l | Nat. Cons. (short-term): National Expert - Capacity Development |
| m | Communication costs of the project unit |
| n | Bank charges, insurance, exchange rate fluctuations and miscellaneous expenses. |
| p | Project audit |
| q | Inception workshop |

Répartition générale du budget de la contribution algérienne

| Consultations et expertises | Nombre de consultants | Budget temps/ semaines | Evaluation financière DZD | USD 1USD/79,61DZD au 27/7/2013 |
|---|-----------------------|------------------------|---------------------------|--------------------------------------|
| 1. Etat de la diversité biologique dans les écosystèmes, habitats remarquables et aires protégées menaces et impact des changements globaux | 11 | 88 | 3 080 000 | 38688 |
| 2. Bilan taxonomique des groupes systématiques de la faune et de la Flore, menaces et impact des changements globaux | 17 | 136 | 4 760 000 | 59791,5 |
| 3. Identification de projets pilotes pour la conservation de la biodiversité | 1 | 8 | 280 000 | 3517 |
| 4. Réalisation d'une banque de données dynamique sur les taxons à partir des rapports de consultation de 1ère phase | 1 | 8 | 280 000 | 3517 |
| 5. Coordination générale, préparation, synthèse des travaux par le Consultant principal | 01 | 40 | 1 800 000 | 22610 |
| 6. Préparation de l'édition des rapports sous forme d'ouvrages thématiques | 4 | 32 | 1 120 000 | 14068,5 |
| Total | 28 | 264 | 11 320 000 | 142193 |
| Impôt sur le revenu global (15%) | | | 1 698 000 | 21331 |
| Sous total 1 | | | 13 080 000 | 164300 |

Ateliers et édition des documents

| Actions des Ateliers et logistiques | Activités | Budget estimé | USD 1USD/79,61DZD au 27/7/2013 |
|--|---|-------------------|--------------------------------------|
| 1. Atelier (1) Réunions des consultants avec le coordinateur de NBSAP, DNP et CP (2012- 2013) | <ul style="list-style-type: none"> • Coordination, restitution préliminaire des rapports • Présentation du bilan de la 1^{ère} phase • Validation du rapport de 1ère phase | 1 500 000 | 18842 |
| 2. Ateliers régionaux Novembre 2013 | <ul style="list-style-type: none"> • Compléments d'informations scientifiques et information de la communauté • Traitement des aspects spécifiques par écosystèmes et par étages climatiques | 1 420 000 | 17837 |
| 3. Atelier de synthèse | <ul style="list-style-type: none"> • Evaluation, conservation et valorisation de la Biodiversité : diagnostic et lacunes • Synthèse des pressions sur la biodiversité • Identification des objectifs globaux de la stratégie sur les écosystèmes | 500 000 | 6280 |
| 4. Impression des rapports par thématique, Décembre 2013 | <ul style="list-style-type: none"> • sous forme d'ouvrage utilisable par la communauté scientifique et les gestionnaires de la biodiversité | 1 500 000 | 18842 |
| 5. Frais de fonctionnement | | 2 000 000 | 25122 |
| Sous total 2 | | 6 920 000 | 86924 |
| Total général | | 20 000 000 | 251224 |

SECTION IV : INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Ière PARTIE : Autres accords

LETRE D'ENDOSSEMENT

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE



MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
ET DE L'ENVIRONNEMENT

وزارة التهيئة العمرانية و البيئة

Mardi 27 Mars 2012

Monsieur Yannick Glemarec
Coordinateur exécutif
Unité pour le Fonds pour l'environnement mondial auprès du
Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD-FEM)
yannick.glemarec@undp.org

Madame Monique Barbut
Directrice générale
Fonds pour l'environnement mondial (FME)
gcoordination@thefef.org

Objet: Appui au projet visant les activités habilitantes en matière de biodiversité "Planification nationale de la biodiversité et mise en œuvre en Algérie du Plan stratégique de la Convention sur la diversité biologique 2011-2020 et des Objectifs d'Aichi"

En ma qualité de Point focal FEM de l'Algérie, je confirme par la présente que le projet cité en objet (a) est conforme aux priorités nationales définies par le gouvernement telles que la mise en œuvre de la Stratégie nationale pour la biodiversité et l'engagement de l'Algérie dans les conventions internationales sur l'environnement, et visant spécialement la Convention sur la diversité biologique et son Plan stratégique 2011-2020 ; et (b) a été discuté avec les parties prenantes concernées y compris les points focaux des différentes conventions internationales sur l'environnement.

Aussi, j'ai le plaisir de confirmer notre appui à la préparation de la proposition pour ce projet avec le support du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en tant qu'agence du FEM. En cas d'approbation, la mise en œuvre sera assurée par le Ministère, en partenariat avec les ministères, institutions et organisations partenaires nationales pertinentes.

Par ailleurs, je serais gré au PNUD de me faire parvenir un exemplaire de la proposition de projet avant qu'elle ne soit envoyée aux Secrétariat du FEM pour approbation par la Directrice générale, ainsi qu'un exemplaire du Document de Projet (PRODOC) avant sa signature.

Le montant total requis pour ce projet du Fonds fiduciaire du FEM est de 242 000US\$, montant qui inclut les frais du PNUD pour les services de gestion associés avec la mise en œuvre du projet et de l'exécution de la totalité des fonds FEM correspondants. Le financement FEM demandé par l'Algérie est détaillé dans le tableau ci-dessous :

| Source de fonds | Agence FEM | Domaine (<i>Focal Area</i>) | Montant (en US\$) | | |
|--------------------------------------|------------|--|-------------------|--------|----------------|
| | | | Projet | Frais | Total |
| Fond fiduciaire FEM (GEF Trust Fund) | PNUD | Fonds réservés pour les activités habilitantes pour la biodiversité (<i>Biodiversity Enabling Activities Focal Area Set-Aside</i>) | 220 000 | 22 000 | 242 000 |
| Totalité des Fonds FEM | | | | | 242 000 |

Pour ce faire, j'autorise l'utilisation de l'allocation de l'Algérie définie à travers le Système Transparent d'Allocation des Ressources (STAR) du FEM-5 et les Fonds réservés pour les activités habilitantes.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Coordinateur exécutif, Madame la Directrice générale, l'expression de ma haute considération.


 Madame Oudina Amel

[Sous directrice de la planification Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement
Point Focal Opérationnel du FEM

- Ampliation:
- Point focal désigné de la Convention sur la Diversité Biologique
 - Point focal désigné de la Convention sur la Désertification
 - Point focal désigné de la Convention sur les Changements Climatiques
 - Représentant Résident du PNUD, Bureau Pays
 - M Yves de Soye, Conseiller technique régional PNUD/GEF
 - Mme Fabiana Issler, Conseillère technique régionale PNUD/GEF(chargée des Activités habilitantes pour la biodiversité)

IIème PARTIE : Termes de référence pour le personnel clé du projet

Contexte des TdR (standard pour tous les postes de travail)

L'Algérie s'apprête à mettre en œuvre un projet de partenariat entre le Gouvernement algérien, le FEM et le PNUD pour la conservation de la biodiversité, dont l'objectif est d'intégrer les engagements du pays aux termes de la Convention sur la diversité biologique (CDB) dans ses programmes nationaux de planification du développement multisectoriels, par le biais d'un processus renouvelé et participatif de « planification en matière de diversité biologique » et d'élaboration de stratégies, d'une manière conforme aux orientations globales du Plan stratégique de la CDB pour 2011-2020.

Les résultats attendus du projet sont les suivants :

- 1) Un bilan participatif sur la planification en matière de diversité biologique est établi et des objectifs nationaux sur la diversité biologique sont définis en réponse aux Objectifs mondiaux d'Aichi.
- 2) – La SPANB est révisée et actualisée et prend entièrement en compte les nouveaux aspects du plan stratégique de mise en œuvre de la CDB.
- 3) Les cadres nationaux pour la mise en œuvre de la SPANB ainsi que pour le reporting et les mécanismes d'échange dans le cadre de la CDB sont mis en place et renforcés. Le but ultime du projet est de renforcer les capacités nationales en matière de planification de la conservation de la biodiversité. Cet objectif implique la fourniture de services de renforcement des connaissances et des capacités.

Pour les besoins de ce projet, le PNUD et le Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de la Ville procéderont au recrutement de personnel qualifié pour réaliser les résultats ci-dessus.

COORDONATEUR NATIONAL DU PROJET

| | |
|--|--|
| Lieu d'affectation : | Algérie – Alger |
| Date limite de dépôt des candidatures : | 30 jours après la publication |
| Catégorie | Environnement |
| Type de contrat : | Contrat individuel et / ou convention |
| Langues exigées : | Français |
| Date de début (date à laquelle le candidat sélectionné prendra ses fonctions) : | Sera définie à la signature du contrat |
| Durée du contrat initial : | Un an renouvelable, 2 ans maximum. |

Tâches et responsabilités

Le coordonateur devra

- Assurer l'administration du projet, y compris les obligations liées à la gestion et au financement du projet.
- Superviser le processus global d'élaboration du bilan et de la SPANB, de consultation des parties prenantes ainsi que de définition des objectifs nationaux.
- Etre responsable de l'élaboration et de la finalisation dans les délais de la SPANB, de la gestion du mécanisme CHM.
- il assurera des tâches managériales et des tâches techniques
 - (1) Principales tâches managériales :
 - S'assurer que l'objectif, les résultats, les produits et les activités du projet sont réalisés dans les délais et de

manière appropriée.

- Élaborer les TdR pour les consultants pour les services techniques, les consultants, les experts et les spécifications des supports dont le projet aura besoin, en consultation avec le directeur national du projet et le PNUD.
 - Faciliter, orienter et suivre le travail des consultants, et approuver les produits livrables en liaison avec le directeur national du projet et les autres instances concernées.
 - Organiser et aider à la réalisation des activités liées au projet, le cas échéant. Il pourra s'agir de la planification des réunions, des ateliers locaux et nationaux, des consultations, des visites sur le terrain et d'autres activités liées au projet.
 - Etablir et entretenir des liens avec les organisations nationales et internationales, ainsi que les personnes qui peuvent aider à la réalisation des objectifs du projet.
 - Coordonner avec les autres initiatives et programmes dont les résultats et les produits concernent les objectifs de ce projet. Le suivi et respect des procédures financières du NIM (NEX).
 - La facilitation des procédures d'audit en apportant également sa coopération chaque fois que de besoin.
 - La gestion des ressources du projet, ex. : le matériel, le mobilier et les fournitures de bureau acquis dans le cadre du projet. L'élaboration des rapports requis, comme prévu, et la collaboration avec le personnel du PNUD en vue de l'évaluation annuelle, des missions d'évaluation et des visites du projet.
 - Emettre des avis et assurer l'implication des parties prenantes sur les questions liées à l'intégration sectorielle et le développement de la biodiversité.
 - Élaborer des plans de travail et des budgets détaillés (y compris les descriptions des activités et un chronogramme), et les soumettre au CPP et au bureau pays du PNUD pour approbation.
- (2) Principales tâches *techniques* :
- Diriger l'équipe de consultants impliqués dans le SPANB et assumer la responsabilité globale de l'élaboration dans les délais du document à soumettre au PNUD, au FEM et au Secrétariat de la CDB, en respectant strictement les délais convenus et en effectuant le contrôle qualité.
 - S'assurer que la réunion de lancement aboutit à une feuille de route claire sur la portée des services et les tâches du projet à accomplir - sous la supervision du Conseiller SPANB international, des principaux partenaires d'exécution et du personnel technique du PNUD
 - Soumettre des versions préliminaires et révisées de toutes les études et rapports des activités de la SPANB au Conseiller international SPANB aux principaux partenaires d'exécution et consultants nationaux et au personnel technique du PNUD pour examen et appui à la finalisation.
 - Jouer un rôle central dans l'élaboration de la partie technique du plan de travail du projet et la coordination des contributions et des produits de tous les consultants, ainsi que le contrôle de la qualité technique des produits livrables.
 - S'assurer que la mise en œuvre est conforme aux plans de travail approuvés et atteint les résultats désirés.
 - Identifier les partenaires de mise en œuvre pour la réalisation des diverses activités et élaborer un plan de mise en œuvre global.
 - Jouer un rôle moteur dans l'actualisation régulière du CHM.
 - Préparer les rapports de suivi du projet, et plus précisément le PIR abrégé, le journal des risques, le rapport final et les rapports sur les leçons tirées.
 - Encadrer les évaluations du projet, le cas échéant
 - Proposer l'adhésion d'autres comités et groupes de travail qui pourraient contribuer à la mise en œuvre des activités du projet et à l'obtention des résultats.
 - Rendre compte au Directeur national du Projet et travailler en étroite collaboration avec le personnel du PNUD.

Compétences et expérience requises

- Aptitude avérée à recueillir, vérifier et analyser des informations, ainsi qu'à finaliser et présenter des travaux avec une bonne qualité technique.
- Aptitude à coordonner efficacement une grande équipe pluridisciplinaire d'experts et de consultants ;
- Aptitude à communiquer efficacement à l'oral et à l'écrit, afin de transmettre des informations techniques complexes à des techniciens ou au grand public
- Aptitude à négocier efficacement dans les situations délicates
- Aptitude à atteindre les résultats en convainquant et en influençant les autres, et en travaillant avec eux
- Aptitude à animer les réunions avec efficacité, et à résoudre les conflits lorsqu'ils surgissent

Expérience requise :

- Diplôme universitaire, avec une spécialisation dans les sciences de l'environnement, la planification environnementale, l'économie, les sciences sociales, la gestion, l'administration ou un domaine connexe, si possible avec une expérience professionnelle relative aux questions de la conservation de la biodiversité en Algérie.
- Un minimum de 5 ans d'expérience en gestion au niveau senior. avec expérience en gestion de 3 ans dans la coordination des programmes financés par des donateurs.
- Des connaissances et une bonne compréhension générale des questions environnementales en Algérie. De bonnes compétences en encadrement, en coordination, en communication et en facilitation sont essentielles.
- Expérience avérée dans l'élaboration de supports pertinents sur le thème de la biodiversité ou de la gestion des écosystèmes (publications, rapports et documents connexes).
- Solides compétences en suivi et évaluation, et une expérience dans la mise en œuvre de projets environnementaux ;
- Une expérience préalable avec les projets du FEM sera un plus ;
- Excellentes aptitudes rédactionnelles en français ;
- Une bonne connaissance pratique de l'anglais sera un plus.

CONSEILLER INTERNATIONAL - SPANB

| | |
|--|---|
| Lieu d'affectation : | Algérie, Alger |
| Date limite de dépôt des candidatures : | 30 jours après la publication |
| Catégorie | Environnement et énergie |
| Type de contrat : | suggestion : Contrat individuel - international |
| Langues exigées : | Français, anglais |
| Date de début (date à laquelle le candidat sélectionné prendra ses fonctions) : | Date **** |
| Durée du contrat initial : | 5 semaines |

Tâches et responsabilités*Objectifs :*

Fournir un appui technique en services de conseil et en renforcement des capacités au processus global du projet.

Le Conseiller SPANB international sera de niveau international, francophone, jouissant d'une grande expérience dans la gestion et la conservation en biodiversité et connaissant les spécificités de l'Algérie. Il fournira ses services au Directeur National du Projet au Coordinateur technique du projet qui seront ses principaux vis à vis.

Principales tâches:

- Fournir un appui technique et des conseils de qualité aux autres consultants participant à l'élaboration de la SPANB.
- Aider le DNP et l'Unité de gestion du projet à trouver le bon équilibre en ce qui concerne la portée du projet, sa durée et son budget, ainsi que les tâches que les différents consultants et fournisseurs de services devront effectuer en contribuant, respectivement, à leur recrutement et à leur sélection en fonction de la demande.
- Aider les consultants et les groupes de travail à préparer et soumettre toutes les études et les rapports sur les activités de la SPANB au coordonateur, aux principaux partenaires d'exécution nationaux et au personnel technique du PNUD, en respectant les échéances fixées lors de la réunion de démarrage du projet .
- S'assurer que toutes les leçons tirées lors de la prise en compte de la biodiversité dans les secteurs de la production sont bien intégrées dans la SPANB.

Contribution aux produits livrables suivants :

- Examen du processus de planification en matière de diversité biologique en Algérie.
- Objectifs de conservation de la biodiversité en Algérie dans le cadre des efforts nationaux de mise en œuvre du Plan stratégique de la CDB pour 2011-2020.
- Série de plans de mise en œuvre de la SPANB « simples » et réalisables, assurant la mise en œuvre effective du plan d'action contenu dans la SPANB.

➤ CHM opérationnel pour l'Algérie, s'inspirant des meilleures pratiques internationales en la matière.

Aptitudes

- Forte capacité d'analyse des contextes.
- Aptitude avérée à recueillir, vérifier et analyser des informations ainsi qu'à finaliser et présenter des travaux avec une bonne qualité technique.
- Aptitudes à enseigner et à renforcer la capacité des autres au travers de la formation, du coaching et d'autres méthodes de transmission des connaissances.
- Aptitude à négocier efficacement dans des situations sensibles.
- Aptitude à atteindre des résultats par persuasion, influence et travail avec les autres
- Aptitude à animer les réunions avec sérieux et efficacité et à résoudre les conflits lorsqu'ils surgissent

Compétences et expérience requises

Compétences principales :

- Leadership technique.
- Croyance aux buts et aux principes des Nations Unies, valeurs éthiques et humanitaires.
- Capacité à faciliter efficacement des réunions entre divers acteurs.
- Aptitude à coordonner efficacement une grande équipe pluridisciplinaire d'experts et de consultants.
- Capacité à communiquer efficacement à l'oral et à l'écrit, afin de transmettre des informations techniques complexes à des techniciens ou au grand public.

Expérience requise :

- Diplôme universitaire (Doctorat, Ph.D.), avec une spécialisation dans les sciences de l'environnement, la planification environnementale, l'économie, les sciences sociales, la gestion, l'administration ou un domaine connexe. Une expérience professionnelle relative aux questions de la conservation de la biodiversité en Algérie est un plus.
- Un minimum de 5 ans d'expérience en gestion au niveau senior avec expérience en gestion de 3 ans dans la coordination des programmes financés par des donateurs.
- Des connaissances et une bonne compréhension générale des questions environnementales en Algérie est un plus
- De bonnes compétences en encadrement, en coordination, en communication et en facilitation sont essentielles.
- Expérience avérée dans l'élaboration de supports pertinents sur le thème de la biodiversité ou de la gestion des écosystèmes (publications, rapports et documents connexes).
- Solides compétences en suivi et évaluation, et une expérience dans la mise en œuvre de projets environnementaux ;
- Connaissance et bonne compréhension de la CDB. Une expérience préalable dans l'élaboration de la SPANB au niveau international sera un plus.
- Une expérience préalable avec les projets du FEM sera un plus.
- Excellentes aptitudes rédactionnelles en français.
- Une bonne connaissance pratique de l'anglais sera un plus.

Annexes du Projet

Annexe 1. Proposition du FEM approuvée pour les activités habilitantes en matière de diversité biologique



REQUEST FOR BIODIVERSITY ENABLING ACTIVITY PROPOSAL FOR FUNDING UNDER THE GEF TRUST FUND

PART I: PROJECT IDENTIFIERS

| | | | |
|-----------------------------|--|---------------------------|-------------|
| EA Title: | National Biodiversity Planning to Support the implementation of the CBD 2011-2020 Strategic Plan in Algeria | | |
| Country(ies): | Algeria | GEF Project ID: | tbd |
| GEF Agency(ies): | UNDP | GEF Agency Project ID: | 5027 |
| Other Executing Partner(s): | Ministry of Land Planning Environment and City (MATEV - <i>Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement et de la ville</i>) | Submission Date: | May 7, 2012 |
| GEF Focal Area (s): | Biodiversity | Project Duration (Months) | 30 |
| Check if applicable: | NCSA <input type="checkbox"/> NAPA <input type="checkbox"/> | Agency Fee (\$): | 22,000 |

A. EA FRAMEWORK

EA OBJECTIVE: TO INTEGRATE ALGERIA'S OBLIGATIONS UNDER THE CONVENTION ON BIOLOGICAL DIVERSITY (CBD) INTO ITS NATIONAL DEVELOPMENT AND SECTORAL PLANNING FRAMEWORKS THROUGH A RENEWED AND PARTICIPATIVE 'BIODIVERSITY PLANNING' AND STRATEGIZING PROCESS, IN A MANNER THAT IS IN LINE WITH THE GLOBAL GUIDANCE CONTAINED IN THE CBD'S STRATEGIC PLAN FOR 2011-2020.

| EA COMPONENT | GRANT TYPE | EXPECTED OUTCOMES | EXPECTED OUTPUTS | GRANT (\$) | CONFIRMED CO-FINANCING (\$) |
|--|------------|--|---|------------|-----------------------------|
| 1) Stocktaking and national target setting | TA | <p>- By end of 2014, a multi-sectoral/multi-stakeholder working group is established and it completes the stock-taking exercise.</p> <p>- By end 2014, national targets in response to the global Aichi Targets are developed.</p> | <p>1.1 Review and stocktaking of products and results from previous biodiversity planning processes at the national level are carried out in participative manner.</p> <p>1.2 In response to the global Aichi Targets, national biodiversity targets are developed in a manner that is attuned to Algeria's reality.</p> <p>1.3 The achievement of national targets, developed in line with the global Aichi Targets, is duly monitored during the project duration and beyond, and this is reported upon to the CBD through national reports and other means.</p> <p>1.4 In an interactive manner, Algerian taps into useful information on, and participates in, global networks and initiatives on biodiversity data and indicators (such as the Biodiversity Indicators Partnership⁵, Global</p> | 32,500 | 19,500 |

⁵www.bipindicators.net

| EA COMPONENT | GRANT TYPE | EXPECTED OUTCOMES | EXPECTED OUTPUTS | GRANT (\$) | CONFIRMED CO-FINANCING (\$) |
|--|------------|--|---|------------|-----------------------------|
| | | | Biodiversity Information Facility ⁶ and the World Conservation Monitoring Centre ⁷ , the Global Environment Outlook portal ⁸ , among other relevant ones). | | |
| 2) NBSAP update | TA | <p>- By end 2013, the knowledge on the status of biodiversity in Algeria is significantly updated and its public availability enhanced</p> <p>- By early 2015, Algeria's NBSAP is fully updated, it is in line with the guidance in the CBD Strategic Plan (2011-2020) and has been submitted to the CBD COP</p> | <p>2.1 Updated reviews and data bases on the biodiversity of Algeria, including: taxonomy reviews; status assessments for animal and plant species, habitats and ecosystems; threats; impacts of global change; notable habitats and protected areas; and priority conservation projects.</p> <p>2.2 A revised National Biodiversity Strategy and Action Plan (NBSAP) for Algeria, anchored into national development frameworks, is prepared in a participative manner and widely disseminated. The updated and fully endorsed NBSAP fully integrates new aspects of the CBD Strategic Plan and comprises sections that:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ provide further critical information on the values and utilisation of ecosystem goods and services, including through the possible adoption of a national TEEB⁹ study. ▪ provide means for enhanced biodiversity mainstreaming, including through a 'biodiversity-centered' sectoral development impact analysis: assessing the stakes for biodiversity of sectoral economic development, and the opportunities for conservation and sustainable use; ▪ explore the challenges and opportunities linked to ecosystem-based approaches to climate change and ecosystem resilience and provide costing options; ▪ integrate the challenges to Protected Areas in the 21st century into the NBSAP and the national implementation of the CBD's Programme of Work on Protected Areas (PoWPA), with the aim of strengthening protected area networks and their integration in land- and seascapes, considering specifically Algeria's model of ecological network development; ▪ discuss and define suitable sustainable finance for biodiversity conservation. <p>2.3 The revised, updated and fully endorsed NBSAP for Algeria is submitted to the CBD within the deadline set by the COP.</p> | 89,500 | 168,500 |
| 3) National frameworks for NBSAP implementation, CBD reporting and exchange mechanisms | TA | <p>- By 2015, the plan for implementing the NBSAP is completed and includes capacity, technology and finance needs assessment</p> <p>- By- 2015, complete the updating and improvement of</p> | <p>3.1 The national framework for NBSAP implementation is in place and includes: (i) institutional leadership for implementation and strategic partnerships (nationally and internationally); (ii) a costed and prioritized Action Plan appended to the NBSAP; (iii) needs assessments on capacity and finance; and (iv) a strategy for resource mobilization for the implementation of the NBSAP including a baseline assessment of existing biodiversity finance.</p> <p>3.2 The existing national CHM is updated and upgraded to become an effective, user-friendly and easily updatable country-driven CHM site; it is linked up to the CBD's global CHM networks and to other</p> | 78,500 | 81,600 |

⁶ www.gbif.org

⁷ www.unep-wcmc.org

⁸ geodata.rrcap.unep.org

⁹ The Economics of Ecosystems and Biodiversity, www.teebweb.org

| EA COMPONENT | GRANT TYPE | EXPECTED OUTCOMES | EXPECTED OUTPUTS | GRANT (\$) | CONFIRMED CO-FINANCING (\$) |
|----------------------------------|------------|---|---|----------------|-----------------------------|
| | | national clearinghouse mechanisms - By 2014, CBD reporting frameworks are significantly strengthened and the 5th National Report is prepared and submitted | information and knowledge exchange network on biodiversity. 3.3. Immediate CBD reporting obligations are met by Algeria in a timely manner: (1) by 2012 Algeria has developed national targets to achieve the CBD Strategic Plan; and (2) The Fifth National Report to the CBD by 31 March 2014. 3.4 A permanent framework for CBD reporting is established and receives recurrent funding from government and other sources according to needs and in a timely manner; such framework may include: institutional anchoring, the statutory establishment of technical committees, facilities and arrangements in place for data sourcing and monitoring, etc. | | |
| Subtotal | | | | 200,500 | 269,600 |
| EA Management Cost ¹⁰ | | | | 19,500 | 52,000 |
| Total EA Cost | | | | 220,000 | 321,600 |

^a List the \$ by EA components.

B. CO-FINANCING FOR THE EA BY SOURCE AND BY NAME

| Sources of Co-financing | Name of Co-financier | Type of Co-financing | Amount (\$) |
|---------------------------|--|----------------------|----------------|
| National Government | Ministry of Land Planning and Environment and City (MATEV) | Grant | 271,600 |
| GEF Agency | UNDP Country Office Algeria | Grant | 50,000 |
| Total Co-financing | | | 321,600 |

C. GRANT RESOURCES REQUESTED BY AGENCY, FOCAL AREA AND COUNTRY

| GEF Agency | Type of Trust Fund | Focal Area | Country Name/Global | EA Amount (a) | Agency Fee (b) | Total (c)=(a)+(b) |
|------------------------------|--------------------|-----------------------------------|---------------------|---------------|----------------|-------------------|
| UNDP | GEF TF | Biodiversity Focal Area Set-Aside | Global | 220,000 | 22,000 | 242,000 |
| Total Grant Resources | | | | | | 242,000 |

¹⁰ This is the cost associated with the unit executing the project on the ground and could be financed out of trust fund or co-financing sources.

D. EA MANAGEMENT COST

| COST ITEMS | [GEF ONLY] TOTAL ESTIMATED PERSON WEEKS/MONTHS | GRANT AMOUNT (\$) | CO- FINANCING (\$) | EA TOTAL (\$) |
|--|--|-------------------------|--------------------------|---------------------|
| LOCAL CONSULTANTS* | 15 | 15,000 | 50,000 | 65,000 |
| INTERNATIONAL CONSULTANTS* | 0 | | | 0 |
| OFFICE FACILITIES, EQUIPMENT, VEHICLES AND COMMUNICATIONS* | | 3,000 | | 3,000 |
| TRAVEL* | | | | 0 |
| OTHERS** | Project Audit | | 2,000 | 2,000 |
| | Miscellaneous | 1,500 | | 1,500 |
| Total | | 19,500 | 52,000 | 71,500 |

* Details to be provided in Annex A. ** Other items to be clearly specified.

ADDITIONAL INFORMATION FOR TABLE D, IF APPLICABLE:

If costs for office facilities, equipment, vehicles and communications, travels are requesting for GEF financing, please provide justification here:

73% of project management costs will be borne by the co-financiers (UNDP and government). The GEF is being requested to pay only for communication costs of the project unit and miscellaneous expenses. For details on the break-down of project management costs borne by UNDP and GEF, refer to the Total Budget and Workplan in Annex C.

PART II: ENABLING ACTIVITY JUSTIFICATION

A. ENABLING ACTIVITY BACKGROUND AND CONTEXT (Provide brief information about projects implemented since a country became party to the convention and results achieved):

Biodiversity significance:

Algeria covers an area of 2,381,741 km², stretching 1622 km from east to west along the Mediterranean and nearly 2000 km from north to south. The country is part of the southern edge of the Mediterranean Biodiversity Hotspot where it plays a central role in ensuring connectivity between the eastern and the western parts of the southern Mediterranean.

The bioclimatology and extent of Algeria's geographical area are the cause of the significant ecological diversity within the 7 main ecosystems:

- Marine and coastal ecosystems;
- Wetland ecosystems (including Ramsar sites);
- Mountain ecosystems (wet and dry);
- Forest ecosystems;
- Steppe ecosystems;
- Saharan ecosystems;
- Agricultural ecosystems.

| General characteristics of ecosystems in Algeria | |
|--|---|
| Ecosystems | Areas and general characteristics |
| Marine ecosystems | 27 998 km ² |
| Coastal ecosystems | Includes all islands and islets, the continental shelf and a strip of land with a minimum |

| | | |
|---------------------|--|--|
| | eight hundred meters (800m) over a length of 1622 km | |
| Wetlands ecosystems | 1451 wetlands in Algeria, 762 of which are natural (DGF, 2006). | |
| Forest ecosystems | Area: 4.1 million hectares (DGF). | |
| Mountain regions | The forests <i>sensu stricto</i> accounted for 33% of the total forest area. | |
| Steppe ecosystems | Area: 8,719,077 hectares, or 3.66% of the country. | |
| Saharan Ecosystem | This area covers nearly 3 million hectares of forest and scrub and agricultural area of 3.5 million ha, representing 43% of the total national area. | |

On the basis of current knowledge, Algerian biodiversity, natural and agricultural, comprises 3139 species of flora, 1286 (40%) species of which are considered rare to extremely rare; and with regard to fauna; 107 mammal (incl. 47 protected), 336 bird (incl. 107 protected), 13 amphibian, 60 reptile and 300 fish species; only 2125 species of insect are inventoried yet their diversity if estimated at near 20,000.

The mountains of Algeria contain important biodiversity including a large number of tree and shrub species. Of the 70 taxa of Algerian native trees, 52 species are found in mountainous areas, and several are endemic such as the Saharan Cypress (*Cupressus dupreziana*) and the Fir Tree of Numidie (*Abies numidica*). In the south, the mountains of the Central Sahara consist of floristic elements of different bio-geographic origins including the Sahara-Arabian and the Mediterranean (confined to altitudes above 1500 m).

Forest biodiversity is declining in most forested regions of Algeria. Indeed, besides the natural vulnerability that characterizes the Mediterranean forest and forest sub-formations, forest in Algeria continue to experience various threats and pressures and have experienced substantial plant, water and soil degradation.

The Saharan ecosystems harbor a surprisingly large amount of biodiversity, which is heavily threatened by changing bioclimatic conditions and increased human activity. In terms of flora, the Saharan ecosystem contains 2800 taxa, with a very high rate of endemism. Biodiversity censuses continue to reveal new taxa.

Algeria's wetlands are host to 784 known aquatic plant species, as well as 39 species of freshwater fish, including 2 endemic. These habitats are exposed to significant and increasing threats of anthropogenic and climatic origin.

Considering current knowledge, known marine fauna amounts to 3183 species, of which 3080 were confirmed after 1980. This wealth is grouped in 720 genera and 655 families. The marine flora is estimated, in turn, at 713 species, grouped in 71 genera and 38 families. If we add the insular and coastal vegetation, bird life and marine littoral, the total known biodiversity of the Algerian coastal marine ecosystem of 4,150 species, of which 4014 are confirmed for a total of 950 genera and 761 families. But it must be stressed that these figures do not reflect the real biodiversity, but rather known biodiversity.

Finally, agricultural biodiversity is equally important, given the trend of genetic erosion of national biological resources resulting from the importance of diversity in seeds and seedlings, breeding and animal genetic material.

Specific threats to Algeria biodiversity include:

- i. Habitat / land use change disturbances affect all ecosystems and have enormous impacts on biodiversity. Overall, the trend of biodiversity loss affects all natural ecosystems of Algeria. No ecosystem is characterized by a stabilization of biodiversity. Risk factors most important to the loss of biodiversity are represented by different anthropogenic activities:
 - a. Destruction and/or overexploitation of biological resources, overgrazing, expansion of cultivated land, development of the urban framework, developing the work of infrastructure, pollution, tourism, hunting and poaching.
 - b. Of all natural ecosystems, it is the forests and wetlands that are characterized by the greatest decrease in their areas and biodiversity. Over the past 150 years, Algeria's forests have diminished by 5 million ha and now make up a mere 1.7% (4.2 million ha) of the country's land area.
 - c. Terrestrial ecosystems less productive, that is to say steppe zones and Saharan zones, are also characterized by a decrease in biodiversity but to a lesser extent.
 - d. Marine and coastal ecosystems face very strong anthropogenic pressures that negatively affect the state of biodiversity.

- ii. Over-exploitation of natural resources and fragile ecosystems, and limited non-renewable resources, soil degradation under the influence of agricultural practices, pollution, or natural factors. Only 3% of Algeria's land area is arable, while 85% is made up of the Sahara Desert. Leaving aside the Saharan area, 20 million ha of the remaining 38 million ha are affected by desertification and a further 12 million by water erosion.
- iii. Invasive species: Invasive species have been reported mainly in the marine ecosystem, for instance an invasive alga threatening Posidonia sea grass beds.
- iv. Pollution: With regard to the reduction of pollution and its impacts on biodiversity, the national target reflects global targets; it is part of the current NBSAP; included in the National Action Plan for the Environment and Sustainable Development; the Master Plan of Water in the Tourism Development Plan; and the Master Plan for Industrial and Business Areas.

All monitoring networks established by the Ministry of Land Planning and Environment and the National Observatory for Environment and Sustainable Development, the National Center for Research and Documentation for fishing and aquaculture are intended to prevent, anticipate and reduce marine pollution and its impacts on biodiversity. All of these networks are in collaboration with regional organizations, UNEP and FAO, along with MEDPOL, the REMPEC, the CARASP and COPEMED. This collaboration is intended to improve synergies at regional level and to ensure harmonisation of monitoring and technology transfer.

- v. Climate change: in semi-arid, arid and desert ecosystems global warming is a real threat, for present and future generations. The regions most critically affected by climate change are the highlands and the steppes. Predicted impacts of the climate crisis by 2030 are: a temperature increase of 1 ° C; a decrease in rainfall of 20 to 40 % from east to west and a shift agro climate of 100 km to the north; a decrease in solid precipitation (snow) of 50%; movement, somewhat important, to the north of isohyets, especially in the highland and steppe regions.

This warming and climate change in Algeria will produce dramatic effects on the country's natural capital such as forests, certain plant species, etc. A loss of biodiversity is expected due to climate stress greater and heat waves and droughts more frequent occurrence resulting in greater fire. To preserve and improve the resilience of the components of biodiversity and facilitate climate change adaptation, the national agricultural development is built on a series of programs tailored to specific agro-climatic constraints of Algeria. A major reforestation program was initiated and a full program of fencing and regeneration of the risk zones is ongoing. In terms of research, all activities have included the effects of climate change for the development of drought-tolerant varieties and water-efficient management. The Ministry of Land Planning and Environment with the Regional Activity Centre for Specially Protected Areas RAC/SPA¹¹ has done a study on the impact of climate change on coastal and marine biodiversity.

Institutions responsible for managing biodiversity:

Organisations concerned with biodiversity in Algeria are:

- General Secretariat of the Government for regulatory and legislative information through its website¹²;
- Ministry of Land Planning, Environment and the City (MATEV - Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de la Ville);
- Ministry of Agriculture and Rural Development (MADR - Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural);
- Ministry of Interior and Local Government;
- Ministry of Fisheries and Fish Resources;
- Ministry of Water Resources;
- Ministry of Energy and Mines;
- Ministry of Education;
- Ministry of Higher Education and Scientific Research;

¹¹ www.rac-spa.org

¹² www.joradp.dz

- National Centre for development of biological resources;
- General Directorate of Forestry;
- National Development Agency of University Research;
- National Agency for the Conservation of Nature;
- Commissioner of Agriculture Development Saharan regions;
- High Commissioner to the development of steppe;
- Centre of Scientific and Technical Research of Arid Regions;
- National Institute of Agronomic Research of Algeria;
- National Institute of Forestry Research;
- Higher School of Marine Sciences and Coastal Management; ENSSMAL
- Technical Institute of Fruit Tree and Vine;
- Technical Institute for the Development of Saharan Agronomy;
- Technical Institute of Livestock;
- Technical Institute of Arable Crops.
- National center of Reserch and development of Fisheries and aquacultur
- Resarch center in Biotechnology CRBt

The most important national NGOs active in the field of biodiversity in Algeria are: L' Association Découverte de la Nature; Le Mouvement Ecologique Algérien (MEA) ; La Fondation Déserts du Monde ; Association Mont Chenoua ; L' Association de Réflexion, d'Echanges et d'Actions pour l'Environnement et le Développement (AREAED).

The Protected Area System

In situ conservation has been promoted in Algeria for several decades. Commenced in 1980 and subsequently methodically to increased, the country now has an extensive network of protected areas, incorporating most of the country's ecosystems. The development of protected areas is regulated through the National Scheme of Land Planning 2030 (SNAT) and Law No. 11-02 of February 17, 2011 relating to protected areas in the context of sustainable development.

Amongst the 24 protected areas established, there are 11 national parks, 3 cultural parks, 5 nature reserves and 4 game reserves. And, already, among the 11 national parks, six were erected in Biosphere Reserves (MAB Network of UNESCO; Tassili, El Kala, Djurdjura, Chréa, Gouraya, Taza). To these protected areas should be added 50 internationally important wetland sites (RAMSAR sites). Before 2000, only three wetland sites has been protected and classified as Ramsar sites. Since then, the process of identification and classification has been greatly accelerated with 39 other sites classified between 2001 and 2004 (10 sites in 2001, 13 sites in 2003, 16 sites in 2004) and a further eight sites between 2009 and 2011. Among these sites, there are lakes, marshes, ponds, wetlands, flood plains, oases, chotts, wadis, and wood-fringed streams gueltas ripisilves.

In addition, the Ministry of Land Planning and Environment identified 33 sites representing different remarkable ecosystems.

Together, the protected areas estate and Ramsar sites contain nearly 80% of the biodiversity of Algeria. Still, efforts are being made to further increase the area under protection in Algeria. By the next twenty years, no fewer than 25 new protected areas are planned including 11 biosphere reserves, which will raise the total area under protection in Algeria from 22% to 24.5%. Measures for the protection and preservation of Algeria's marine and coastal heritage include the classification and development of 11 terrestrial and marine parks and of 21 terrestrial and marine reserves, within a couple of years.

Finally, to improve also protected area effectiveness, management plans are have been or are being developed for all 11 current national parks. For the Tassili and Ahaggar National Parks, management plans were finalised recently under a UNDP/GEF project implemented with and through the Ministry of Culture.

Barriers to implementation of the CBD Strategic Plan in Algeria

The primary constraint slowing the implementation of the current NBSAP, and by extension of the global CBD Strategic Plan, is insufficient synergy and coordination of actions between different sectors and departments involved. This inadequacy is itself explained by the entanglement of powers devolved to each institutional component.

A second constraint is related to the organisation of the basic structures responsible for biodiversity conservation, namely the Parks and Reserves administration; the administrative model and allocation of resources are inadequate and obsolete, giving a minor role to scientific and technical staff and to the monitoring and conservation of biodiversity. It also results in inadequate monitoring of management plans and the protection and management of biodiversity-priority sites; especially as protected areas managers do not always have the right profile to the specific function. Their training in this sense remains a priority. One can reasonably assume that the management plans being developed should help to correct this situation to give more efficiency to the structures involved.

The third constraint is the absence of a true, cross-ministerial national strategy to raise awareness and increase the participation of local populations in the conservation of biodiversity. This vacuum has not prevented, however, the Ministry of Land Planning and Environment and the Ministry of Education from establishing an agreement on introducing environmental education in Algeria's school curricula. The implementation of this agreement has resulted in the design of environmental education programmes and teachers and student guides; there are sectoral programmes developed by the Ministry of Education towards the children enrolled in all three levels of national education, as there are programs of the Ministry of Land Planning and Environment and the Ministry of Agriculture and Rural Development.

The fourth major constraint is the lack of applied research in the field of taxonomy - despite the existence of a law guiding biodiversity research among its main objectives and the existence of numerous research laboratories. Efforts made by the Ministry of Land Planning and Environment to attract more researchers to the taxonomy field have been inadequate. This constraint explains, moreover, the deficit in terms of regional scientific cooperation and expertise-sharing relating to biodiversity-relevant systems, techniques and management tools.

Finally, we note the stress of financing projects and programs resulting from excessively complicated procedures and mechanisms in place (rather than a real lack of financial resources), resulting also in an under-utilization of allocated budgets.

Developmental context and challenges:

The oil and gas sectors represent the primary source of growth in Algeria. The national growth rate was 3.5% in 2010, which was insufficient to bring down unemployment and ease the current housing crisis. Growth from other sectors was about 5.5% in 2010, particularly agriculture, which grew by 11%. Given the importance of biodiversity to maintaining the agricultural sector, including maintaining water irrigation supplies, and the gradual transition to a green economy, biodiversity plays a key role in Algeria's economic development strategy. Algeria is fully committed to transitioning to a green economy¹³ -- a number of institutions and bodies have recently been created to aid this transition, including the National Observatory for Environment and Sustainable Development, the National Coastal Commission, the National Waste Management Agency, the National Centre for Cleaner Production Technologies, the Biological Resources Development Centre, the Conservatoire National des Formations aux Métiers de l'Environnement (National Academy for Training in the Environment), and the National Agency for Development and the Attractiveness of the Territory. The National Scheme of Land Planning 2030 (SNAT - Système National pour l'Aménagement du Territoire 2030), established by Law No. 10-02 of 29 June 2010, provides a policy framework for a wide range of environmental protection and regional development efforts aimed at sustainable development. Algeria's updated NBSAP will be a vital component of their transition to a green economy.

Other related biodiversity planning processes:

Along with the first and current NBSAP version (entitled National Strategy and Action Plan for the Sustainable Use of Biodiversity and produced under a UNDP/GEF grant), Algeria has developed:

- The National Strategy of Environment and Sustainable Development
- The National Agricultural Master Plan

¹³ See for example <http://www.uncsd2012.org/rio20/content/documents/191algeriaenglish.pdf>

- The National Strategy for Agricultural and Rural Renewal
- The National Scheme of Land Planning 2030 (SNAT, Schéma National d'Aménagement du Territoire 2030¹⁴), which defines the basic strategic guidelines and requirements of national policy development and sustainable development planning; the implementation of the objectives of SNAT addresses many of Territorial Action Programmes (PAT, Programmes d'Actions Territoriales) interconnected with each other and we will remember them among those who have a direct relationship with biodiversity:
 - o PAT 3 "Water": implementation of water transfers from large to ensure the sustainability of the resource areas in Highlands;
 - o PAT 4 and 5 "Soils and steppe" preservation and enhancement of the steppe ecosystem and land in an integrated and coordinated;
 - o PAT 6 "Rural Renewal";
 - o PAT 7 "Great Agricultural Perimeters" to support the development of competitive agriculture in the Highlands;
 - o PAT 8 "Animal and agro-industrial production": improving the capacity of farming, processing and utilization of agricultural products in the highlands for the promotion of agribusiness;
 - o PAT 9 "Nature and cultural parks" preservation and enhancement of natural and cultural parks in the highlands by the creation of parks and cultural centres around archaeological sites;
 - o PAT 13 "New and Renewable Energy": product diversification through the development of new and renewable energy sources;
 - o PAT 14 "Agricultural research and biotechnology in the arid and semi-arid."
- The National Scheme of Soil Conservation and the Fight against Desertification
- The Master Plan for Coastal Development (Plan d'Aménagement Côtier) which, in accordance with the national pattern of land use, means, for coastal areas and coastal countries, the specific conservation and recovery of these fragile and coveted;
- The Master Plan for Natural Spaces and Protected Areas

Biodiversity considerations are integrated into several sectoral strategies, including the National Strategy for Sustainable Agricultural Development and the National Strategy of Environment and Sustainable Development and, finally, the Strategy for Agricultural and Rural Renewal.

The above strategies are realized in various development plans that have specific budgets allocated through inter-sectoral action, namely:

- National Action Plan for the Environment and Sustainable Development;
- National Plan for Agricultural and Rural Development;
- National Plan of Forest Development (Plan national de développement forestier et alfatier);
- National Reforestation Plan (Plan national de reboisement PNR, 2000);
- National Plan's for the Development of Hunting Heritage (Plan national de développement du patrimoine cynégétique);
- National Action Plan for the fight against desertification.

| - National Reporting to CBD | | | |
|------------------------------------|---|------------------------|--|
| Reports | Date of Submission to CBD Secretariat | Current Status* | Comments |
| NBSAP, version 0 | | | A national strategy was prepared and submitted in 2000 but not officially recorded |
| NBSAP, version 1 | 01 Feb 2005 | Submitted | Currently outdated |
| NBSAP, version 2 | - | Started | Included in this proposal |
| 1 st National Report | 31 Dec 1997 | Submitted | |
| 2 nd National Report | - | Not completed | Not included under GEF funding |
| 3 rd National Report | 04 Jun 2005 | Submitted | |
| 4 th National Report | Submitted 31 Mar 2009, registered 20 April 2009 | Submitted | Currently outdated |

¹⁴ http://www.mate.gov.dz/index.php?option=com_content&task=view&id=485&Itemid=352#

| | | | |
|---|-------------|--|---|
| Thematic Report on Technology Transfer and Cooperation | 04 Aug 2002 | Submitted | |
| Thematic Report on Mountain Ecosystems | 04 Aug 2002 | Submitted | |
| Thematic Report on Protected Areas | 04 Aug 2002 | Submitted | |
| Review of the Implementation of the Protected Areas Work Programme | 18 Apr 2007 | Submitted | |
| - Capacity Needs Assessments carried out YES <input checked="" type="checkbox"/> NO <input type="checkbox"/> | | | |
| Start Date: c. July 2003 (exact NCSA dates could not be established) | | End Date: c. July 2004 (exact NCSA dates could not be established) | |
| Please list all of the CBD Program of Work and cross-cutting themes that were addressed in the Biodiversity Enabling Activities Capacity Needs Assessments: | | | Dates |
| <ul style="list-style-type: none"> • UNEP / National Capacity Self-Assessment for Global Environmental Management (covering the Rio Conventions including CBD): Technology transfer, Agricultural biodiversity, Biosafety, Traditional knowledge | | | 2003-2004 |
| <ul style="list-style-type: none"> • UNDP/ Assessment of Capacity Building Needs and Country Specific Priorities in Biological Diversity (add on) | | | 2001 |
| 3) Clearing House Mechanism (CHM) established? | | | YES <input checked="" type="checkbox"/> NO <input type="checkbox"/> |
| CHM link(s): www.biodiv.be/algeria | | | |
| Is the CHM website maintained up to date? | | | YES <input type="checkbox"/> NO <input checked="" type="checkbox"/> |
| How many people currently operate and maintain the national CHM? | | | 0 |
| How many people visited the national CHM website in the past 12 months? | | | Unknown |
| Note: This proposal aims to upgrade and update the currently largely dysfunctional CHM for Algeria. | | | |

B. ENABLING ACTIVITY GOALS AND OBJECTIVES

The Baseline Project: The Current NBSAP and the new CBD Strategic Plan

The new CBD Strategic Plan, adopted at COP-10 in 2010 in Nagoya, clearly addresses the need for updating NBSAPs, stating in Target 17 that “By 2015, each Party has developed, adopted as a policy instrument, and has commenced implementing an effective, participatory and updated national biodiversity strategy and action plan.” The most recent NBSAP for Algeria submitted to the CBD in 2005, and although it clearly lays out priorities for biodiversity conservation, and contains a clear action plan for moving forward, it was developed before COP-10 and the range of historic agreements agreed in Nagoya including the CBD Strategic Plan for 2011-2020. It therefore does not include a range of new or significantly strengthened elements in the CBD Strategic Plan’s Aichi Targets that will need to be incorporated into the revised NBSAP; these will be detailed in the description of the Key Activities under Component 3.

Proposed Response and Rationale: The new generation of BD EA.

This project seeks to fully incorporate all newly required aspects into the NBSAP. This ‘new generation’ of NBSAP will help set a standard of excellence by creating a national road map for achieving the Aichi Targets. Special emphasis will be placed on fully realising the values of biodiversity and ecosystem services, and mainstreaming these into national and local development and poverty reduction strategies as well as into national accounting frameworks; safeguarding and restoring key ecosystem services; strengthening protected area networks and their integration in land- and seascapes; strengthening ecosystem resilience to climate change and promoting ecosystem-based approaches to adaptation and mitigation; and creating sustainable finance for biodiversity conservation.

Alignment with Focal Area Outcome(s):

BD5 Objective: Integrate CBD Obligations into National Planning Processes through Enabling Activities (herein serving as the ‘Project Development Goal’):

Focal Area Outcome 5.1: Development and sectoral planning frameworks at country level integrate measurable biodiversity conservation and sustainable use targets.

The Project *Objective* is:

To integrate Algeria’s obligations under the Convention on Biological Diversity (CBD) into its national development and sectoral planning frameworks through a renewed and participative ‘biodiversity planning’ and strategizing process, in a manner that is in line with the global guidance contained in the CBD’s Strategic Plan for 2011-2020.

This will be achieved through the following *Outcomes* (corresponding to components described in detail below):

- Outcome 1 – A participative stocktaking exercise on biodiversity planning is conducted and national biodiversity targets are developed in response to the global Aichi Targets.
- Outcome 2 – The NBSAP is revised and updated and it fully integrates new aspects of the CBD strategic plan.
- Outcome 3 – The national frameworks for NBSAP implementation, CBD reporting and exchange mechanisms are established and strengthened.

Refer to Part I, Table A and to the next section for more details.

How the project plans to build national capacity

Enabling Activities are considered foundation activities within the framework of the GEF. The ultimate goal of Biodiversity Enabling Activities is to build national capacity across the board for biodiversity management. The effective achievement of global biodiversity benefits depends on the development of national capacity for managing biodiversity. The more robust this capacity is in a given country, the more effective the national implementation of the CBD will be.

The approach to building national capacity in this proposal follows the guidance from the *GEF Strategic Approach to Enhance Capacity Building* (2003)¹⁵ under the GEF’s cross-agency Capacity Development Initiative. Three levels of capacity were identified: individual, organizational and systemic. Quoting from a recent GEF publication on the theme of capacity (GEF 2010)¹⁶:

“At the individual level, capacity development refers to the process of changing attitudes and behaviors, most frequently through imparting knowledge and developing skills through training. However it also involves learning by doing, participation, ownership, and processes associated with increasing performance through changes in management, motivation, morale, and improving accountability and responsibility.

Capacity development at the organizational level focuses on overall performance and functioning capabilities, such as developing mandates, tools, guidelines and management information systems to facilitate and catalyze organizational change. At the organizational level, capacity development aims to develop a set of constituent individuals and groups, as well as to strengthen links with its environment.

At the systemic level, capacity development is concerned with the “enabling environment”, i.e., the overall policy, economic, regulatory, and accountability frameworks within which organizations and individuals operate. Relationships and processes between organizations, both formal and informal, as well as their mandates, are important.”

In this light, this project will build national capacity in Algeria in the following manner:

| | |
|------------|--|
| Individual | Much of the work under this project will be carried out through working groups. This is an ideal forum for imparting knowledge among different individuals involved in biodiversity planning and in environmental matters in Algeria. This approach ensures that national and international consultants, technical experts and advisors, stakeholders and government staff collaborate in a shared learning process. |
|------------|--|

¹⁵ GEF, 2003: “Strategic Approach to Enhance Capacity Building”. Global Environment Facility. See also: GEF Evaluation Office, 2006: “Evaluation of GEF Capacity Development Activities. Approach Paper”. GEF EO.

¹⁶ GEF Capacity Development Initiative, Global Support Programme for National Capacity Self-Assessment, 2010: “Monitoring Guidelines of Capacity Development in GEF Operations”.

| | |
|----------------|--|
| Organizational | <p>UNDP's approach to Biodiversity Enabling activities in GEF5 goes beyond the mere production of national reports and strategies to the CBD and the development of a website for the CHM. Rather; it is concerned about developing a permanent framework for reporting to the CBD and for maintaining the CHM interesting and up to date. This implies institutionalizing the capacity for eventually achieving this with as little external assistance as possible. Given the ambitious targets of the CBD Strategic Plan for 2011-2020, it is recognized that actions to engage external assistance and retain national are in the meanwhile needed. This will be availed through the project. In particular, the following activities are specially targeted at building organizational capacity:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Taking stock of the NBSAP and identifying barriers to its implementation ▪ Setting targets and priorities ▪ Developing implementation plans for the revised NBSAP ▪ Assessing and strengthening capacity needs ▪ Developing clearinghouse mechanisms ▪ Developing a permanent framework for reporting to the CBD |
| Systemic | <p>The approach that UNDP has developed for Biodiversity Enabling Activities in GEF5 is transformational with respect to systemic capacity elements (i.e. policy, economic, regulatory, and accountability frameworks within which organizations and individuals operate). The aim is to ensure that the objectives, targets and guidance from the CBD Strategic Plan for 2011-2020 become fully anchored into national development frameworks. The knowledge developed through these activities will become part of Algeria's new NBSAP and will have a greater chance of influencing and even becoming policy. In particular, the following activities are specially targeted at building systemic capacity:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Assessing and integrating ecosystem services through economic valuation ▪ Mainstreaming biodiversity into development policies, plans and practices, into sectoral plans and strategies, and into national accounting frameworks ▪ Incorporating climate change issues into the NBSAP, including the incorporation of challenges and opportunities linked to ecosystem-based adaptation and mitigation and ecosystem resilience. ▪ Integrating the NBSAP implementation plan with the CBD Programme of Work on Protected Areas implementation plan ▪ Securing sustainable finance for NBSAP implementation ▪ Monitoring and reporting on the status of biodiversity under climate change scenarios |

C. DESCRIBE THE ENABLING ACTIVITY AND INSTITUTIONAL FRAMEWORK FOR PROJECT

IMPLEMENTATION (discuss the work intended to be undertaken and the output expected from each activity as outlined in Table A).

Detailed Description of Activities per Project Component / Outcome

The description that follows has been organized in five modules (I -V), following the GEF's guidance, but which for the sake of simplicity were grouped within the three already mentioned Components / Outcomes. The following are modules:

| Component | Outline of modules for NBSAP Revision and Related Activities | [Guidance: I percentage of funding in the |
|-----------|---|---|
| 1 | I. Preparation | 8% |
| | II. Setting national targets, principles, & main priorities of the strategy | 8% |
| 2 | III. Strategy and action plan development | 45% |
| 3 | IV. Development of Implementation plans and related activities | 23% |
| | V. Institutional, monitoring, reporting and exchange | 16% |

Component 1. Stocktaking and national target setting

Key Outputs expected under this component includes the following:

- 1.1 Review and stocktaking of products and results from previous biodiversity planning processes at the national level are carried out in participative manner.

- 1.2 In response to the global Aichi Targets, national biodiversity targets are developed in a manner that is attuned to Algeria's reality.
- 1.3 The achievement of national targets, developed in line with the global Aichi Targets, is duly monitored during the project duration and beyond, and this is reported upon to the CBD through national reports and other means.
- 1.4 In an iterative manner, Algerian taps into useful information on, and participates in, global networks and initiatives on biodiversity data and indicators (such as the Biodiversity Indicators Partnership , Global Biodiversity Information Facility and the World Conservation Monitoring Centre , the Global Environment Outlook portal , among other relevant ones).

Key Outcomes:

- By end 2014, a multi-sectoral/multi-stakeholder working group is established and it completes the stock-taking exercise.
- By end 2014, national targets in response to the global Aichi Targets are developed.

Key Products or publications resulting from activities:

- Brief Review of the Biodiversity Planning Process in Algeria
- Biodiversity Targets for Algeria, as part of national efforts to implement the CBD's Strategic Plan for 2011-2020

Key Activities (I-II):

This activity will be led by the NBSAP National Project Manager, with the support from the Senior National Expert - Biodiversity Planning and Consultation, one or more of the national working groups, and the NBSAP International Advisor. It will involve the following steps:

I. *Preparing for the NBSAP revision*

- **Taking stock of the NBSAP and identifying barriers to its implementation:** This activity will focus on rapidly but accurately taking stock of existing plans, policies and practices, and of the root causes of biodiversity loss. Within country-specific contexts, the aim is not only to identify key threats, but to understand the drivers behind these threats, as well as the key aspects of the policy environment that are barriers and challenges to effective conservation/sustainable use. Based on existing studies and analyses, the emphasis of this activity will be on identifying key gaps in the existing NBSAP, understanding the primary drivers and root causes, and identifying the means of overcoming existing barriers and challenges.
- **Stakeholder consultation and participation:** This activity will focus on ensuring a robust consultative process that engages representatives from key sectors, administrative leaders, and traditionally under-represented groups. The aim is to develop and sustain a participatory process in order to increase the likelihood of successful implementation of the NBSAP. This is especially important relative to the goals of mainstreaming biodiversity into national development plans, and promoting resilient landscapes that include production sectors. (refer to section B5).

II. *Setting targets*

- **Setting targets and priorities:** This activity focuses on setting specific, measurable, achievable and time-bound targets for the NBSAPs based on the global Aichi Targets, including targets on restoration of ecosystems, protected area coverage, overall biodiversity loss, and other aspects of the Strategic Plan. This activity, which is linked to priority setting among different aspects within the NBSAP, will be completed by CoP-11.

Component 2. NBSAP update

Key Outputs expected under this component includes the following:

- 2.1 Updated reviews and data bases on the biodiversity of Algeria, including: taxonomy reviews; status assessments for animal and plant species, habitats and ecosystems; threats; impacts of global change;

notable habitats and protected areas; and priority conservation projects.

2.2 A revised National Biodiversity Strategy and Action Plan (NBSAP) for Algeria, anchored into national development frameworks, is prepared in a participative manner and widely disseminated. The updated and fully endorsed NBSAP fully integrates new aspects of the CBD Strategic Plan and comprises sections that:

- provide further critical information on the values and utilisation of ecosystem goods and services, including through the possible adoption of a national TEEB¹⁷ study.
- provide means for enhanced biodiversity mainstreaming, including through a 'biodiversity-centered' sectoral development impact analysis: assessing the stakes for biodiversity of sectoral economic development, and the opportunities for conservation and sustainable use;
- explore the challenges and opportunities linked to ecosystem-based approaches to climate change and ecosystem resilience and provide costing options;
- integrate the challenges to Protected Areas in the 21st century into the NBSAP and the national implementation of the CBD's Programme of Work on Protected Areas (PoWPA), with the aim of strengthening protected area networks and their integration in land- and seascapes, considering specifically Algeria's model of ecological network development;
- discuss and define suitable sustainable finance for biodiversity conservation.

2.3 The revised, updated and fully endorsed NBSAP for Algeria is submitted to the CBD within the deadline set by the COP.

Key Outcomes:

- By mid 2014, the knowledge on the status of biodiversity in Algeria is significantly updated and its public availability enhanced
- By early 2015, Algeria's NBSAP is fully updated, it is in line with the guidance in the CBD Strategic Plan (2011-2020) and has been submitted to the CBD COP.

Key Products or Publications resulting from activities

- Reports and a data base on:
 - Status of ecosystems, threats and impacts of global change
 - Review of taxonomy of the systematic groups of fauna, threats and impacts of global change
 - Review of taxonomy of the systematic groups of flora, threats and impacts of global change
 - Notable habitats and protected areas
 - Identification of priority biodiversity conservation projects
- Second version of the National Biodiversity Strategy and Action Plan for Algeria
- Sub-product 1: Study on ecosystem valuation in Algeria
- Sub-product 2: Study on advances in sectoral mainstreaming of biodiversity in Algeria
- Sub-product 3: Study on the challenges and opportunities, and costing options, linked to ecosystem-based approaches to climate change and ecosystem resilience
- Sub-product 4: Study on updating the protected area network to reflect emerging challenges and opportunities

Key Activity (III)

This activity will be led by the NBSAP National Project Manager, with the support from the Senior National Expert - Biodiversity Planning and Consultation, the National Expert - Biodiversity and Climate Change, the International Specialist - Environmental Economics & Finance, and the NBSAP International Advisor. By then, several national (and possibly sub-national) working groups would be operational and will be able to participate fully in the preparation of the required project products.

III. Developing the NBSAP

This step will seek to achieve the following: (i) Compiling detailed updated information on the biodiversity status and threats of Algeria, supporting the development of both the NBSAP and the 5th National Report; (ii) Developing the strategy and actions to implement the agreed targets through national consultations; (iii) Application of the NBSAP to sub-national entities through sub-national and local

¹⁷ The Economics of Ecosystems and Biodiversity, www.teebweb.org

consultations; and (iv) Sectoral integration including mainstreaming into development, poverty reduction, national accounting and climate change plans through sectoral consultations supporting the NBSAP formulation.

While the project will focus on updating *all* aspects of the NBSAP, it will focus especially on the range of new or significantly strengthened elements in the CBD 2011-2020 Strategic Plan's Aichi Targets that will need to be incorporated into the revised NBSAP. These include the following:

- Integrating biodiversity values into national and local development and poverty reduction strategies and planning processes, as well as into national accounting and reporting systems, as appropriate, by 2020 at the latest (**Target 2**). Although there is an extensive section on economic valuation in Algeria's current NBSAP, it is out of date and needs improvement, and needs to be tailored specifically to how these values can be aimed at poverty alleviation.
- Eliminating, phasing out or reforming harmful incentives including subsidies, and developing and applying positive incentives for the conservation and sustainable use of biodiversity, by 2020 at the latest (**Target 3**).
- Achieving sustainable production and consumption and ensuring that the use of natural resources falls well within safe ecological limits, by 2020 at the latest (**Target 4**).
- Reducing the rate of loss of all natural habitats, including forests, so it is at least halved and where feasible brought close to zero, and significantly reducing degradation and fragmentation, by 2020 (**Target 5**).
- Managing and harvesting all fish and invertebrate stocks and aquatic plants sustainably, legally and applying ecosystem based approaches, to avoid overfishing and significant adverse impacts of fisheries on threatened species and vulnerable ecosystems, by 2020 (**Target 6**).
- Contributing to the CBD global target of ensuring that, by 2020, at least 17 per cent of terrestrial and inland waters, and 10 per cent of coastal and marine areas, are conserved through effectively and equitably managed, ecologically representative and well connected systems of protected areas and other effective area-based conservation measures, integrated into the wider landscapes and seascapes (**Target 11**). The target's measures correspond to fully implementing the Programme of Work on Protected Areas. Although Algeria's current NBSAP includes a section on protected areas, this section does not adequately address key emerging issues, including integration of protected areas into wider landscapes, seascapes and sectors, and using protected areas as a key climate resilience and adaptation strategy.
- Ensuring that by 2020, the genetic diversity of cultivated plants and farmed and domesticated animals and of wild relatives, including other socio-economically as well as culturally valuable species, is maintained, and strategies have been developed and implemented for minimizing genetic erosion and safeguarding their genetic diversity (**Target 13**).
- Restoring and safeguarding ecosystems that provide essential services, including services related to water, health, livelihoods and well-being, by 2020 (**Target 14**). In the current NBSAP, key ecosystems are identified, but their systems are not well articulated, particularly in relation to livelihoods and human wellbeing.
- Enhancing ecosystem resilience and the contribution of biodiversity to carbon stocks, including through the restoration of at least 15 per cent of degraded ecosystems, to contribute to climate change mitigation and adaptation and combat desertification, by 2020 (**Target 15**).
- Assessing the resources needed for effectively implementing the Strategic Plan for Biodiversity 2011-2020, and for substantially increasing the mobilization of financial resources from all sources in accordance with the agreed process in the Strategy for Resource Mobilization, by 2020 at the latest (**Target 20**).

The following elements will be dealt with in particular depth resulting in individual studies that will be integrated into the NBSAP:

- Preparation of updated information on the biodiversity of Algeria: to support the development of both the NBSAP and the 5th National Report, a series of studies will be prepared by national consultants that provide an updated analysis of the biodiversity on the country. The data will be integrated into data basis to make it more easily accessible for the public and researchers, and for further use by the clearing house mechanism.
- Assessing and integrating ecosystem services through economic valuation: The study on the

Economics of Ecosystems and Biodiversity (TEEB) has drawn attention to the global economic benefits of biodiversity and ecosystem services and to the growing costs of biodiversity loss and degradation. However, Algeria has not yet linked the value of biodiversity and ecosystem services to our own national development goals, including poverty eradication and sustainable livelihoods. Through this activity, Algeria will be able to demonstrate the benefits and values of ecosystems and biodiversity at a national level, and better link ecosystems and priority sectors in national development plans, in order to guide allocation of resources. The aim is to strengthen the point that biodiversity not only underpins human well-being, but that biodiversity and associated ecosystem services can make a significant contribution to poverty reduction and economic development. By engaging national specialists and providing support from global specialists, hard economic data will be collected and processed at the country level to demonstrate the costs and benefits of investing in biodiversity management. Capacity to carry out the assessments and make important links to priority economic sectors will be simultaneously built within the country. The availability of essential data and the analysis will allow us to “make the case” for biodiversity and will facilitate the process of mainstreaming biodiversity into sectoral planning through concrete biodiversity valuation examples.

- ✓ Specific steps in this process include:
 - a. Identify and assess the full range of values of key ecosystem services within the country, based on existing local, national, regional and global studies on the value of ecosystems and biodiversity, including: the national TEEB valuation results, the valuation of protected areas, any other national ecosystem services studies that have been conducted (e.g., water, carbon), and existing global and regional maps and overlays of key ecosystem services
 - b. Identify the implications of these services for different stakeholder groups within the country, including those who benefit from, and pay for, the maintenance of these ecosystem services, and those that degrade ecosystems through unsustainable use.
 - c. Estimate and demonstrate the value of key ecosystem services (using methods appropriate to each service), including the value of the ecosystem service in contributing to climate resilience, adaptation and mitigation; reducing poverty, and sustaining livelihoods.
 - d. Where appropriate, this activity will also identify potential means of capturing the value of targeted ecosystem services including through policies such as payments for ecosystem services and other positive incentives.
 - e. This sub-activity will involve a number of stakeholders in working groups who will discuss the above themes and avail data for national consultants to compile reports from.
 - f. A specific study report (Ecosystem valuation in Algeria) will be produced that will be incorporated into Algeria’s new NBSAP.
- Mainstreaming biodiversity into development policies, plans and practices, into national accounting frameworks, and into sectoral plans and strategies. Mainstreaming has been defined as the internalization of biodiversity conservation goals into economic and development sectors, policies and programs, such that they become an integral part of their functioning of these sectors.¹⁸
 - ✓ As part of this process, the project will focus on the following sectors: agriculture, forestry, hunting, livestock, energy, mining, oil and gas, and water management.
 - ✓ The Project will also focus on the following development areas / topics: land-use management, including spatial and infrastructural development planning; development finance; poverty alleviation; rural development and livelihoods; food security; water quality and security; local development and decentralization; gender; climate change mainstreaming, mitigation, adaptation and resilience.
 - ✓ Specific steps in this process will include:
 - Forming partnerships between relevant stakeholders interested in biodiversity conservation issues and in development issues
 - Explicitly identifying interests of key stakeholders, and desired outcomes
 - Identifying potential conflicts and trade-offs, and work towards mutually acceptable solutions, including strategies that serve mutually beneficial interests and achieve mutually beneficial outcomes
 - Embedding and institutionalizing these strategies in the institutions, policies, agreements,

¹⁸ Petersen, C and B. Huntley. 2005. Mainstreaming Biodiversity in Productive Landscapes. Working Paper 20. Washington DC: GEF.

- programs and mechanisms of each sector
 - A specific study report (Advances in sectoral mainstreaming of biodiversity in Algeria) will be produced that will be incorporated into Algeria's new NBSAP.
- Recognising and responding to the impacts of climate change. The previous NBSAP did not adequately address aspects of climate change. This activity will involve incorporating aspects of climate change into the NBSAP, such as:
 - a) assessing the impact of climate change on biodiversity and the functioning of ecosystem services, such as water provisioning;
 - b) updating the country's ecological gap assessment to include predicted future distribution of biodiversity under climate change scenarios;
 - c) identifying areas important for improving nature's ability to adapt to climate change, such as altitudinal gradients and conservation corridors;
 - d) identifying, protecting and appropriately managing areas important for carbon storage and sequestration;
 - e) identifying areas of particular conservation and restoration potential for enhancing climate resilience, adaptation and mitigation.
 - f) This sub-activity will involve a number of stakeholders in working groups who will discuss the above themes and avail data for national consultants to compile reports from.
 - g) Two specific study reports will be produced that will be incorporated into Algeria's new NBSAP.
 - Challenges and opportunities, and costing options, linked to ecosystem-based approaches to climate change and ecosystem resilience.
 - Updating the protected area network to reflect emerging challenges and opportunities.

Component 3. National frameworks for NBSAP implementation, CBD reporting and exchange mechanisms

Key outputs expected under this component includes the following:

- 3.1 The national framework for NBSAP implementation is in place and includes: (i) institutional leadership for implementation and strategic partnerships (nationally and internationally); (ii) a costed and prioritized Action Plan appended to the NBSAP; (iii) needs assessments on capacity and finance; and (iv) a strategy for resource mobilization for the implementation of the NBSAP including a baseline assessment of existing biodiversity finance.
- 3.2 The existing national CHM is updated and upgraded to become an effective, user-friendly and easily updatable country-driven CHM site; it is linked up to the CBD's global CHM networks and to other information and knowledge exchange network on biodiversity.
- 3.3. Immediate CBD reporting obligations are met by Algeria in a timely manner: (1) by 2014 Algeria has developed national targets to achieve the CBD Strategic Plan; and (2) The Fifth National Report to the CBD by 31 March 2014.
- 3.4 A permanent framework for CBD reporting is established and receives recurrent funding from government and other sources according to needs and in a timely manner; such framework may include: institutional anchoring, the statutory establishment of technical committees, facilities and arrangements in place for data sourcing and monitoring, etc.

Key Outcomes:

- By ~~2014~~ 2015, the plan for implementing the NBSAP is completed and includes capacity, technology and finance needs assessment
- By ~~2014~~ 2015, complete the updating and improvement of national clearinghouse mechanisms
- By 2014, CBD reporting frameworks are significantly strengthened and the 5th National Report is prepared and submitted

Key Products or publications:

- One overall and several straightforward and feasible specific NBSAP implementation plans, which

- ensure the effective implementation of the Action Plan contained in the NBSAP
- A fully functional and updated CHM for Algeria is based on best international practices in developing CHMs.
- 5th National report to the CBD

IV. *Developing implementation plans*

This activity will focus on developing an overall plan for implementing the NBSAP. This implementation plan will include the following components:

- a) Developing an overall implementation plan: The primary output of this activity is an overall implementation plan that delineates major steps, responsible parties, costs for main activities, expected outcomes and a timeline.
- b) Integrating the NBSAP implementation plan with the CBD Programme of Work on Protected Areas implementation plan: Algeria is in the process of finalizing its PoWPA implementation plan, and this step will ensure that the work on protected areas, including goals, objectives and next steps, is fully integrated into the NBSAP. Particular emphasis will be placed on those aspects of Target 11 from the CBD Strategic Plan, including our plans for expanding protected areas, improving management effectiveness, sustainably financing protected areas, improving connectivity, and integrating protected areas into the wider landscape and seascape.
- c) Securing sustainable finance for NBSAP implementation: Article 20 of the Convention mentions the need for any Party “to provide, in accordance with its capabilities, financial support and incentives in respect of those national activities which are intended to achieve the objectives of this Convention.” In the past few years, there has been a proliferation of innovative biodiversity finance mechanisms, such as payments for ecosystem services, conservation trust funds, biodiversity offsets and bio-carbon funding, among many others. Algeria is still in the early stages of exploring these mechanisms. This activity will therefore focus on the following:
 - Determining the biodiversity financing baseline (past and current biodiversity investment) and the efficiency and effectiveness of resource utilisation
 - Determining the existing financing needs and gaps for implementing the NBSAP
 - Identifying potential traditional and innovative sources of revenue for filling the financing gap
 - Assessing the feasibility for these revenue sources
 - Developing a detailed plan for operationalising these revenue sources
- d) Assessing and strengthening capacity needs: One of the primary areas of enabling activities is the assessment of capacity needs. The decisions at CoP-10 place new and ambitious demands on countries, including requirements to protect and sustainably manage their lands and water, to develop comprehensive plans that integrate climate change into their land use, development and sectoral plans and strategies, and to develop appropriate biodiversity and climate policies, laws and incentives. This activity will ensure that Algeria develops a road map for strengthening these specific capacities. Building on existing capacity needs assessment, and using existing guidance, Algeria will identify the following gaps, along with capacity-building strategies to fill those gaps: insufficient administrative structures for implementing the NBSAP; inadequate synergies between government agencies responsible for managing biodiversity, and insufficient awareness of the role of NBSAPs among key stakeholders.

V. *Institutionalizing, monitoring and reporting*

- Monitoring and reporting on the status of biodiversity under climate change scenarios: Monitoring and reporting on the status of biodiversity is a key aspect of several Programmes of Work within the CBD. To date, efforts to monitor and report on the status of biodiversity have been sporadic and have typically not taken into full account the status and trends of biodiversity, the status of effective conservation, the contribution of ecosystem services (such as water and carbon), and the likely impacts of climate change on biodiversity and ecosystem services. Through this project, Algeria will ensure that future monitoring and reporting on the status of biodiversity and ecosystem services is comprehensive, and fully incorporates climate change issues.

- Developing clearinghouse mechanisms (CHM): Of the 90 countries that accessed funding under the Fourth National Report joint global project (UNDP-UNEP/GEF), only 44 had national CHM sites, and of those, 25 were kept up-to-date (data from 2010). At the same time that CHMs are largely out of date, reliance on digital information has increased exponentially. Algeria is no exception; its clearing-house mechanism is not fully functional. This aspect of the project will help us develop an effective, upgraded, user-friendly and easily-updatable CHM that will enable us to effectively share information nationally, regionally and globally. The project will also work in collaboration with the CHM of the Secretariat of the CBD, to ensure that lessons and information are disseminated globally.
- Developing a permanent framework for reporting to the CBD: Parties to the CBD committed to submitting a fifth national report by 2014. In this project, Algeria will submit a 5th National Report that fully covers the NBSAP, key changes in the status and trends in biodiversity status, threats and conservation, and will develop a long-term reporting framework that will enable us to better track changes over time.

Project consistency with national strategies and plans or reports and assessments relevant for the CBD, as well as other cross-cutting assessments and priority setting exercises

Algeria's first National Strategy and Action Plan for the Sustainable Use of Biodiversity (SPAN - Stratégie et le Plan d'Action National d'utilisation durable de la diversité biologique) was prepared and adopted in 2000 - and updated in 2005. The SPAN was further strengthened through the elaboration and implementation of the 2002 National Action Plan for Environment and Sustainable Development (PNAE-DD - Plan National d'Action pour l'Environnement et le Développement Durable). To this aim, protection and conservation measures were defined for all natural spaces of major bio-strategic and ecological interest. The strategy gave special priority to habitat and ecosystem protection through an increase in protected areas. The global and national objectives relative to the promotion of biodiversity in ecosystems, habitats and biomes were equally incorporated into the PNAE-DD, which also includes the National Action Plan for the Establishment of Coastal and Marine Protected Areas (Plan d'action national de mise en place d'aires marines et côtières protégées). Furthermore, this approach has been taken up and confirmed in the National Scheme of Land Planning 2030 (SNAT 2030), which affords the integration of the ecological challenges priority through 4 main strategic axes.

Algeria is currently in the process of revising the PNAE-DD as well as its Report on the Status and Outlook for the Environment (RNE – Rapport sur l'état et l'avenir de l'environnement) which will cover a number of matters relating to the environment and sustainable development. The present project will, therefore, make important contributions to the PNAE-DD and RNE with regard to biodiversity.

Collaboration and synergies with related initiatives

UNDP has an active GEF biodiversity portfolio in Algeria. The project manager, the host institutions and the UNDP Country Office will ensure that this project can benefit from technical synergies with the following GEF projects that have recently concluded, or are in the process of implementation:

- UNDP/GEF (GEF # 1293): Assessment of Capacity Building Needs and Country Specific Priorities in Biological Diversity – this project was dedicated to the synthesis of the consultants' work on capacity building needs for biodiversity in-situ and ex-situ conservation as well as capacity building for agro-biodiversity and biodiversity threats assessment. This proposal would incorporate key findings from the work done on this capacity assessment.
- UNDP/GEF (GEF # 3952): Conservation of Globally Significant Biodiversity and Sustainable Use of Ecosystem Services in Algeria's Cultural Parks: This project aims to strengthen the national system of cultural parks in Algeria and ensure that they are managed to secure the conservation of globally significant biodiversity and sustainable use of ecosystem services. The results of this project will directly feed into work on Aichi Target #2, 3 and 15.
- UNDP/GEF (GEF # 1114): Conservation and Sustainable Use of Globally Significant Biodiversity in the Tassili and Ahaggar National Parks. The project aimed to protect a representative sample of the biodiversity of the Central Saharan region, through the conservation and sustainable use of globally significant biodiversity in the Tassili N'Ajjer and the Ahaggar National Parks. Priority was also given to ecological corridors in order to ensure at least stepping-stone connectivity between areas of key resources.

- UNDP/GEF (GEF # 795): Biodiversity Conservation and Sustainable Natural Resource Management. The project aims to conserve and sustainably use globally significant biodiversity and to fight against land degradation in three priority areas in the arid and semi-arid zone ecosystems of Algeria.

Collaboration with all of the above projects will be ensured by using them as a source of knowledge and information for the overall biodiversity planning process. The project managers and staff of the above mentioned projects will be invited to Biodiversity EA project events. They will be requested to make presentations, showcase active projects and avail essential information and data for preparing the products foreseen under this project, in particular the new NBSAP. This will maximise exchanges and reciprocal input. In the case of already completed or less relevant projects, useful lessons will be extracted and projects also showcased.

Institutional arrangements

N/A

Project implementation arrangement

The project will be implemented over a period of 30 months. The Ministry of Land Planning, Environment and the City (MATEV) - Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de la Ville) is the government institution responsible for the implementation of the project and will act as the *Executing Agency*.

UNDP is the *GEF Agency* for the project and accountable to the GEF for the use of GEF funds. The project is nationally executed (NEX), in line with the Standard Basic Assistance Agreement (SBAA, 1977) between UNDP and the Government of Algeria, and the Country Programme Document (CPD) for 2012-2014.

The overall responsibility for the project implementation by MATEV implies the timely and verifiable attainment of project objectives and outcomes. The MATEV will provide support and inputs towards the implementation of all project activities.

The MATEV will nominate an official who will serve as the National Project Director (NPD) for the implementation of the project, including those covered from co-finance. The NPD will chair the Project Steering Committee (PSC) and other relevant stakeholder, sectoral and working groups under the project, and be responsible for providing government oversight and guidance to the project implementation. The NPD will not be paid from the project funds, but will represent a part of Algeria's contribution to the Project. The NPD will be technically supported by a National Project Manager, a team of additional national and/or international consultants, as well as UNDP's technical backstopping provided by the UNDP Country Office's Environment Focal Point and the UNDP/GEF Regional Technical Advisor responsible for the project.

Working closely with the MATEV, the UNDP Country Office (UNDP-CO) will be responsible for: (i) providing project assurance services to government;; (iii) overseeing financial expenditures against project budgets approved by PSC; (iv) appointment of independent financial auditors; and (v) ensuring that all activities including procurement and financial services are carried out in strict compliance with UNDP/GEF procedures. A UNDP staff member will be assigned with the responsibility for the day-to-day management and control over project finance.

A national *Project Steering Committee* (PSC) will be convened by the MATEV, and will serve as the project's oversight, coordination and decision-making body. The PSC meetings will be chaired by the NPD, and include representation of all the key project stakeholders. It will meet according to necessity, but not less than once every 6 months, to review project progress, approve project work plans and approve major project deliverables. The PSC is responsible for ensuring that the project remains on course to deliver products of the required quality to meet the outcomes defined in the project document.

The day-to-day administration of the project will be carried out by a *Project Coordinating Unit* (PCU), comprising a National Project Manager (NPM), who will be located within MATEV offices. The NPM will be tasked with both managerial and technical functions, and manage the implementation of all project activities. The NPM will also liaise and work closely with all partner institutions to link the project with complementary national programs and initiatives. The NPM is accountable to the MATEV, UNDP and the PSC for the quality, timeliness and effectiveness of the activities carried out, as well as for the use of funds. The NPM will also be technically supported by contracted national and international consultants and service providers. Contracting of

consultants and service providers for the project will be done by the NPM, in consultation with UNDP and the MATEV. The NPM will liaise and work closely with all partner institutions including the UNDP Country Office staff and UNDP/GEF Regional Technical Advisor to ensure synergies with related national programs and initiatives.

Comparative advantage of UNDP in Algeria with respect to this project:

UNDP has historically been the largest GEF implementing agency in terms of assisting countries in undertaking biodiversity enabling activities, having assisted more than 100 countries with it through several projects. The GEF2 global project 'Biodiversity Support Programme' was jointly implemented with UNEP and has set the stage at the global level in the field of biodiversity planning among GEF eligible countries. Furthermore, UNDP assisted Algeria in the preparation of its existing previous NBSAP and the 4th National Report to the CBD.

The Government of Algeria has requested UNDP assistance in designing and implementing this project, due to UNDP's track record in Northern Africa. UNDP has an established national office in Algiers with well-developed working relationships with the key stakeholders of the project. This office counts on three professional staff dedicated to the 'Environment and Energy' portfolio, besides support staff, operations and senior management. Moreover, the project will benefit from the presence of a French-speaking UNDP/GEF Regional Technical Advisor dedicated to Biodiversity in Bratislava, Slovakia. UNDP also has extensive experience in integrated policy development, human resources development, institutional strengthening, and non-governmental and community participation.

Project's alignment with UNDP's programme for Algeria

The project is in line with UNDP Algeria's Country Programme Document 2012-2014, which is aligned with national environmental priorities. In particular, the project is in conformity with Sections III C on Environment and Sustainable Development, through which UNDP commits to support the development/coordination and implementation of national and territorial strategies on the green economy, the respect of multi-lateral environmental agreements, and especially the strengthening of policies and legal and institutional frameworks promoting a sustainable use of land and water, and the conservation of biodiversity and natural resources in fragile ecosystems.

Stakeholder involvement in the implementation of the project

The stakeholder involvement element is embedded in the description of several activities within this proposal which will have a consultative and participatory character. A full stakeholder involvement plan will be developed in connection with the preparation of the UNDP Project Document that will operationalise this proposal at the level of UNDP, allowing Algeria to access the funding. This plan will depart from the following indicative and non-exhaustive list:

Government and institutions:

- General Secretariat of the Government for regulatory and legislative information through its website¹⁹;
- Ministry of Land Planning, Environment and the City (MATEV - Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de la Ville);
- Ministry of Agriculture and Rural Development (MADR - Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural);
- Ministry of Interior and Local Government;
- Ministry of Fisheries and Fish Resources;
- Ministry of Water Resources;
- Ministry of Energy and Mines;
- Ministry of Education;
- Ministry of Higher Education and Scientific Research;
- National Center for development of biological resources;
- General Directorate of Forestry;
- National Development Agency of University Research;

¹⁹ www.joradp.dz

- National Agency for the Conservation of Nature;
- Commissioner of Agriculture Development Saharan regions;
- High Commissioner to the development of steppe;
- Centre of Scientific and Technical Research of Arid Regions;
- National Institute of Agronomic Research of Algeria;
- National Institute of Forestry Research;
- Higher School of Marine Sciences and Coastal Management;
- Technical Institute of Fruit Tree and Vine;
- Technical Institute for the Development of Saharan Agronomy;
- Technical Institute of Livestock;
- Technical Institute of Arable Crops.
- National Observatory of Environment and Sustainable Development (L'observatoire national de l'environnement et du développement durable)
- National Coastal Commission (Le commissariat national du littoral)
- National Center for the Development of Biological Resources (Le centre national de développement des ressources biologiques)
- National Academy for Training in the Environment (Conservatoire National des Formations aux Métiers de l'Environnement)
- National Agency for Development and the Attractiveness of the Territory (L'agence nationale pour l'aménagement et l'attractivité du territoire)

Non Governmental Organisations:

- L'Association Découverte de la Nature
- Le Mouvement Ecologique Algérien (MEA)
- La Fondation Déserts du Monde
- Association Mont Chenoua
- L'Association de Réflexion, d'Echanges et d'Actions pour l'Environnement et le Développement (AREAED).
- La Fondation Tassili

More specifically, the participation of NGOs and CSOs stakeholders in the implementation of this project will be ensured in every stage of it. NGOs and CSOs in Algeria are very active in the environment arena. They play an important advocacy and 'watchdog' role with respect to biodiversity. Many of them count on extensive networks of stakeholders and have produced research data that can help enrich the products that this project will be concerned with. These advantages will be explored in full during project implementation.

Gender marking

Women have always played an important role in biodiversity conservation and natural resource management through knowledge and traditional skills. They look after agricultural activities and animal care and also after the maintenance of trees. Women are the primary users of forest resources, particularly with regard to its utilisation as fuel wood and to medicinal plants involved in the treatment of diseases. Therefore, consultation under this project will make a particular emphasis on including women from the beginning of the project, with an emphasis on women's NGOs.

The project coordination will equally ensure that gender consideration becomes an integral part of the updated NBSAP. COP guidance will be followed.²⁰ More specifically two are worth mentioning: (i) COP Decision 1X/24 on the approval and endorsement of the CBD Gender Plan of Action; and (ii) COP Decision X/19, which amongst other matters invited Parties to consider gender as a core cross-cutting issue in the implementation of biodiversity-related activities.

During the project inception the mandatory UNDP Gender Marker will be applied. This requires that each project in UNDP's ATLAS system be rated for gender relevance. This will for example include a brief analysis of how the project plans to achieve its environmental objective by addressing the differences in the roles and needs of women and men.

²⁰ See e.g. www.cbd.int/doc/nbsap/nbsapcbw-pac-02/nbsap-nadi-scbd-gender.pdf and www.cbd.int/doc/publications/cbd-ts-49-en.pdf.

Furthermore, gender marking implies the production of the following data by the project's year 2 and by its end:

- Total number of full-time project staff that are women
- Total number of full-time project staff that are men
- Total number of Project Board members that are women
- Total number of project Board members that are men
- The number jobs created by the project that are held by women
- The number jobs created by the project that are held by men

D. DESCRIBE, IF POSSIBLE, THE EXPECTED COST-EFFECTIVENESS OF THE PROJECT:

The proposed GEF project will ensure that a national strategy and action plan guide all stakeholders and partners in the conservation of these precious resources. This is one way of making optimal use of biodiversity planning resources.

The project combines GEF funding with UNDP co-financing and an important government investment in order to achieve the project objectives without duplication to ensure the application of resources in the most critical areas. The government contribution to the project include the staff time of a National Project Director and of support staff at the MATE, an important number of project activities, organization of and participation in Project Board meetings, plus other work related to reporting, work plan approvals, signing off on CDR reports, RDPs, and reviewing APRs/PIRs. In addition, information and data will be collected and provided by the MATE and other state agencies regularly throughout the project.

The cost-effectiveness of the proposed activities will further be ensured by combining government-internal, other national and international expertise in implementing similar projects. GEF funding of consultation costs will be kept to a minimum, as government can finance much of it from existing resources. The same applies to the national contribution to EA working groups.

The government of Algeria wishes the work on the new NBSAP to be transformational from a biodiversity planning point of view. This requires expertise that is not found in the country. Hence, the GEF's financing of specialised consultants and knowledge / capacity building within the framework of this project is essential to its success, to the extent that it finances the costs of going beyond what government would be able to do without foreign assistance. The GEF funding to the project will focus in overcoming this specific barrier. UNDP is well positioned to assist Algeria to source the necessary expertise for this EA project in a cost-effective manner.

Other options have been considered, e.g. sub-contracting an NGO to assist in NBSAP update as an entire 'package' of services to be rendered. High costs in fees from service providers would make such option less cost effective, coupled with the risk of biasing the NBSAP, which is supposed to reflect broad societal views on the national strategy for biodiversity.

The project adopts the least-cost means of achieving the project's objectives and follows the activity norms and cost benchmarks defined by GEF guidelines. It will be built upon the strong foundation of the previous developed NBSAP, Capacity Assessments and National Reports.

E. DESCRIBE THE BUDGETED M&E PLAN:

| Type of M&E activity | Responsible Parties | Budget US\$ <i>Excluding project team staff time</i> | Time frame |
|--|---|---|---|
| Inception Meeting | National Project Manager UNDP CO UNDP GEF | \$5,000 | Within first two months of project start up |
| Inception Report | Project Team UNDP CO | None | Immediately following IW |
| Measurement of Means of Verification for Project | Oversight by National Project Manager | To be finalized during the inception phase and | Annually prior to ARR/PIR and to the |

| | | | |
|---|--|---|--|
| Purpose Indicators, Project Progress and Performance (measured on an annual basis) | Project team | determined as part of the Annual Work Plan's preparation. | definition of annual work plans |
| Simplified Biodiversity Enabling Activities Annual Project Review / Project Implementation Report (APR/PIR) | Project Team UNDP-CO UNDP-GEF | None | Annually |
| Quarterly progress reports | Project Team | None | Quarterly |
| CDRs | National Project Manager | None | Quarterly |
| Lessons Learned Log | National Project Manager UNDP CO Programme Staff | None | Quarterly |
| Terminal Report | Project Team UNDP-CO | Printing costs only, if any | At least one month before the end of the project |
| Lessons learned | Project team UNDP-GEF Regional Coordinating Unit (suggested formats for documenting best practices, etc.) | To be determined as part of the Annual Work Plan's preparation. | Yearly |
| Audit | UNDP-CO Project team | \$2,000 in total To be included in the CO audit plan. | Yearly |
| TOTAL indicative COST <i>Excluding project team staff time and UNDP staff and travel expenses</i> | | US\$ 7,000 | |

F. EXPLAIN THE DEVIATIONS FROM TYPICAL COST RANGES (WHERE APPLICABLE):

N/A

PART III: APPROVAL/ENDORSEMENT BY GEF OPERATIONAL FOCAL POINT(S) AND GEF AGENCY(IES)

A. RECORD OF ENDORSEMENT OF GEF OPERATIONAL FOCAL POINT(S) ON BEHALF OF THE GOVERNMENT(S): (Please attach the [country endorsement letter\(s\)](#) with this template).

| NAME | POSITION | MINISTRY | DATE |
|--------------------|---|---|---------------|
| Madame Oudina Amel | Sous-directrice de la Planification & GEF Operational Focal Point | Ministry of Land Planning and Environment (MATE - Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement) | 27 March 2012 |


B. CONVENTION PARTICIPATION*

| CONVENTION | DATE OF RATIFICATION/ ACCESSION (mm/dd/yy) | NATIONAL FOCAL POINT |
|------------|--|----------------------|
| UNCBD | 6 june 1995 | Nadia Chenouf |

*To be filled for NCSA proposals only

B. GEF AGENCY(IES) CERTIFICATION

This request has been prepared in accordance with GEF policies and procedures and meets the standards of the GEF Project Review Criteria for Biodiversity Enabling Activity approval.

| Agency Coordinator, Agency name | Signature | Date (Month, day, year) | Project Contact Person | Telephone | E-mail Address |
|--|--|-------------------------|--|------------------------------------|----------------------|
| Yannick Glemarec, UNDP/GEF Executive Coordinator |  | May 7, 2012 | Yves de Soye, Regional Technical Advisor and Financing Specialist, Ecosystems & Biodiversity | +421 2 59337 332; +421 911 360 250 | yves.desoye@undp.org |

ANNEX A. CONSULTANTS TO BE HIRED FOR THE ENABLING ACTIVITY

| Position Titles | GEF only \$ / Person Week | GEF only Estimated Person Weeks | Tasks to be Performed |
|---|---------------------------|---------------------------------|--|
| For EA Management | | | |
| <i>Local</i> | | | |
| National Project Manager (management tasks) 65 weeks in total, which corresponds to the 50% portion of the incumbent's time dedicated to managing the project. Of these, 15 weeks will be financed by GEF and the remainder 50 weeks by co-financing. | 1000 | 15 | <i>Objective:</i> The National Project Manager (NPM) will oversee and undertake the general administrative requirements of the project, including those related to project management and budget execution; and lead the overall process of the stocktaking, stakeholder consultation, national target setting processes, as well as the development of the NBSAP and its implementation plans in the country, having overall responsibility for its quality and timely finalisation. <i>Key tasks:</i> - Ensure that the project's scope, budget, |

| <i>Position Titles</i> | <i>GEF only \$ / Person Week</i> | <i>GEF only Estimated Person Weeks</i> | <i>Tasks to be Performed</i> |
|------------------------|----------------------------------|--|---|
| | | | <p>outcomes, outputs and activities are executed and objectives met in a timely and appropriate manner.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identify and coordinate with other initiatives, programmes, national and international organisations and persons of relevance to the project's objectives. - Select suitable further project implementation partners, where required, and develop an overall implementation plan. - Ensure that the inception meeting results in a clear roadmap on the scope of services and project tasks to be accomplished, in association with the NBSAP International Advisor, UNDP and national execution partners. - Lead the development of detailed work plans and budgets, for submission to UNDP and national execution partners and others as appropriate. - Prepare the different project monitoring (technical and financial) reports required by UNDP and GEF. - Provide timely reporting of project status as required by the UNDP and national execution partners. - Develop TORs for consultants, experts and working groups as well as specifications of materials required by the project, in consultation with the National Project Director, UNDP and the NBSAP International Advisor. - Lead the recruitment of the other consultants and experts involved in the NBSAP, and serve as their team leader facilitating, coordinating and monitoring their work and input, in association the NBSAP International Advisor, UNDP and national execution partners. - Hold meetings with key stakeholder representing sectors targeted for mainstreaming with a view to embedding and institutionalizing sectoral biodiversity mainstreaming strategies in the institutions, policies, agreements, programs and mechanisms of each sector, assisting the sectors in the development of targets and policy mainstreaming proposals. - Ensure that the conclusions from the different studies conducted under the project are incorporated into the NBSAP. - Ensure that all climate change-related issues that affect or are affected by biodiversity (including both adaptation and |

| <i>Position Titles</i> | <i>GEF only \$ / Person Week</i> | <i>GEF only Estimated Person Weeks</i> | <i>Tasks to be Performed</i> |
|------------------------|----------------------------------|--|--|
| | | | <p>mitigation opportunities and measures), including those that are highlighted in the latest National Communication to the UNFCCC, are integrated and addressed in the NBSAP.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ensure the timely drafting, completion and submission as well as a high technical quality of all consultancy and project deliverables, in association with the Project Steering Committee, UNDP and the NBSAP International Advisor. - Ensure the timely submission of the new NBSAP to the CBD Secretariat in compliance with agreed deadlines. - Any other duties assigned by the Project Committee that have direct relevance to the project. <p><i>Contribution to the following deliverables:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Brief review of the biodiversity planning process in Algeria and of the key barriers and challenges in the policy environment to effective biodiversity conservation/sustainable use. ➤ Review of the root causes of biodiversity loss in Algeria by first identifying the threat and then the drivers behind the threats ➤ Biodiversity targets for Algeria, as part of national efforts to implement the CBD's Strategic Plan for 2011-2020 ➤ Study on ecosystem valuation in Algeria ➤ Study on advances in sectoral mainstreaming of biodiversity in Algeria ➤ Study on challenges and opportunities, and costing options, linked to ecosystem-based approaches to climate change and ecosystem resilience" ➤ Study on updating the protected area network to reflect emerging challenges and opportunities ➤ Assessments of capacity, technology and finance gaps and needs, and of existing biodiversity finance ➤ Second version of the National Biodiversity Strategy and Action Plan for Algeria ➤ Set of straightforward and feasible NBSAP implementation plans that ensure the effective implementation of the Action Plan contained in the NBSAP ➤ Fifth National Report <p><i>Qualifications and experience:</i> The NPM should have a bachelor or, preferably, advanced degree (MSc, PhD) in environmental or natural sciences, economics, social sciences, or management, with a minimum of 10 years</p> |

| <i>Position Titles</i> | <i>GEF only \$ / Person Week</i> | <i>GEF only Estimated Person Weeks</i> | <i>Tasks to be Performed</i> |
|---|----------------------------------|--|--|
| | | | experience in national or international project management, including at least 3 years at the senior level, and a track record in biodiversity management and policy. The NPM should also have: good leadership, coordination and facilitation skills and knowledge of environmental issues in Algeria; a proven track record of drafting relevant materials (publications, reports and related documentation); a proven ability to collect, verify and analyse information, and to finish and present work with a high degree of accuracy and technical quality; ability to communicate effectively orally and in writing, in order to communicate complex, technical information to both technical and general audiences; good knowledge and understanding of the CBD decisions and processes. Previous experience in NBSAP development is an advantage. |
| For Technical Assistance | | | |
| <i>Local</i> | | | |
| NBSAP National Project Manager (technical tasks) | 1000 | 15 | Refer to TOR above. 65 weeks corresponds to the other 50% portion of the incumbent's time, which is dedicated to technical tasks. Of these, 15 weeks will be financed by GEF and the remainder 50 weeks of technical tasks by co-financing. The incumbent is expected to work full-time throughout the duration of the project (i.e. up to 130 weeks, 65 of which for management, and 65 of which for technical tasks). UNDP and government co-financing will complement the GEF's contribution to financing this assignment. |
| Senior National Expert - Biodiversity Planning and Consultation | 1000 | 16 | <p>Play a leading and resource person role vis-a-vis the National Target Setting and in a number of national sub-national consultation processes for all relevant activities under the Enabling Activity project, and be the lead author for the Fifth National Report.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identify the root causes of biodiversity loss in Algeria by first identifying the threat and then the drivers behind the threats. - Take stock of existing plans, policies and practices in Algeria that result in biodiversity conservation or loss, and identify the challenges and key barriers in the policy environment impeding effective biodiversity management. - Identify options for overcoming existing barriers and challenges and the key gaps in the existing NBSAP - Develop methodologies and processes for the national and sub-national technical meetings and consultations, including for the participatory validation of the national |

| <i>Position Titles</i> | <i>GEF only \$ / Person Week</i> | <i>GEF only Estimated Person Weeks</i> | <i>Tasks to be Performed</i> |
|------------------------|----------------------------------|--|---|
| | | | <p>targets and the draft NBSAP, increasing the likelihood of successful implementation of the new NBSAP.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Review base documents for the inputs to the sub-national technical meetings and consultations - Work on the preparation of base documents for technical meetings. - Carry out consultations with provincial authorities and organize sub-national technical meetings and consultations and National Technical meetings. - Collect and consolidate information arising from the technical meetings and regional consultations - Provide inputs for evaluation of institutional capabilities. - Work with local experts and government authorities to collect available information on biodiversity. - Provide inputs to the development of the NBSAP and its implementation plans - Function as the lead author of the Fifth National Report to the CBD. - <i>Contribution to the following deliverables:</i> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Brief review of the biodiversity planning process in Algeria and of the key barriers and challenges in the policy environment to effective biodiversity conservation/sustainable use. ➤ Review of the root causes of biodiversity loss in Algeria by first identifying the threat and then the drivers behind the threats ➤ Biodiversity targets for Algeria, as part of national efforts to implement the CBD's Strategic Plan for 2011-2020 ➤ Study on ecosystem valuation in Algeria ➤ Study on advances in sectoral mainstreaming of biodiversity in Algeria ➤ Study on challenges and opportunities, and costing options, linked to ecosystem-based approaches to climate change and ecosystem resilience" ➤ Study on updating the protected area network to reflect emerging challenges and opportunities ➤ Assessments of capacity, technology and finance gaps and needs, and of existing biodiversity finance ➤ Second version of the National Biodiversity Strategy and Action Plan for Algeria ➤ Set of straightforward and feasible NBSAP implementation plans that ensure the effective implementation of the Action |

| <i>Position Titles</i> | <i>GEF only \$ / Person Week</i> | <i>GEF only Estimated Person Weeks</i> | <i>Tasks to be Performed</i> |
|---|----------------------------------|--|--|
| | | | <p>Plan contained in the NBSAP</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Fifth National Report <p><i>Qualifications and experience:</i> Should have a bachelor or, preferably, advanced degree (MSc, PhD) in environmental or natural sciences, economics, social sciences, or management, preferably with professional exposure to biodiversity conservation issues. Good facilitation skills and knowledge of environmental issues in Algeria; a proven track record of drafting relevant materials (publications, reports and related documentation); a proven ability to collect, verify and analyse information, and to finish and present work with a high degree of accuracy and technical quality; ability to communicate effectively orally and in writing, in order to communicate complex, technical information to both technical and general audiences; knowledge and understanding of the CBD decisions and processes. Previous experience in NBSAP and National Report development is an advantage.</p> |
| National Expert - Biodiversity and Climate Change | 1000 | 12 | <p>Objectives: The consultant will be responsible for carrying out specific tasks relating to the production of two reports (under Component 2) on “Challenges and opportunities, and costing options, linked to ecosystem-based approaches to climate change and ecosystem resilience” and “Updating the protected area network to reflect emerging challenges and opportunities”.</p> <p><i>Key tasks:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Review, assess and expand on existing data relating to the full range of climate change impacts on, and the specific vulnerabilities of, biodiversity, ecosystems and their functioning, ecosystem services, economic sectors and human communities in Algeria, in a geographically specific manner. Identify further work required in this regard. ▪ Identify areas important for improving nature’s ability to adapt to climate change, such as altitudinal gradients and conservation corridors. ▪ Assess the extent to which the country’s ecological gap assessment includes the predicted future distribution of biodiversity under climate change scenarios, making specific recommendations for protected area and corridor expansion, recommendations that should be realistically incorporated into Algeria’s national biodiversity targets and revised NBSAP. ▪ Identify areas offering opportunities for |

| <i>Position Titles</i> | <i>GEF only \$ / Person Week</i> | <i>GEF only Estimated Person Weeks</i> | <i>Tasks to be Performed</i> |
|------------------------|----------------------------------|--|---|
| | | | <p>cost effective and robust ecosystem-based adaptation measures and make recommendations for their management</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Based on existing data (e.g. from the WCMC work on carbon sinks and the Protected Area Database) and fine resolution GIS modelling, identify potential areas important for carbon sequestration in Algeria and make recommendations for their protection and management, which may be incorporated into the national target setting exercise (in line with the global Aichi Targets) and into the country's revised NBSAP. ▪ Identify areas of particular importance for restoration in order to improve climate resilience, adaptation and mitigation. ▪ As a result of the above, prepare specific inputs for the development of Algeria's new biodiversity targets, its new NBSAP and its Fifth National Report to the CBD, and the PoWPA Action Plan. ▪ Develop a written report that summarizes all findings. ▪ Prepare a set of simple but strong key economic and political messages backed up by credible data from the results of the analysis to be included in the conclusion of the case study. <p>- <i>Contribution to the following deliverables:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Biodiversity targets for Algeria, as part of national efforts to implement the CBD's Strategic Plan for 2011-2020 ➤ Study on challenges and opportunities, and costing options, linked to ecosystem-based approaches to climate change and ecosystem resilience" ➤ Study on updating the protected area network to reflect emerging challenges and opportunities ➤ Second version of the National Biodiversity Strategy and Action Plan for Algeria ➤ Fifth National Report <p><i>Selection criteria:</i> The consultant should have an advanced degree (MSc, PhD) in the natural sciences and have significant technical experience on the climate change-biodiversity interface, at least in the region, if not internationally. Proven track record of drafting relevant materials (publications, reports and related documentation). Proven ability to collect, verify and analyse information, and to finish and present work with a high degree of accuracy and technical quality. Ability to communicate effectively orally and in writing,</p> |

| <i>Position Titles</i> | <i>GEF only \$ / Person Week</i> | <i>GEF only Estimated Person Weeks</i> | <i>Tasks to be Performed</i> |
|---|----------------------------------|--|--|
| | | | in order to communicate complex, technical information to both technical and general audiences. Full proficiency in English and/or French is required and knowledge of Arabic an advantage. |
| National Expert - Environmental Economics & Finance | 1000 | 16 | <p><i>Objectives:</i> The consultant will be responsible for carrying out specific tasks relating to: (i) Assessing and integrating ecosystem services through economic valuation (under Component 2); ii) Mainstreaming biodiversity into development policies, plans and practices, into national accounting frameworks, and into sectoral plans and strategies (under Component 2); and iii) Securing sustainable finance for NBSAP implementation, to include an assessment of finance gaps and needs, and of existing biodiversity finance and sources of funding (under Component 3).</p> <p><i>Key tasks:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Identify and assess the full range of values of key ecosystem services within Algeria, based on existing local, national, regional and global studies on the value of ecosystems and biodiversity, including: global and regional maps and overlays of key ecosystem services, the national TEEB valuation results (if any), and valuations of protected areas, medicinal and aromatic plants, and any other national ecosystem services studies that have been conducted (e.g. water, carbon). ▪ Identify the implications of these services for different stakeholder groups within the country, including those who benefit from, and pay for, the maintenance of these ecosystem services, and those that degrade ecosystems through unsustainable use. ▪ Estimate and demonstrate the value of key ecosystem services (using methods appropriate to each service), including the value of the ecosystem service in contributing to climate resilience, adaptation and mitigation; reducing poverty, and sustaining livelihoods. ▪ Where appropriate, this activity will also identify potential means of capturing the value of targeted ecosystem services including through policies such as payments for ecosystem services and other positive incentives. ▪ Implement the mainstreaming component of the project ▪ Identify priority biodiversity investment needs and opportunities based on the NBSAP ▪ Analyse existing internal sources of |

| <i>Position Titles</i> | <i>GEF only \$ / Person Week</i> | <i>GEF only Estimated Person Weeks</i> | <i>Tasks to be Performed</i> |
|--|----------------------------------|--|---|
| | | | <p>finance for NBSAP implementation including i) the national budget cycle and the allocation to public administrations (ministries), ii) the budget of local governments, iii) national funds to support local development, and iv) fiscal and economic instruments.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Analyse all existing external sources of finance for NBSAP implementation (bilaterals and multilaterals, foundations, NGOs, private sector etc.) ▪ Analyse the range of potential further sources for NBSAP implementation (fiscal measures, tourism, infrastructure levies, bank loans, etc.) and provide recommendations for accessing these. ▪ NBSAP Integrated Financing Action Plan summarising concrete activities required to mobilise biodiversity finance for the 10-year period of the implementation of the NBSAP. <p><i>Contribution to the following deliverables:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Study on ecosystem valuation in Algeria ➤ Study on advances in sectoral mainstreaming of biodiversity in Algeria ➤ Second version of the National Biodiversity Strategy and Action Plan for Algeria ➤ Set of straightforward and feasible NBSAP implementation plans that ensure the effective implementation of the Action Plan contained in the NBSAP <p><i>Selection criteria:</i> The consultant should have an advanced degree (MSc, PhD) in economics, environmental economics or a related field, with exposure to biodiversity valuation and financing issues at least at the national level and ideally with some international exposure. Proven track record of drafting relevant materials (publications, reports and related documentation). Proven ability to collect, verify and analyse information, and to finish and present work with a high degree of accuracy and technical quality. Ability to communicate effectively orally and in writing, in order to communicate complex, technical information to both technical and general audiences. Full proficiency in English and/or French is required and knowledge of Arabic an advantage.</p> |
| National Expert - Capacity Development | 1000 | 10 | <p><i>Objective:</i> To objectively reveal Algeria's capacity to effectively implement the obligations under the CBD, and to consolidate and prepare project components related to capacity needs and capacity development.</p> <p><i>Key tasks:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Consolidate and analyze information on |

| <i>Position Titles</i> | <i>GEF only \$ / Person Week</i> | <i>GEF only Estimated Person Weeks</i> | <i>Tasks to be Performed</i> |
|------------------------|----------------------------------|--|--|
| | | | <p>the existing legal framework, the current national and provincial institutional capacities and operational procedures, and the level of implementation and enforcement of the CBD and its decisions</p> <ul style="list-style-type: none"> - Determine the level of willingness to implement a harmonized legal and policy framework as well as actions on the ground that protect, sustainably use and safeguard biodiversity, ensuring relevant CBD obligations and activities are fulfilled. - Assess whether the identified primary and secondary duty bearers have the necessary human resources to meet the specific obligations. - Assess the pattern and efficacy of participation at CBD regional and global technical committees and COP meetings. - Based on international best practice, recommend the most suitable institutional and/or accountability structure for the effective implementation and coordination of the CBD. - Identify and prioritise the capacity gaps and the capacity development needs required to effectively implement CBD obligations at all levels. - Based on international best practice, generate recommendations for capacity enhancement at all levels, and to enable rationalisation of capacity and efficient resource allocation during implementation with other MEAs. - Develop a comprehensive Capacity Development Programme and Training Action Plan aimed at an effective implementation and coordination of CBD at the national and sub-national government levels. <p><i>Contribution to the following deliverables:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Brief review of the biodiversity planning process in Algeria and of the key barriers and challenges in the policy environment to effective biodiversity conservation/sustainable use. ➤ Set of straightforward and feasible NBSAP implementation plans that ensure the effective implementation of the Action Plan contained in the NBSAP, especially with regard to the assessment of capacity needs <p><i>Selection criteria:</i> should have an advanced degree (Masters) in a relevant discipline such as Human Resource Management or Public Administration, and/or a minimum of 5 years</p> |

| <i>Position Titles</i> | <i>GEF only \$/ Person Week</i> | <i>GEF only Estimated Person Weeks</i> | <i>Tasks to be Performed</i> |
|-----------------------------|---------------------------------|--|---|
| | | | professional experience in institutional/organisational development and change management. Proven experience in skills assessment, capacity development and training. |
| <i>International</i> | | | |
| NBSAP International Advisor | 3000 | 5 | <p><i>Objectives:</i> To provide overall technical support through advisory and capacity building services to the stocktaking, stakeholder consultation, national target setting processes, as well as to the development of the NBSAP and its implementation plans in Algeria. The NBSAP International Advisor will be an experienced expatriate consultant, with wide experience in biodiversity management and policy, and preferably with experience working in the Arab States region. He/she will be responsible for the technical quality control during the formulation of the NBSAP and for the timely finalisation of the NBSAP and a number of related products. The NBSAP International Advisor will render services to the National Project Director and National Project Manager as his/her main clients.</p> <p><i>Key tasks:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Under the overall guidance of the National Project Manager, national execution partners and the UNDP technical staff, ensure that the inception meeting results in a clear roadmap for the project. - Assist the National Project Manager in developing a detailed work plan on that basis, in executing the project's scope and budget, in identifying further implementation partners, and in coordinating the efforts allocated to the different activities and deliverables including the input and outputs of the different project consultants and service providers. This will imply reviewing and revising TORs and providing support in the recruitment of consultants and procurement of service providers upon demand. - Provide oversight, technical guidance and support to the consultants and working groups involved in the NBSAP, ensuring high technical quality of project deliverables. - Ensure that the conclusions from the different studies conducted under the project are incorporated into the NBSAP. - Ensure that all climate change-related issues that affect or are affected by biodiversity (including both adaptation and |

| <i>Position Titles</i> | <i>GEF only \$ / Person Week</i> | <i>GEF only Estimated Person Weeks</i> | <i>Tasks to be Performed</i> |
|------------------------|----------------------------------|--|---|
| | | | <p>mitigation opportunities and measures), including those that are highlighted in the latest National Communication to the UNFCCC, are integrated and addressed in the NBSAP.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Submit draft, revised and final versions of the new NBSAP and of all NBSAP-related studies and reports to the National Project Manager, key national implementing partners and UNDP technical staff, as per the agreed timelines. - Ensure the timely completion of the new NBSAP and its timely submission to the CBD Secretariat in compliance with agreed deadlines. <p><i>Contribution to the following deliverables:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Brief review of the biodiversity planning process in Algeria and of the key barriers and challenges in the policy environment to effective biodiversity conservation/sustainable use. ➤ Review of the root causes of biodiversity loss in Algeria by first identifying the threat and then the drivers behind the threats ➤ Biodiversity targets for Algeria, as part of national efforts to implement the CBD's Strategic Plan for 2011-2020 ➤ Study on ecosystem valuation in Algeria ➤ Study on advances in sectoral mainstreaming of biodiversity in Algeria ➤ Study on challenges and opportunities, and costing options, linked to ecosystem-based approaches to climate change and ecosystem resilience" ➤ Study on updating the protected area network to reflect emerging challenges and opportunities ➤ Assessments of capacity, technology and finance gaps and needs, and of existing biodiversity finance ➤ Second version of the National Biodiversity Strategy and Action Plan for Algeria ➤ Set of straightforward and feasible NBSAP implementation plans that ensure the effective implementation of the Action Plan contained in the NBSAP ➤ Fifth National Report <p><i>Selection criteria:</i> The consultant should have an advanced degree (MSc) in environmental or natural sciences, preferably with exposure to biodiversity conservation issues at the international level, in both the field and policy arenas. Proven track record of drafting relevant materials (publications, reports and related</p> |

| <i>Position Titles</i> | <i>GEF only \$ / Person Week</i> | <i>GEF only Estimated Person Weeks</i> | <i>Tasks to be Performed</i> |
|--|----------------------------------|--|---|
| | | | documentation) in the biodiversity and ecosystem-based adaptation/mitigation areas. Proven ability to collect, verify and analyse information, and to finish and present work with a high degree of accuracy and technical quality. Ability to communicate effectively orally and in writing, in order to communicate complex, technical information to both technical and general audiences. Solid knowledge and understanding of the CBD decisions and processes. Previous experience in the development of NBSAPs, especially at the international level, is an advantage. Full proficiency in English and/or French is required and knowledge of Arabic an advantage. |
| International Specialist - Environmental Economics & Finance | 3000 | 4 | <p><i>Objectives:</i> The consultant will support the National Expert - Environmental Economics & Finance in delivering high quality reports under Component 2) and 3).</p> <p><i>Key tasks:</i> Guide and technically support the National Expert - Environmental Economics & Finance in delivering the tasks assigned to him (see higher up in this table), relating to the reports for (i) Assessing and integrating ecosystem services through economic valuation (under Component 2); ii) Mainstreaming biodiversity into development policies, plans and practices, into national accounting frameworks, and into sectoral plans and strategies (under Component 2); and iii) Securing sustainable finance for NBSAP implementation, to include an assessment of finance gaps and needs, and of existing biodiversity finance and sources of funding (under Component 3). The responsibility of the International Specialist is to guide and standardise the compilation, methodology and data analysis, and to oversee, review and edit the reports such that they reflect current international best practice.</p> <p><i>Contribution to the following deliverables:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Study on ecosystem valuation in Algeria ➤ Study on advances in sectoral mainstreaming of biodiversity in Algeria ➤ Second version of the National Biodiversity Strategy and Action Plan for Algeria ➤ Set of straightforward and feasible NBSAP implementation plans that ensure the effective implementation of the Action Plan contained in the NBSAP <p><i>Selection criteria:</i> The consultant should have an advanced degree (MSc, PhD) in economics, environmental economics or a related field, with important exposure to biodiversity valuation and financing issues at the</p> |

| <i>Position Titles</i> | <i>GEF only \$ / Person Week</i> | <i>GEF only Estimated Person Weeks</i> | <i>Tasks to be Performed</i> |
|--|----------------------------------|--|--|
| | | | international level. Proven track record of drafting relevant materials (publications, reports and related documentation). Proven ability to collect, verify and analyse information, and to finish and present work with a high degree of accuracy and technical quality. Ability to communicate effectively orally and in writing, in order to communicate complex, technical information to both technical and general audiences. Full proficiency in English and/or French is required and knowledge of Arabic an advantage. |
| International Specialist - Biodiversity and Climate Change | 3000 | 2 | <p>Objectives: The consultant will support the National Expert - Biodiversity and Climate Change in delivering two high quality reports under Component 2) on “Challenges and opportunities, and costing options, linked to ecosystem-based approaches to climate change and ecosystem resilience” and “Updating the protected area network to reflect emerging challenges and opportunities”</p> <p><i>Key tasks:</i> Guide and technically support the National Expert - Biodiversity and Climate Change in delivering the tasks assigned to him (see higher up in this table). The responsibility of the International Specialist is to guide the compilation and data analysis, and to oversee, review and edit the reports such that they reflect current international best practice.</p> <p><i>Contribution to the following deliverables:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Biodiversity targets for Algeria, as part of national efforts to implement the CBD’s Strategic Plan for 2011-2020 ➤ Study on “Challenges and opportunities, and costing options, linked to ecosystem-based approaches to climate change and ecosystem resilience” ➤ Study on “Updating the protected area network to reflect emerging challenges and opportunities” ➤ Third version of the National Biodiversity Strategy and Action Plan for Algeria ➤ Fifth National Report <p><i>Selection criteria:</i> The consultant should have an advanced degree (MSc, PhD) in the natural sciences and have significant technical experience on the climate change-biodiversity interface internationally and ideally also in the region. Proven track record of drafting relevant high-quality materials (publications, reports and related documentation). Proven ability to collect, verify and analyse information, and to finish and present work with a high degree of accuracy and technical quality. Ability to communicate effectively orally and in writing,</p> |

| <i>Position Titles</i> | <i>GEF only \$ / Person Week</i> | <i>GEF only Estimated Person Weeks</i> | <i>Tasks to be Performed</i> |
|------------------------|----------------------------------|--|--|
| | | | in order to communicate complex, technical information to both technical and general audiences. Full proficiency in English and/or French is required. |

ANNEX B. CHRONOGRAM OF ACTIVITIES

| Comp | Modules | Guiding activities under each module | 2013 | | | | 2014 | | | | 2015 | | | |
|---|--|--|------|----|----|----|------|----|----|----|------|----|----|----|
| | | | Q1 | Q2 | Q3 | Q4 | Q1 | Q2 | Q3 | Q4 | Q1 | Q2 | Q3 | Q4 |
| 1 Stocktaking and national target setting | I. Preparation | 1. Rapid stocktaking and review of relevant plans, policies and reports | | | | X | X | | | | | | | |
| | | 2. Identification of stakeholders; consultations and awareness | | | | X | X | | | | | | | |
| | | 3. Rapid assessment of the causes and consequences of biodiversity loss highlighting the value of biodiversity and ecosystem services and their contribution to human well-being | | | | X | X | | | | | | | |
| | II Setting national targets, principles & main priorities of the strategy | 4. Setting national targets, principles, & main priorities of the strategy through national consultations | | | | X | X | | | | | | | |
| 2 NBSAP Update | III. Strategy and action plan development | 5. Detailed updating of information on biodiversity status and threats for NBSAP and NR5 | | | | X | X | X | X | X | X | | | |
| | | 6. Developing the strategy and actions to implement the agreed targets through national consultations | | | | | X | X | X | X | X | X | | |
| | | 7. Application of the NBSAP to sub-national entities through sub-national and local consultations | | | | | X | X | X | X | X | X | | |
| | | 8. Sectoral integration including mainstreaming into development, poverty reduction and climate change plans through sectoral consultations | | | | | X | X | X | X | X | X | | |
| 3 National frameworks for NBSAP implementation, CDB reporting and exchange mechanism | IV. Development of implementation plans and related activities | 9. Develop overarching and specific implementation plans | | | | | | X | X | X | X | | | |
| | | 10. Development of a plan for capacity development for NBSAP implementation. | | | | | | X | X | X | X | | | |
| | | 11. Technology needs assessment | | | | | | X | X | X | X | | | |
| | | 12. Development of a communication and outreach strategy for the NBSAP. | | | | | | | | X | X | X | | |
| | | 13. Development of a plan for resource mobilisation for NBSAP implementation | | | | | | | | X | X | X | | |
| | V. Institutional, monitoring, reporting and exchange | 14. Establishment/ strengthening of national coordination structures | | | | X | X | X | X | X | X | X | X | |
| | | 15. CHM updating | | | | | | | | X | X | X | X | |
| | | 16. Development of indicators and monitoring approach | | | | | | | | X | X | X | X | |
| | | 17. Fifth National Report (Deadline March 14) | | | | | | X | X | X | | | | |

ANNEX C. UNDP TOTAL BUDGET AND WORKPLAN

| GEF Component (Outcome) | Resp. Party | Fund ID | Donor Name | ERP / ATLAS Budget Code | Atlas Budget Description | TOTAL Amount (USD) | Amount Year 1 (USD) | Amount Year 2 (USD) | Amount Year 3 (USD) | Budget Notes | |
|--|---|----------------|-------------------|--------------------------------|----------------------------------|---------------------------|----------------------------|----------------------------|----------------------------|---------------------|--|
| Comp 1. Stocktaking and national target setting | NEX | 62000 | GEF-10003 | 71200 | International Consultants | 3,000 | 3,000 | | | a | |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 71600 | Travel | 4,000 | 4,000 | | | h | |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 71600 | Travel | 4,000 | 4,000 | | | d | |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 72100 | Contractual Services-Companies | 4,000 | 4,000 | | | e | |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 72100 | Contractual Services-Companies | 3,000 | 3,000 | | | f | |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 75700 | Training, Workshop & Conferences | 5,000 | 5,000 | | | q | |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 74100 | Professional Services | 4,500 | 4,500 | | | i | |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 72800 | Information Technology Equipmt | 5,000 | 5,000 | | | g | |
| | GEF Subtotal Atlas Activity 1 (Comp 1) | | | | | | 32,500 | 32,500 | 0 | 0 | |
| TOTAL ACTIVITY 1 (Comp 1) | | | | | | 32,500 | 32,500 | 0 | 0 | | |
| Comp 2. NBSAP update | NEX | 62000 | GEF-10003 | 71200 | International Consultants | 6,000 | | 3,000 | 3,000 | a | |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 71200 | International Consultants | 6,000 | | 6,000 | | j | |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 71300 | Local Consultants | 8,000 | | 8,000 | | r | |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 71200 | International Consultants | 12,000 | | 12,000 | | k | |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 71300 | Local Consultants | 6,000 | | 6,000 | | s | |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 71300 | Local Consultants | 7,500 | | 2,500 | 5,000 | b | |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 71300 | Local Consultants | 8,000 | | 4,000 | 4,000 | c | |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 71600 | Travel | 14,000 | | 9,000 | 5,000 | h | |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 71600 | Travel | 6,000 | | 2,000 | 4,000 | d | |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 72100 | Contractual Services-Companies | 6,000 | | 2,000 | 4,000 | e | |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 72100 | Contractual Services-Companies | 5,000 | | 2,500 | 2,500 | f | |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 74100 | Professional Services | 5,000 | | 2,500 | 2,500 | i | |
| | GEF Subtotal Atlas Activity 2 (Comp 2) | | | | | | 89,500 | 0 | 59,500 | 30,000 | |
| | NEX | 04000 | UNDP TRAC - 00012 | 71300 | Local Consultants | 12,000 | | 4,000 | 8,000 | b | |

| GEF Component (Outcome) | Resp. Party | Fund ID | Donor Name | ERP / ATLAS Budget Code | Atlas Budget Description | TOTAL Amount (USD) | Amount Year 1 (USD) | Amount Year 2 (USD) | Amount Year 3 (USD) | Budget Notes | |
|--|--|---------|-------------------|-------------------------|--------------------------------|--------------------|---------------------|---------------------|---------------------|--------------|--|
| TRAC Subtotal Atlas Activity 2 (Comp 2) | | | | | | 12,000 | 0 | 4,000 | 8,000 | | |
| TOTAL ACTIVITY 2 (Comp 2) | | | | | | 101,500 | 0 | 63,500 | 38,000 | | |
| Comp 3. National frameworks for NBSAP implementation, CDB reporting and exchange mechanisms | NEX | 62000 | GEF-10003 | 71200 | International Consultants | 6,000 | | 3,000 | 3,000 | a | |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 71300 | Local Consultants | 10,000 | | 3,333 | 6,667 | l | |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 71300 | Local Consultants | 7,500 | | 2,500 | 5,000 | b | |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 71200 | International Consultants | 6,000 | | 3,000 | 3,000 | j | |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 71300 | Local Consultants | 8,000 | | 4,000 | 4,000 | r | |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 71300 | Local Consultants | 8,000 | | 4,000 | 4,000 | c | |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 71600 | Travel | 10,000 | | 5,000 | 5,000 | h | |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 71600 | Travel | 6,000 | | 2,000 | 4,000 | d | |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 72100 | Contractual Services-Companies | 6,000 | | 2,000 | 4,000 | e | |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 72100 | Contractual Services-Companies | 6,000 | | 3,000 | 3,000 | f | |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 74100 | Professional Services | 5,000 | | 2,500 | 2,500 | i | |
| | GEF Subtotal Atlas Activity 3 (Comp 3) | | | | | | 78,500 | 0 | 34,333 | 44,167 | |
| | NEX | 04000 | UNDP TRAC - 00012 | 71300 | Local Consultants | 12,000 | | 4,000 | 8,000 | b | |
| | TRAC Subtotal Atlas Activity 3 (Comp 3) | | | | | | 12,000 | 0 | 4,000 | 8,000 | |
| TOTAL ACTIVITY 3 (Comp 3) | | | | | | 90,500 | 0 | 38,333 | 52,167 | | |
| Project Mgt | NEX | 62000 | GEF-10003 | 71300 | Local Consultants | 15,000 | 0 | 5,000 | 10,000 | b | |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 72400 | Communic & Audio Visual Equip | 3,000 | 1,000 | 1,000 | 1,000 | m | |
| | NEX | 62000 | GEF-10003 | 74500 | Miscellaneous Expenses | 1,500 | 500 | 500 | 500 | n | |
| | GEF Subtotal Atlas Activity 4 (Proj Mgt) | | | | | | 19,500 | 1,500 | 6,500 | 11,500 | |
| | NEX | 04000 | UNDP TRAC - 00012 | 71300 | Local Consultants | 24,000 | 0 | 8,000 | 16,000 | b | |
| | NEX | 04000 | UNDP TRAC - 00012 | 74100 | Professional Services | 2,000 | 600 | 600 | 800 | p | |
| | TRAC Subtotal Atlas Activity 4 (Proj Mgt) | | | | | | 26,000 | 600 | 8,600 | 16,800 | |
| TOTAL ACTIVITY 4 (Project Management) | | | | | | 45,500 | 2,100 | 15,100 | 28,300 | | |
| SUB-TOTAL GEF | | | | | | 220,000 | 34,000 | 100,333 | 85,667 | | |
| SUB-TOTAL UNDP TRAC | | | | | | 50,000 | 600 | 16,600 | 32,800 | | |
| GRAND TOTAL (in cash) | | | | | | 270,000 | 34,600 | 116,933 | 118,467 | | |

| GEF Component (Outcome) | Resp. Party | Fund ID | Donor Name | ERP / ATLAS Budget Code | Atlas Budget Description | TOTAL Amount (USD) | Amount Year 1 (USD) | Amount Year 2 (USD) | Amount Year 3 (USD) | Budget Notes |
|-------------------------|-------------|---|------------|-------------------------|--------------------------|--------------------|---------------------|---------------------|---------------------|--------------|
| Budget Notes | | | | | | | | | | |
| | a | Int. Cons. (short-term): NBSAP International Advisor | | | | | | | | |
| | b | Nat. Cons. (long-term): National Project Manager | | | | | | | | |
| | c | Nat. Cons. (long-term): Senior National Expert - Biodiversity Planning and Consultation | | | | | | | | |
| | d | Domestic travel by stakeholders in connection with national consultations | | | | | | | | |
| | e | National consultations in connection with target setting, NBSAP update and 5NR | | | | | | | | |
| | f | Functioning of national and thematic working groups in connection with target setting, NBSAP update and 5NR | | | | | | | | |
| | g | Acquisition of IT equipment | | | | | | | | |
| | h | International travel costs to bring international consultants to country. | | | | | | | | |
| | i | Translation of key documents and webdesign services | | | | | | | | |
| | j | Int. Cons. (short-term): International Specialist - Environmental Economics & Finance | | | | | | | | |
| | r | Nat. Cons. (short-term): National Expert - Environmental Economics & Finance | | | | | | | | |
| | s | Int. Cons. (short-term): International Specialist - Biodiversity & Climate Change | | | | | | | | |
| | k | Nat. Cons. (short-term): National Expert - Biodiversity and Climate Change | | | | | | | | |
| | l | Nat. Cons. (short-term): National Expert - Capacity Development | | | | | | | | |
| | m | Communication costs of the project unit | | | | | | | | |
| | n | Bank charges, insurance, exchange rate fluctuations and miscellaneous expenses. | | | | | | | | |
| | p | Project audit | | | | | | | | |
| | q | Inception workshop | | | | | | | | |

Annexe 2. Lettre d'approbation du directeur général du FEM



1818 H Street, NW
Washington, DC 20433 USA
Tel: 202.473.0508
Fax: 202.522.3240 / 3245
Email: secretariat@theGEF.org
www.theGEF.org

May 29, 2012

Mr. Yannick Glemarec
GEF Executive Coordinator
United Nations Development Programme
One United Nations Plaza
304 East 45th St.
FF Bldg., 10th floor
New York, NY 10017

Dear Mr. Glemarec:

I am pleased to inform you that the following submission is approved and will be funded by the GEF Trust Fund:

| | |
|-------------------|---|
| Approval Stage: | CEO Approval |
| GEFSEC (PMIS) ID: | 4987 |
| Agency(ies): | UNDP |
| Agency ID: | 5027 (UNDP) |
| Project Type: | Enabling Activity |
| Country(ies): | Algeria |
| Name of Project: | National Biodiversity Planning to Support the implementation of the CBD 2011-2020 Strategic Plan in Algeria |
| GEF Grant: | \$220,000 |
| Agency Fee: | \$22,000 |

This approval is subject to the comments made by the GEF Secretariat in the attached project review document. It is also based on the understanding that the project is in conformity with GEF focal areas strategies and in line with GEF policies and procedures.

Sincerely,

Monique Barbut
Chief Executive Officer and Chairperson

Attachment: GEFSEC Project Review Document
cc: Country Operational Focal Point, GEF Agencies, STAP, Trustee

Annexe 3. Procès-verbal de la réunion du comité local d'examen des projets (LPAC)

ANNEXE 4

LETTRE D'ACCORD STANDARD ENTRE LE GOUVERNEMENT ET UNE AGENCE DES NATIONS UNIES POUR L'APPUI AU NIM

1. J'ai l'honneur de me référer aux consultations qui ont eu lieu entre les représentants du gouvernement de l'Algérie (ci-après dénommé le « Gouvernement ») et les représentants du PNUD concernant la fourniture, par le bureau de pays du PNUD, de services d'appui à des programmes ou projets gérés au niveau national. Le PNUD et le Gouvernement algérien conviennent par la présente que le bureau de pays du PNUD peut fournir ces services, à la demande du Gouvernement algérien, par l'intermédiaire de son institution désignée dans le descriptif de projet correspondant, suivant la procédure décrite ci-dessous.
2. Le bureau de pays du PNUD fournit des services d'appui, notamment une assistance pour l'établissement de rapports et le paiement direct. Ce faisant, il doit veiller à renforcer la capacité du Gouvernement soit ceux du Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de la Ville afin que ce dernier puisse mener ces activités directement. Les frais engagés par le bureau de pays du PNUD dans la prestation desdits services d'appui sont imputés sur son budget d'administration.
3. En outre, le bureau de pays du PNUD peut fournir, à la demande du Partenaire de réalisation, les services d'appui ci-après pour la réalisation des activités du projet :
 - (a) Identification et/ou recrutement du Conseiller et des experts internationaux
 - (b) Définition et facilitation des activités de formation ;
4. Le bureau de pays du PNUD achète des biens et services et recrute le Conseiller et les experts internationaux à affecter au projet conformément aux règlements, règles, politiques et procédures du PNUD. Les services d'appui décrits au paragraphe 3 ci-dessus doivent être détaillés dans une annexe au descriptif de projet, sous la forme présentée dans l'appendice. En cas de changement des conditions applicables aux services d'appui fournis par le bureau de pays pendant la durée d'un projet, l'annexe au descriptif de projet est révisée par accord mutuel entre le représentant résident du PNUD et le Partenaire de réalisation.
5. Les dispositions pertinentes de l'accord de base signé entre le PNUD et le gouvernement algérien le 20 juillet 1977 ou les dispositions supplémentaires qui font partie intégrante du descriptif de projet, y compris celles concernant la responsabilité juridique et les privilèges et immunités, sont applicables à la fourniture de ces services d'appui. Le Gouvernement algérien conserve, par le biais de son Partenaire de réalisation, la responsabilité globale du projet géré au niveau national. La responsabilité du bureau de pays du PNUD se limite à fournir les services d'appui détaillés dans l'annexe au descriptif de projet.
6. En cas de réclamation ou de litige concernant la fourniture des services d'appui par le bureau de pays du PNUD conformément à la présente lettre, ou en découlant, les dispositions pertinentes de l'Accord de base type relatif à l'assistance s'appliquent.
7. Les modalités de recouvrement des coûts par le bureau de pays du PNUD en rapport avec la fourniture des services d'appui décrits au paragraphe 3 ci-dessus doivent être spécifiées dans l'annexe au descriptif de projet.

8. Le bureau de pays du PNUD présente des rapports d'activité sur les services d'appui fournis et rend compte des frais remboursés, autant que de besoin

9. Les présents arrangements ne peuvent être modifiés que d'un commun accord par écrit entre les parties.

10. Si vous approuvez les dispositions qui précèdent, je vous saurais gré de bien vouloir signer et retourner à notre bureau deux exemplaires de la présente lettre. Lorsque vous aurez signé celle-ci, elle constituera un accord entre votre Gouvernement algérien et le PNUD quant aux conditions régissant la fourniture, par le bureau de pays du PNUD, de services d'appui à des programmes et projets gérés au niveau national.

Veillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma haute considération.

Signé au nom du PNUD

Critina Amaral

Représentant résident

Pour le Ministère de l'Aménagement du Territoire,

et de l'Environnement et de la Ville

Monsieur

Appendice

DESCRIPTION DES SERVICES D'APPUI FOURNIS PAR LE BUREAU DE PAYS DU PNUD

1. Il est fait référence aux consultations entre le Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de la Ville, institution désignée par le Gouvernement de l'Algérie et les représentants du PNUD concernant la fourniture de services d'appui, par le bureau de pays du PNUD, au projet « Planification Nationale sur la diversité biologique et mise en œuvre en Algérie du Plan Stratégique de la Convention sur la Diversité Biologique 2011-2020 et les des Objectifs d'Aichi ».

2. Conformément aux dispositions de la lettre d'accord signée le 22 juin 2011 et du *descriptif de projet*, le bureau de pays du PNUD fournira des services d'appui pour le *projet* «Planification Nationale sur la diversité biologique et mise en œuvre en Algérie du Plan Stratégique de la Convention sur la Diversité Biologique 2011-2020 et les des Objectifs d'Aichi », tel que décrit ci-dessous.

3. Services d'appui à fournir :

| Services d'appui (insérer la description) | Échéancier de fourniture des services d'appui | Dépenses engagées par le PNUD pour la fourniture de ces services d'appui (le cas échéant) | Montant remboursé au PNUD et mode de remboursement (le cas échéant) |
|---|---|---|---|
| 1. Prendre en charge la gestion relative au recrutement, suivi et financement-du conseiller international | Le PNUD effectue l'établissement du contrat et le paiement selon les procédures du PNUD dès la signature du projet | Salaire du conseiller international estimé à USD par mois | NA |
| 2. Prendre en charge le processus de recrutement (appel d'offre, dépouillement, identification, et établissement de contrats) | Le processus se déclenche immédiatement après la réception de la demande de service et/ou suivant le plan de travail annuel validé par le | | NA |

| | | | |
|--|--|---|----|
| des experts internationaux | comité de pilotage. | | |
| 3. Prendre en charge la gestion relative à la contractualisation du bureau d'audit et des experts chargés des audits et de l'évaluation externe du projet. | L'audit aura lieu en 2015 et L'évaluation externe est prévue pour le dernier trimestre du projet | Coût estimé total de 10 000 USD pour les audits et l'évaluation | NA |

4. Description des fonctions et responsabilités des parties concernées :

- Le DNP enverra une demande de services d'appui signée chaque fois qu'il est nécessaire au PNUD en expliquant le service demandé et en mentionnant un budget estimatif tout en tenant compte du plan annuel. La demande de service doit être accompagnée par des termes de références en cas de recrutement d'experts internationaux.

• Annexe 5

Demande de paiement direct N°/XX/ANNEE

RDP01



A : Bureau de pays du PNUD **De :**

ATT: Représentant résident PNUD **Fonctionnaire donnant l'autorisation : DNP**

FAX 021.92.54.60 **Signature:**

Cc **Date de la demande :** XX/XX/2012

Sujet: Demande de paiement direct à effectuer par le PNUD

Conformément aux activités définies dans le Plan de travail annuel (PTA), nous demandons au PNUD d'effectuer par la présente le paiement direct suivant au bénéficiaire ci-dessous

| | |
|---|--|
| Titre et numéro du projet | 000XXXXXX – |
| Montant total | |
| Objet du paiement | |
| Bénéficiaire : <i>(veuillez fournir autant de détails que possible)</i> | Nom : Adresse : Facture No.: Contrat No.: Date de versement : Mode de paiement demandé : Virement <u>Pour les virements bancaires seulement</u> Nom de la banque : Compte No.: |

Répartition des coûts

| Montant/monnaie | GL/BU | Compte budgétaire | Opert. Unit | Fond | Dept. | N° projet | N° Activité | Agence de mise en œuvre | Donateur |
|-----------------|-------|-------------------|-------------|------|-------|-----------|-------------|-------------------------|----------|
| | | | | | | | | | |

Certification: Le fonctionnaire autorisé certifie par la présente :

- Que ce paiement n'a pas déjà été effectué antérieurement;
- Que ce paiement est effectué conformément au Plan de travail annuel (AWP);
- Que ce paiement est couvert par les fonds disponibles sur le budget du projet;
- Que ce paiement correspond aux biens et services qui ont été fournis à la satisfaction de l'Agence requérante;

- Que des exemplaires des factures et autres documents justificatifs seront disponibles aux fins des vérifications de contrôle.

REMARQUE : Au lieu d'être transmis par fax, le formulaire signé doit être envoyé par courrier électronique chaque fois que possible. Les documents justificatifs doivent aussi être scannés et joints à l'email en cas de demande du bureau.

ANNEXE 7

LETTRE DE DESIGNATION DU DIRECTEUR NATIONAL DU PROJET

Monsieur le Représentant résident du PNUD,

Objet : Autorité de gestion financière du Projet « Planification Nationale sur la diversité biologique et mise en œuvre en Algérie du Plan Stratégique de la Convention sur la Diversité Biologique 2011-2020 et les des Objectifs d' Aichi ».

J'ai l'honneur de vous informer que M. (e)..... du Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de la Ville a été désigné (e) en qualité de Directeur National du Projet « Planification Nationale sur la diversité biologique et mise en œuvre en Algérie du Plan Stratégique de la Convention sur la Diversité Biologique 2011-2020 et les des Objectifs d' Aichi ».

A ce titre, M (e)est autorisé par le Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de la Ville à gérer toutes les questions administratives et financières relatives au projet cité ci-dessus, qui s'inscrivent dans le cadre de l'accord de base signé entre le Gouvernement de la République Algérienne Démocratique et Populaire et le PNUD en 1977 .

La Directeur National de Projet émet et signe :

- Les autorisations de paiement, pièces écrites établies au titre des activités du projet et conformément au plan de travail contenu dans le document de projet.
- les Demandes de Paiement Direct (DPD)
- Les Rapports combinés de dépenses (CDR)
- Un inventaire d'équipement périodique.
- Un inventaire général d'équipement.

La Directeur National du Projet soumet au Représentant résident du PNUD :

- Des rapports financiers périodiques (trimestriels).
- Au besoin, un rapport financier final (à la fin de l'avant dernier trimestre précédant la clôture du projet).
- Les rapports de suivi des recommandations de l'audit
- Une requête pour le transfert officiel des équipements de projet

Les spécimens de signature (y compris la paraphe) de M..... (Directeur National du projet)

Spécimen de signature de M.....:

1.

2.

3.

Signature

Monsieur.....

Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de la Ville

ANNEXE 08

REGISTRE DE LEÇONS APPRISES

| | | |
|---|---------------------------|-------------------------|
| Project Title: Appui au programme de renforcement des capacités humaines et d'assistance technique pour la mise en œuvre du Renouveau Rural | Award ID: 00063696 | Date: 01.07.2012 |
|---|---------------------------|-------------------------|

| # | Type | Date Identified | Successes | Shortcomings | Recommended Solutions | Submitted, updated by |
|---|--|-----------------|---|--|--|-----------------------|
| 1 | Project Management Project Results Human Factor Other | | <i>Describe what has worked well. What factors supported this success?</i> | <i>Describe the challenges or areas for improvement and what was unanticipated</i> | <i>How were challenges overcome and how should things have been done differently/better?</i> | |

| | | | | | | |
|---|--|--|--|--|--|--|
| 2 | Project Management Project Results Human Factor Other | | | | | |
| 3 | Project Management Project Results Human Factor Other | | | | | |

Annexe 9

Liste des associations

| Nom de l'association |
|---|
| Wilaya d'ALGER |
| Association scientifique de jeunes Découverte de la Nature |
| Association de la Protection de l'Environnement Maritime RAIS HAMIDOU |
| Mouvement Ecologique Algérien (MEA) |
| FACM |
| FOREM |
| APED |
| scout musulman |
| Federation nationale de la protection de l'environnement |
| Wilaya d'AIN DEFLA |
| Association des Amis de l'Environnement |
| Wilaya d'ANNABA |
| Association HIPHONE SUB ANNABA |
| Association de l'environnement |
| Wilaya d'ADRAR |
| Association les amis de la nature sbaa |
| Wilaya d'AIN AMENAS |
| Association pour la protection de l'environnement |
| |
| Wilaya de L'AGHOUAT |
| Association de l'Action Citoyenne pour le développement Local |
| Wilaya de BATNA |
| Association GLOBE VERT |
| Wilaya de BEJAIA |
| Association GEHIMEB |
| Association ifri green |
| Wilaya de BISKRA |
| Association Continuité pour le Développement Durable |
| Association TWIZA pour la Protection de l'Environnement |
| Association pour la protection de l'environnement |
| association des amis de l'environnement |
| Wilaya de BECHAR |

| |
|---|
| Association Les Amis de la Saoura |
| AEPEFF |
| Association Salle Pédagogique des Zones Arides de BENIABBES |
| Wilaya de BLIDA |
| Association CHLOROPHYLLE pour la Protection de l'Environnement |
| Association les Amis de l'Environnement de CHIFFA |
| Association Ecologique Mitidja |
| Association Numidia de BLIDA |
| Association Belle Vue de BOUARFA |
| Association des Randonneurs et de la Découverte de la nature de l'Atlas BLIDéen |
| Federation nationale de la proection de l'environnement |
| Wilaya de BOUMERDES |
| Association Ecologique de BOUMERDES |
| Wilaya de CONSTANTINE |
| Association de l'environnement et du milieu vert |
| Association pour l'environnement de constantine |
| Wilaya de DJELFA |
| Association de l'environnement |
| Wilaya de GHARDAIA |
| Association pour la Protection de l'Environnement de BENI IZGUEN |
| Wilaya de GUELMA |
| Association el Amel |
| Wilaya de JUJEL |
| Association de l'environnement de jijel |
| Wilaya de MEDEA |
| Association de l'Environnement et du Milieu Vert |
| Wilaya de M'SILA |
| Association ESSAADA pour l'enfance et l'adolescence |
| Association de Développement Rural de SLIM |
| Association FAHD pour la Protection de l'Environnement et de l'Urbanisme |
| Wilaya de MILA |
| Association Nour Beni Haroun |
| Wilaya de NAAMA |
| Association Protection et Amélioration de l'Environnement |
| Wilaya d'OUARGLA |
| Association IFASSEN N'KSAR OUARGLA |
| Association de l'Office Communale du tourisme de Temacine |
| Association environnemnt de la region de oued righ |
| Association de developpement agricole |
| Wilaya d'ORAN |
| Association IZDIHAR OUA TERKIA |
| Association Algérienne pour la Jeunesse et le Développement MISSERGHINE |
| Association PHENICIA |

| |
|---|
| Association la main dans la main |
| Association Bel horizon |
| Association pour la propreté , la protection de l'environnement et la citoyenneté |
| Wilaya d'Oum el Bouaghi |
| Association ADEM |
| Wilaya de SETIF |
| Association OXYGENE |
| Association el Hayet |
| Wilaya de SIDI BEL ABBES |
| Association Jeunesse Volontaire |
| Wilaya de SKIKDA |
| Association Wouroud |
| Wilaya de TIPAZA |
| AREA ED |
| Wilaya de TIZI OUZOU |
| Association pour la Jeunesse Innovatrice et l'Environnement |
| Association pour la Protection de l'Environnement |
| Association APEDD |
| Wilaya de TLEMCEM |
| ASPEWIT |
| club vert |